L'HISTORIE
DE FRANCE

FORTIER

SECOND COPY,
1899.

2nd COPY DELIV
MAY 9 - 1899

LIBRARY OF CONGRESS.

Chap. DC38 Copyright No.

Shelf F74

UNITED STATES OF AMERICA.

PRÉCIS

DE

L'HISTOIRE DE FRANCE

AVEC DES NOTES EXPLICATIVES
EN ANGLAIS

PAR

ALCÉE FORTIER

PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ TULANE DE LA LOUISIANE

New York
THE MACMILLAN COMPANY
LONDON: MACMILLAN & CO., LTD.
1899

All rights reserved.

L.

30577

Copyright, 1899
By The Macmillan Company

TWO COPIES RECEIVED.

LIBRARY OF CONGRESS
OFFICE OF
APR 17 1899
Register of Copyrights.

Press of Carl H. Heintzemann
Boston, Mass

26642
apr. 17. 99.

CE PETIT LIVRE

EST RESPECTUEUSEMENT DÉDIÉ À

M. le baron Pierre de Coubertin,

L'ÉCRIVAIN DISTINGUÉ,

LE RESTAURATEUR DES JEUX OLYMPIQUES,

LE FONDATEUR DE LA "MÉDAILLE CARNOT"

À L'UNIVERSITÉ TULANE

DE LA LOUISIANE

PRÉFACE

Beaucoup d'hommes éminents ont écrit des livres en français pour enseigner l'histoire de France aux élèves des écoles primaires et des lycées, mais ces livres sont trop volumineux, lorsqu'ils s'adressent aux élèves des classes supérieures, et trop élémentaires et enfantins, lorsqu'ils sont des abrégés d'histoire.

Il n'existe pas en français de *Précis de l'Histoire de France*, écrit pour les élèves de nos collèges américains, qui ne peuvent consacrer beaucoup de temps à l'étude de cette histoire. Ce livre-ci est un abrégé, mais l'auteur a tâché de ne pas négliger la philosophie de l'histoire, l'histoire de la civilisation. Il a tâché aussi d'écrire avec clarté et simplicité, afin de rendre l'ouvrage intéressant comme livre de lecture.

Depuis de longues années que l'auteur enseigne l'histoire de France il a lu et étudié un grand nombre d'ouvrages sur ce sujet, mais les livres qui lui ont été le plus utiles pour son travail sont : *l'Histoire de la Civilisation en France* et *l'Histoire de la Civilisation en Europe* par Guizot ; *l'Histoire de la Civilisation Française* par A. Rambaud ; *l'Histoire de France* par Michelet ; *l'Histoire de France Populaire* par Henri Martin ; *Cours Complet d'Histoire de France* par Blanchet et Pinard ; *l'Évolution Française sous la Troisième République* par Pierre de Coubertin ; *Le Pays de France* par P. Foncin.

ALCÉE FORTIER.

Nouvelle-Orléans, le 22 février 1899.

TABLE ANALYTIQUE

CHAPITRE PREMIER

Les Gaulois et les Romains — Vercingétorix et César

PAGE

Avant-propos. Les premiers habitants de la Gaule. Les Celtes, les Gaulois proprement dits, et les Belges. Les colonies grecques en Gaule. Conquêtes des Gaulois. Etablissements des Romains. Coutumes des Gaulois. Les Cimbres et les Teutons. Les Helvétiens. Conquêtes de Jules César. Vercingétorix. Résultats de la conquête 1

CHAPITRE II

Les Francs — Clovis et Charlemagne

Invasions des Germains. Royaume de Clovis. Les Mérovingiens. Clotaire Ier. Frédégonde et Brunehaut. Les Rois Fainéants. Charles Martel et Pépin le Bref. Charlemagne. La "Chanson de Roland." L'Empire de Charlemagne. Louis le Débonnaire et ses fils. Les Normands. Hugues le Grand. Louis d'Outre-Mer. Nécessité d'un roi national. Les derniers Carolingiens. 7

CHAPITRE III

La Conquête de l'Angleterre et la Première Croisade — Harold et Guillaume; Godefroy de Bouillon

Le système féodal. La société féodale. L'année 1066. Guillaume, duc de Normandie. Harold. Bataille de Senlac. Édith au cou de cygne. Résultats de la conquête. La première croisade. Causes des croisades. Les chefs des croisés. Les croisés en Orient. Conquête de Jérusalem 16

CHAPITRE IV

PAGE

LES QUATRE GRANDS CAPÉTIENS — LOUIS LE GROS, PHILIPPE-AUGUSTE, SAINT LOUIS ET PHILIPPE LE BEL

Louis le Gros. L'affranchissement des communes. Les impôts. Louis VII et la deuxième croisade. Henri II et Louis VII. Philippe-Auguste. La troisième croisade. Frédéric Barberousse. Richard Cœur de Lion. Mort de Richard. Administration de Philippe. Jean sans Terre. Bataille de Bouvines. La quatrième croisade. La croisade des Albigeois. La langue d'oc. Ingeburge et Agnès de Méranie. Louis VIII. Blanche de Castille et Louis IX. Première croisade de saint Louis. Marguerite de Provence. Saint Louis en Égypte et en Palestine. Administration de saint Louis; sa deuxième croisade. Fin des croisades. Affaiblissement de la féodalité. Principaux résultats des croisades. Philippe III. Philippe le Bel. Louis X. Philippe V. Charles IV 24

CHAPITRE V

LA GUERRE DE CENT ANS — DU GUESCLIN ET JEANNE D'ARC

Importance de la guerre de Cent ans. La loi salique. Les Valois. Intérêt de l'histoire de cette époque. Philippe VI. Bataille de Crécy. Bataille de Poitiers. Étienne Marcel. Traité de Brétigny. Charles V. Du Guesclin en Castille. Expulsion des Anglais. Mort de Du Guesclin et de Charles V. Charles VI. Les Armagnacs et les Bourguignons. Bataille d'Azincourt. Traité de Troyes. Charles VII. Jeanne d'Arc. Fin de la guerre de Cent ans. Fin du moyen âge 39

CHAPITRE VI

LE COMMENCEMENT DE L'AGE MODERNE — LOUIS XI, CHARLES VIII, LOUIS XII, ET FRANÇOIS IER

Louis XI. Puissance de la maison de Bourgogne. Ligue du Bien Public. Charles le Téméraire. Résultats du règne de Louis XI.

PAGE

Projets de Charles VIII. Première guerre d'Italie. Découverte de l'Amérique. Louis XII. Ferdinand le Catholique. Gaston de Foix. Revers et mort de Louis XII. La Renaissance. François Ier. Bataille de Marignan. Charles-Quint. Le connétable de Bourbon et Bayard. Bataille de Pavie. Dernières années de François Ier 52

CHAPITRE VII

Les Derniers Valois et le Premier Bourbon — Henri II et ses Fils, Henri IV

Henri II. Abdication de Charles-Quint. Philippe II. Mort d'Henri II. François II et Marie Stuart. Charles IX. Massacre de la Saint-Barthélemy. Henri III. Mort de Catherine de Médicis et d'Henri III. Henri IV. Fin des guerres de religion. L'édit de Nantes. Henri IV et Sully. Grands projets d'Henri IV; sa mort 64

CHAPITRE VIII

Le Dix-septième Siècle — Louis XIII et Richelieu, Louis XIV

Louis XIII. Régence de Marie de Médicis. Les nobles au temps de Louis XIII. Concini et Luynes. Caractère de Louis XIII. Richelieu. Ruine des protestants comme parti politique. Abaissement des nobles. Le pouvoir absolu de la royauté. Guerre contre la maison d'Autriche. Anne d'Autriche et Mazarin. Le Grand Condé. La Fronde. Fin de la guerre de Trente ans. Louis XIV. Premières guerres de Louis XIV. Guillaume d'Orange. Turenne. Traité de Nimègue. Révocation de l'édit de Nantes. Chute de Jacques II d'Angleterre. Le duc d'Anjou devient roi d'Espagne. Guerre de la succession d'Espagne. Malplaquet et Denain. Traité d'Utrecht. Tristesse des dernières années de Louis XIV 75

CHAPITRE IX

Le Dix-huitième Siècle — Louis XV et Louis XVI

PAGE

Le Régent. Le système de Law. Guerre de la succession d'Autriche. Fontenoy. Paix d'Aix-la-Chapelle. Conflits entre les Anglais et les Français dans les colonies. Guerre de Sept ans. Frédéric le Grand. Choiseul. Ignominie de Louis XV. Influence de la France au XVIIIe siècle. Louis XVI et Marie-Antoinette. Turgot. Guerre d'Amérique. La Fayette. Indépendance des États-Unis. Nécessité des États Généraux en 1789. L'Assemblée Nationale. Mirabeau 92

CHAPITRE X

La Révolution — L'Assemblée Constituante, l'Assemblée Législative, et la Convention

Le 14 Juillet 1789. Origine du drapeau tricolore. Abolition des droits féodaux. Retour de Louis XVI à Paris. Les biens nationaux. Constitution civile du clergé. Les Jacobins. Mort de Mirabeau. Fuite de Louis XVI; son arrestation à Varennes. Réformes de l'Assemblée Constituante. L'Assemblée Législative. Journée du 20 Juin 1792. Manifeste du duc de Brunswick. Journée du 10 Août 1792. Chute de Louis XVI. La Commune de Paris. Exil et emprisonnement de La Fayette. Les massacres de Septembre. Bataille de Valmy. La *Marseillaise*. La Convention. Exécution de Louis XVI. Les Girondins et les Jacobins. La Terreur. Bataille de Jemmapes. Le Grand Carnot. Bonaparte à Toulon. Campagnes de 1794 et de 1795. Le 13 Vendémiaire. Le calendrier républicain . . . 103

CHAPITRE XI

Napoléon — Le Général Bonaparte, le Premier Consul, et l'Empereur

Le Directoire. Le général Bonaparte. Campagne d'Italie en 1796 et en 1797. Le 18 Fructidor. Campagne d'Égypte. Le 18

PAGE

Brumaire. Le Consulat. Marengo. Paix de Lunéville et paix d'Amiens. Sage administration du Premier Consul. Le Concordat. Le Code Civil. La Légion d'Honneur. Expédition à Saint-Domingue. Rupture de la paix d'Amiens. Exil de Moreau. Exécution du duc d'Enghien. L'Empire. Ulm et Austerlitz. La Confédération du Rhin. Iéna. Le blocus continental. Friedland. Tilsit. Monuments et travaux publics. Guerre d'Espagne. Wagram. Le roi de Rome. Campagne de Russie. Campagne de 1813. Campagne de 1814. Première abdication. Retour de l'île d'Elbe. Waterloo. Sainte-Hélène 117

CHAPITRE XII

La Restauration, la Monarchie de Juillet, et la Deuxième République — Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe, Louis-Napoléon

Louis XVIII. La Terreur blanche. Richelieu. Decazes. Guerre d'Espagne en 1823. Mort de Louis XVIII. Charles X. La Révolution de Juillet 1830. *Hernani.* Louis-Philippe. Casimir Périer. La duchesse de Berry. Thiers et Guizot. La Révolution de Février 1848. La conquête de l'Algérie. Lamartine et le drapeau tricolore. Le suffrage universel. Le général Cavaignac. La Deuxième République. Louis-Napoléon Bonaparte. Affaires d'Italie. Le Coup d'État du Deux Décembre . . 134

CHAPITRE XIII

Le Second Empire — Napoléon III

Le Second Empire. Mariage de l'Empereur. La guerre de Russie. Balaklava et Inkermann. Prise de Sébastopol. Le traité de Paris de 1856. L'isthme de Suez. Le nouveau Paris. La campagne d'Italie. Magenta et Solférino. Annexion de Nice et de la Savoie. Garibaldi. La Chine, la Cochinchine, le Mexique. L'Empire libéral. Le plébiscite de 1870. Aveuglement de Napoléon III. Causes de la guerre de 1870. La France mal préparée pour la guerre. L'Empereur se rend à l'armée. Premières hostilités. Sedan. Chute de l'Empire . . . 145

CHAPITRE XIV

La Troisième République—Gambetta, Thiers, et Sadi Carnot

PAGE

Gouvernement de la Défense nationale. Gambetta. Le siège de Paris. Thiers "chef du pouvoir exécutif de la république française." Traité de Frankfort. L'insurrection de la Commune de Paris. Tentative de restauration monarchiste. Le comte de Chambord. Le Septennat. La constitution de 1875. Le 16 Mai 1877. Jules Grévy. Le Grand Ministère. Evénements importants sous la présidence de Jules Grévy. Mort du Prince Impérial. Sadi Carnot. Le général Boulanger. L'exposition Universelle de 1889. Cronstadt et Toulon. Le cardinal Lavigerie. Encyclique de Léon XIII. Prospérité de la France sous le gouvernement républicain. Attentats des anarchistes. Le Dahomey et Madagascar. Assassinat du Président Carnot. Éloge du Président Carnot. Casimir Périer. Félix Faure. L'alliance franco-russe. L'affaire Dreyfus. Mort de Félix Faure. Élection de M. Émile Loubet. La France extérieure: En Amérique; en Océanie; en Asie; dans l'Océan Indien; en Afrique; l'Algérie et la Tunisie; la Corse. L'agriculture, l'industrie, et le commerce. L'Exposition Universelle de 1900. Conclusion . 157

BORMAY & CO., ENGR'S, N.Y.

PRÉCIS DE L'HISTOIRE DE FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LES GAULOIS ET LES ROMAINS

VERCINGÉTORIX ET CÉSAR

Avant-propos. — Pour comprendre l'histoire de la France moderne il faut jeter un rapide coup d'œil sur l'histoire des Gaulois, les ancêtres des Français. On verra en ceux-là quelques-uns des défauts, mais aussi les brillantes qualités de ceux-ci. On verra parfois désunion et courage irréfléchi, mais aussi abnégation, grandeur d'âme, et héroïsme chevaleresque.

Les premiers habitants de la Gaule. — La Gaule était plus grande que la France actuelle et était comprise entre l'Océan, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée et les Pyrénées. Les premiers habitants de cette région y vivaient à l'époque dite quaternaire. On les appelle quelquefois troglodytes, car ils prenaient les cavernes pour abri contre les énormes bêtes féroces qui existaient alors : l'ours blanc, le rhinocéros, le mammouth, et les grands lions. On a trouvé quelques ossements des hommes des races fossiles, auxquelles succédèrent les races dites préhistoriques du second âge. La première époque est appelée l'âge de la pierre éclatée, parce

que les hommes brisaient le silex pour en faire des armes ou des ustensiles domestiques. La seconde époque est l'âge de la pierre polie. Les hommes du second âge venaient probablement de l'Orient; ils n'étaient plus des nomades vivant de la chasse, mais ils avaient une idée de l'agriculture et possédaient des animaux domestiques. C'est à eux qu'on doit les cités lacustres, composées de huttes élevées dans les lacs, et c'est aussi à eux qu'on doit les monuments mégalithiques ou grandes pierres : les peulvans, les dolmens, les menhirs, les cromlechs, appelés longtemps pierres druidiques, et qu'on trouve encore en si grand nombre en Bretagne.

Les Celtes, les Gaulois proprement dits, et les Belges. —Vers le dixième siècle avant Jésus-Christ les Celtes vinrent de l'Orient, puis vers le sixième siècle, arrivèrent les Gaulois proprement dits, qui conquirent le pays et lui donnèrent leur nom. Peu après vinrent les Belges, qui s'établirent dans le nord de la Gaule. Les Gaulois avaient de grandes épées de fer sans pointe, les Belges des épées courtes et pointues. Les uns et les autres étaient belliqueux et savaient faire un terrible usage de leurs armes. Les Celtes, les Gaulois proprement dits, et les Belges sont les premiers ancêtres connus des Français. Ce sont eux qui introduisirent le bronze et le fer dans le pays appelé maintenant la France.

Les colonies grecques en Gaule. — L'an six cent de notre ère un chef gaulois sur la côte de la Méditerranée mariait sa fille et avait convoqué à un festin les jeunes nobles du voisinage. Un marchand grec de la ville de Phocée se trouvait à ce festin et fut choisi pour mari par la fille du chef gaulois, qui s'arrêta devant l'étranger en lui présentant une coupe de vin, selon la coutume du pays. Le Gaulois ac-

cepta pour gendre le Grec Euxène, et celui-ci fonda la ville de Massilie, qui devint plus tard la riche Marseille. Les Grecs établirent ensuite Antibes, Nice, Arles, introduisirent en Gaule la vigne et l'olivier, et frayèrent la voie, au midi de la Gaule, à la civilisation romaine. 5

Conquêtes des Gaulois. — Établissements des Romains. — Avant que les Gaulois fussent conquis par les Romains ils avaient fait eux-mêmes de grandes conquêtes et avaient subjugué une partie de l'Espagne et une partie de l'Asie Mineure ; ils avaient chassé les Étrusques du nord de 10 l'Italie et avaient même pris et saccagé Rome. Rien n'égalait leur audace et leur intrépidité, et l'on connaît leur réponse à Alexandre qui leur demandait ce qu'ils craignaient : "Nous ne craignons qu'une chose, c'est que le ciel ne tombe sur notre tête !" Malgré leur héroïsme, cependant, les Gau- 15 lois n'avaient pu empêcher les Romains de fonder la ville d'Aix et de s'étendre sur la sixième partie du territoire gaulois. La Gaule Romaine ou Transalpine se nommait la Province Narbonnaise, ou seulement la Province, d'où Provence. La Gaule indépendante était divisée en trois 20 régions : l'Aquitaine, au sud-ouest ; la Celtique, au centre et à l'ouest ; la Belgique, au nord. Les habitants de l'Aquitaine étaient les Ibères, dont les descendants sont les Espagnols, les Basques, et les Gascons.

Coutumes des Gaulois. — La Gaule était composée d'un 25 grand nombre de tribus ou nations indépendantes, hostiles les unes aux autres, et l'unité politique n'existait pas. Il y avait eu des rois, mais au temps de la conquête par César, les nobles avaient formé presque partout des oligarchies, et le chef suprême était élu. Les nobles ou chevaliers, et les 30 prêtres ou Druides, opprimaient le peuple. Les Druides

avaient des rites terribles et sacrifiaient des hommes ; ils enseignaient la doctrine de l'immortalité de l'âme et la croyance en un seul dieu. Le peuple, en général, avait un grand nombre de dieux et adorait même les rochers, les arbres, la mer, les rivières, et les lacs. Au-dessous des Druides, il y avait les ovates, qui donnaient l'éducation religieuse au peuple, et les bardes, qui chantaient pendant les sacrifices. Il y avait aussi des prêtresses, dont les plus connues étaient celles de l'île de Sein, que Chateaubriand a immortalisées par la Velléda des "Martyrs." Les Gaulois n'avaient de villes proprement dites qu'au midi, dans le voisinage de la province romaine ; ailleurs ils avaient des *oppida*, qui n'étaient que des forteresses, où le peuple se réfugiait en temps de guerre.

Les Cimbres et les Teutons. — Les Helvétiens. — La république romaine, un siècle avant Jésus-Christ, avait porté ses aigles triomphantes dans presque tout le monde connu et convoitait la Gaule indépendante, quand elle-même faillit être la proie de hordes farouches et barbares. Les Cimbres et les Teutons, chassés par un débordement de la Baltique, envahirent la Gaule au nombre, dit-on, de douze cent mille, ravagèrent le pays et vainquirent plusieurs armées romaines. Marius, le rival de Sylla, les détruisit et sauva Rome, qui se prépara à faire la conquête de la Gaule. Les Éduens, alliés des Romains, furent vaincus par les Germains appelés par les Séquanais. Vers cette époque les Helvétiens voulurent quitter leur pays de montagnes, où ils se trouvaient trop à l'étroit, et s'établir en Gaule au bord de l'Océan. Jules César les vainquit dans le pays des Éduens et repoussa les survivants dans leur Helvétie, que leurs descendants ne quittèrent plus et qu'ils ont su si bien défendre contre les envahisseurs.

Conquêtes de Jules César. — Vainqueur des Helvétiens, César attaqua Arioviste et les Germains près du Rhin et anéantit leur armée. Il avait ainsi libéré les Gaulois du joug des barbares pour les soumettre plus tard à la domination romaine. Depuis l'an 58, pendant cinq ans, César fit la guerre en Gaule et vainquit les tribus gauloises : les Belges si belliqueux, les sauvages Nerviens, les Vénètes aux puissants navires, les Aquitains de race ibérienne. Le capitaine romain traversa même le détroit qui sépare la Gaule de l'île de Bretagne et s'avança jusqu'à la ville de Londres. En l'an 53 la conquête paraissait assurée et César alla passer l'hiver à Rome. En son absence un vaillant chef du pays des Arvernes tâcha de chasser les Romains de la Gaule. Vercingétorix souleva presque toutes les tribus gauloises, et dans la forêt des Carnutes les députés des nations jurèrent d'être fidèles à la cause commune. A la nouvelle de l'insurrection César franchit les Alpes en plein hiver et envahit l'Auvergne. Vercingétorix conçut alors un plan héroïque et fit brûler les villes et les villages pour affamer l'ennemi. Malheureusement les Bituriges obtinrent que leur ville, Avaricum, aujourd'hui Bourges, fût épargnée et promirent de la défendre.

Vercingétorix. — César réussit à prendre Avaricum et alla mettre le siège devant Gergovie. Là, il fut attaqué par Vercingétorix et repoussé. Le Gaulois barbare vainquit le grand capitaine des Romains. La discipline des légions et le génie de César devaient, cependant, l'emporter sur la valeur des Gaulois. Ce fut en vain que la cavalerie romaine fut rompue et que César perdit son épée, Vercingétorix fut forcé de se réfugier dans la ville d'Alésia, que les Romains assiégèrent. Jamais César ne déploya un aussi grand génie

que dans cette lutte contre la Gaule entière liguée contre lui. Il fortifia son camp par des travaux immenses, contint Vercingétorix et quatre-vingt mille hommes dans Alésia avec soixante mille soldats, et repoussa l'attaque de deux cent cinquante mille hommes venus au secours du chef suprême des Gaulois. Le sort en était jeté, Rome avait triomphé. Il ne restait plus à Vercingétorix qu'à mourir. Un jour que César était assis dans son camp il vit venir un homme monté sur un beau cheval. C'était le chef gaulois qui venait se livrer au vainqueur pour sauver son armée renfermée dans Alésia. César accepta le marché et épargna vingt mille guerriers. Il n'eut pas la magnanimité de rendre la liberté à son héroïque adversaire et il l'envoya à Rome chargé de fers. Vercingétorix resta pendant six ans dans l'affreuse prison Mamertine, en sortit pour orner le triomphe du vainqueur et fut ensuite mis à mort. Le Romain, l'homme civilisé, eut moins de grandeur d'âme que le Gaulois, que le barbare. Vercingétorix est une des plus grandes figures de l'histoire, et il est bien que sa statue s'élève sur la montagne de Gergovie, où il vainquit César. Que les hommes d'aujourd'hui regardent cette statue et qu'ils se rappellent qu'elle est l'emblème de l'héroïsme, du dévouement à la patrie.

Résultats de la Conquête. — César avait pénétré en Gaule en l'an 58 ; sept ans lui avaient suffi pour faire la conquête de ce grand pays. Il se montra clément envers les vaincus, et ceux-ci adoptèrent bientôt la langue et la civilisation des Romains. Pendant plusieurs siècles l'histoire de la Gaule se confondit avec celle de Rome, et comme province romaine, elle partagea les vicissitudes du grand Empire, attaqué de toutes parts, au cinquième siècle, par les barbares.

CHAPITRE II

LES FRANCS

CLOVIS ET CHARLEMAGNE

Invasions des Germains.—La Gaule romaine n'est plus défendue par les légions et elle est envahie par les Germains: les Wisigoths ravagent l'Italie et s'établissent au sud-ouest de la Gaule et en Espagne; les Burgondes s'établissent à l'est, et les Francs au nord. Cette dernière tribu acquiert un grand renom lorsque Mérovée, le chef des Francs Saliens, aide Aétius, le général romain, à vaincre Attila, le roi des Huns, le *fléau de Dieu*, à la bataille de Châlons, en 451. Clovis, le petit-fils de Mérovée, devient chef de sa tribu en 481 et il est le fondateur de la puissance des Francs. Il vainc Syagrius et les Gallo-Romains et s'établit à Soissons; il épouse ensuite une princesse chrétienne, Clotilde, nièce du roi des Burgondes; il combat les Alamans et promet au dieu de Clotilde de se faire chrétien, s'il remporte la victoire. La conversion de Clovis au christianisme assure la suprématie des Francs en Gaule. Les Wisigoths et les Burgondes sont des hérétiques, des Ariens, et l'église catholique, les évêques, aident Clovis et les Francs à s'emparer du territoire gaulois. Les Burgondes et les Wisigoths sont vaincus, et comme le dit M. Rambaud: "C'est bien comme chef du parti catholique que Clovis, qui ne commandait que quelques milliers d'hommes, a pu

fonder en Gaule le premier royaume des Francs. Il a combattu, mais ce sont les évêques qui ont vaincu." [1]

Royaume de Clovis. — Quoiqu'il fût devenu chrétien Clovis était resté barbare, et il établit son pouvoir par des actes de grande cruauté. Il fit mourir tous ses parents de la race des Mérovingiens et devint le seul chef des Francs et le maître de la Gaule. Grâce à lui les Francs, qui n'étaient que peu nombreux, donnèrent leur nom au pays des Gaulois, et la Gaule s'appela la France. Les Français, cependant, ne descendent pas en général des Francs, des Germains ; c'est le sang des anciens Gaulois vaincus par César qui coule dans les veines des habitants de la France moderne.

Les Mérovingiens. — Les Francs, vainqueurs des Gaulois, n'imposèrent pas leur langue à ceux-ci, et ils tâchèrent d'imiter les coutumes romaines. Les Mérovingiens ne purent, cependant, établir leur royaume sur les mêmes bases que l'empire romain. Les Francs avaient un fort sentiment de l'indépendance de l'individu, et ne se soumirent guère à leurs rois que quand ceux-ci étaient des hommes de volonté et d'énergie. Le pouvoir royal ne pouvait être stable puisque le royaume des Mérovingiens était partagé, à la mort du roi, entre tous ses fils, comme un héritage ordinaire. Sous les rois francs il n'y avait pas d'impôts permanents, pas d'armée permanente, et les fonctionnaires étaient trop puissants pour être révocables à la volonté du roi.

Clotaire Ier. — Frédégonde et Brunehaut.—Clovis meurt à Paris en 511 et laisse son royaume à ses quatre fils, dont l'un, Clotaire, succède à ses frères et à ses neveux et devient le seul roi des Francs. Il laisse aussi quatre fils, qui

[1] A. Rambaud, *Histoire de la Civilisation Française.*

se partagent son héritage, et l'histoire de deux de ces rois, Sigebert d'Austrasie, et Chilpéric de Neustrie, est des plus tragiques. Les deux frères se font la guerre, et Sigebert est assassiné par Frédégonde, femme de Chilpéric, et nous voyons une lutte terrible entre Brunehaut, femme de Sigebert, et Frédégonde. L'Austrasie est vaincue par la Neustrie, Brunehaut est faite prisonnière par Clotaire II, fils de Chilpéric et de Frédégonde, et elle est mise à mort de la façon la plus cruelle. Les Mérovingiens, qui se disent héritiers de la civilisation romaine, sont de vrais barbares et commettent tous les crimes. Clotaire Ier fait brûler dans une chaumière son fils Chramne, révolté contre lui, avec sa femme et ses enfants. Les fils de Clovis mettent à mort leurs neveux pour s'emparer de leurs possessions ; les frères combattent les frères ; la voix du sang est muette.

Les Rois Fainéants.— Charles Martel et Pépin le Bref. — Clotaire II eut pour successeur son fils Dagobert, qui éleva à un haut degré le pouvoir royal et vécut avec magnificence. Ce fut lui qui fonda l'abbaye de Saint-Denis, dans l'église de laquelle furent ensevelis les rois de France, et où l'on trouve encore aujourd'hui un grand nombre d'admirables monuments funéraires. Dagobert et l'évêque saint Éloi sont restés populaires dans l'histoire. A partir de cette époque les Mérovingiens ne sont que des fantômes de rois, et on les appelle les *rois fainéants*. Un Mérovingien règne sur l'Austrasie, un autre sur la Neustrie, mais ils ne gouvernent pas. Ils demeurent principalement dans leurs métairies, et on les représente, ces rois chevelus, traînés lentement, dans des chars à bœufs, ou vrais Sardanapales, vivant dans la mollesse et l'inaction entourés de leurs femmes. Le pouvoir est entre les mains des maires du palais, et ce sont

ceux-ci qui commandent les armées dans les guerres continuelles entre la Neustrie et l'Austrasie. A la fin du septième siècle nous voyons deux grands maires du palais, Ébroïn en Neustrie, et Pépin d'Héristal en Austrasie. Le premier meurt assassiné en 681, et le second remporte à Testri, en 687, une grande victoire sur les Neustriens. Pépin devient le chef réel des Francs, et, à sa mort, son fils Charles succède à son pouvoir. C'est lui qui est le célèbre Charles Martel et qui arrête l'invasion des musulmans par la victoire de Poitiers sur les Arabes, en 732. Charles est un grand homme de guerre et il fonde en réalité la seconde dynastie des rois francs, celle des Carolingiens. Son fils, Pépin le Bref, relègue dans un monastère Childéric, le dernier Mérovingien, et prend le titre de roi avec l'autorisation du pape. Il est oint par saint Boniface, et plus tard, à Saint-Denis même, par le pape Étienne II, qui supplie le roi des Francs de venir le défendre contre les Lombards. Pépin défait ce peuple guerrier et donne au siège apostolique vingt-deux villes d'Italie. Il soumet les Bretons, fait la conquête de l'Aquitaine, et meurt en 768, après avoir eu une carrière digne de celle de son père, Charles Martel. Sa gloire, néanmoins, est loin d'égaler celle de son fils, Charlemagne.

Charlemagne. — Charlemagne est la plus grande figure dans l'histoire depuis César, et c'est lui qui rétablit l'empire romain d'Occident. Seul roi des Francs depuis la mort de son frère Carloman en 771, il étend sa puissance sur l'Italie, sur l'Allemagne, sur l'Espagne. Il enlève aux Lombards la couronne de fer, confirme la donation faite au pape par Pépin et fonde ainsi le pouvoir temporel de la papauté ; il fait la guerre aux Saxons païens pendant trente-deux ans et

leur impose le christianisme ; il fait la conquête de la Bavière, de la Dalmatie, de la Corse, de la Sardaigne, des îles Baléares ; il défait les Danois, les Slaves de l'Oder, les Sarrasins d'Espagne, les Avars de race hunnique ; il est couronné empereur par le pape à Rome, en l'an 800.

La "Chanson de Roland."— L'Empire de Charlemagne. — L'expédition de Charlemagne en Espagne, la défaite de son arrière-garde à Roncevaux par les Basques, la mort de Roland, comte de la marche de Bretagne, ont donné lieu à la célèbre "Chanson de Roland," admirable épopée en vieux français, où les Basques deviennent des Sarrasins, Roland, le neveu de Charlemagne et le fiancé de la belle Aude, et le grand empereur, le champion par excellence des chrétiens. L'église aida Charlemagne dans son œuvre de civilisation, qui consistait à répandre le christianisme et à créer des écoles. Le grand empereur appela à lui les savants de tous les pays et mit à la tête de l'école du palais le célèbre Alcuin. Le huitième siècle est l'époque de la première renaissance des lettres au moyen âge, mais le flambeau intellectuel, allumé par Charlemagne, s'éteignit après lui et ne fut pas plus durable que l'ordre établi dans l'empire et que l'empire lui-même. Le grand empereur mourut en 814 et fut enseveli à Aix-la-Chapelle. Lorsque sa main puissante ne fut plus là pour maintenir ensemble les différentes parties de l'empire la désorganisation commença.

Louis le Débonnaire et ses fils. — Pendant plusieurs années Louis le Débonnaire, le "saint Louis du IXe siècle," comme l'appelle Michelet, réussit à conserver l'héritage de son père, mais il est faible, et ses fils et ses vassaux lui font la guerre. Il est abreuvé d'outrages et il meurt accablé de chagrin. Charles le Chauve et Louis le Germanique s'allient

contre leur frère Lothaire et se jurent fidélité à Strasbourg en 842. Ce serment est le plus ancien monument de la langue française. C'est du traité de Verdun en 843 que commencent les nationalités : l'Italie, les Francs de l'Est ou la Germanie, les Francs de l'ouest ou la Neustrie, l'Aquitaine, et la Lotharingie entre la Neustrie et la Germanie. Charles le Chauve règne sur les Francs de l'Ouest ; il est énergique, il est rusé, mais tout empereur qu'il devient il ne peut défendre son royaume contre les pirates scandinaves, contre les Northmans. Son fils, Louis le Bègue, ne repousse pas, non plus, les envahisseurs. Louis III et Carloman ne font que passer sur le trône. Louis remporte une grande victoire sur les barbares, mais rien n'arrête les barques sur la Seine.

Les Normands. — Voilà Paris entouré de milliers d'hommes. L'empereur Charles le Gros va-t-il chasser l'ennemi repoussé si vaillamment par l'évêque Gozlin et le comte Eudes? Non, Charles se sert d'or et non de fer pour éloigner les Northmans. Ceux-ci se retirent à l'embouchure de la Seine, et Charles le Gros est déposé par ses sujets, indignés de sa lâcheté. Le héros du siège de Paris, Eudes, est proclamé roi. Grâce à sa vigueur, à sa puissance, il aurait pu repousser Rolf, le Viking, jusqu'à la mer, mais il faut qu'il dispute la couronne à Charles le Simple, fils de Louis le Bègue. La fortune favorise celui-ci, et Eudes meurt en 899. Le Carolingien, pendant plusieurs années, est seul roi. Il n'est pas plus puissant, car il a de bien grands vassaux : le comte de Flandre, Héribert de Vermandois, le duc de Bourgogne, et le comte de Paris, duc de l'Ile de France. Comment protéger ses villes contre les convoitises des vassaux? Il donnera un comte northman comme rival au comte de Paris ; il recevra en 912 l'hommage de

Rolf le Marcheur; il établira le duché de Normandie. Les Northmans barbares devinrent bientôt les Normands, c'est-à-dire qu'ils adoptèrent complètement la civilisation des Francs et ne gardèrent de leur origine qu'une fierté, qu'une indépendance, qu'un esprit fin et tenace, qui feront d'eux les conquérants de l'Angleterre et de la Sicile.

Hugues le Grand. — A peine Charles le Simple a-t-il régné seul quelques années qu'un nouveau compétiteur essaie de lui arracher sa couronne. Robert, frère du comte Eudes, est nommé roi par les seigneurs, qui trouvent que Charles devient trop puissant. Le Carolingien appelle Rolf à son aide et livre bataille à son adversaire. Robert est tué à Soissons, en 923, mais il laisse un héritier, qui est Hugues le Grand. Celui-ci, comme Warwick, est un faiseur de rois, mais plus heureux que le "Dernier des Barons," Hugues sera maître de ses rois toute sa vie. A la mort de Robert, Hugues élève au trône son beau-frère, Raoul de Bourgogne, et le malheureux Charles le Simple est fait prisonnier par Héribert de Vermandois et meurt dans la grosse tour de Péronne.

Louis d'Outre-Mer. — L'opinion populaire qui compare les derniers Carolingiens aux derniers Mérovingiens est erronée. Louis III était un vaillant guerrier, et Charles le Simple, quelles que fussent ses capacités mentales, était brave et actif. Son fils, Louis d'Outre-Mer, fit preuve d'une grande habileté et d'un courage héroïque. Si le sceptre de Charlemagne tomba des mains de ses descendants, c'est que la puissance du duc de France, ajoutée à celle du duc de Normandie, devait écraser le roi des Francs. Élevé dans l'exil à la cour de son oncle Athelstan, Louis fut rappelé par les Francs à la mort de Raoul. Freeman, l'historien anglais, donne au sujet du retour de Louis, un trait curieux des

mœurs du temps. Le roi Athelstan avait accompagné son neveu jusqu'à la mer ; de l'autre côté du détroit se trouvaient Hugues le Grand et les seigneurs francs. Voulant communiquer à l'aide de signaux, le roi saxon et le duc français mirent le feu aux maisons de bois le long de la côte. Qu'importait-il que des malheureux fussent sans asile ! Ne fallait-il pas qu'il y eût des feux de joie pour signaler l'arrivée d'un Carolingien !

Nécessité d'un roi national. — Louis d'Outre-Mer et l'empereur Othon font la guerre à Hugues le Grand et à Richard de Normandie, fils de Guillaume Longue-Épée. Remarquons ici les assemblées d'Attigny, de Verdun, de Mouzon, d'Engelheim. Un légat du pape préside, et Othon le Grand et Louis IV siègent comme collègues ; l'un comme roi des Francs de l'Est, l'autre, des Francs de l'Ouest. Othon, d'après Freeman, est l'Auguste de l'empire des Francs, Louis en est le César. Les deux monarques sont des Germains ; il faudra à la France un roi national, un roi qui n'admettra pas de suprématie de l'autre bord du Rhin, un roi qui, dans sa fierté, dira ne tenir sa couronne que de Dieu. Il oubliera qu'il a eu cette couronne par élection et non par hérédité, et le peuple, dans son aveuglement, l'aidera à se rendre indépendant des seigneurs et courbera la tête devant ce droit divin, qui n'était, à l'origine, que le droit du peuple.

Les derniers Carolingiens. — Louis d'Outre-Mer meurt jeune, après une lutte incessante contre ses grands vassaux. Son successeur, Lothaire, est aussi brave que son père, mais pas aussi sagace. Hugues le Grand, encore une fois, a daigné mettre la couronne sur le front d'un Carolingien. Que Lothaire se brouille avec Othon II de Germanie, et il

se trouvera sans allié contre Richard et Hugues Capet. Le fils de Hugues le Grand voit qu'il n'a qu'à étendre la main pour prendre la couronne de Lothaire. Il attend cependant ; il voit avec plaisir la lutte du roi franc et de l'empereur franc pour la possession de la Lotharingie, lutte qui diminue à un tel point la puissance de Lothaire qu'il ne laisse à son fils Louis qu'une ombre de royauté. Hugues Capet, comme son père, est faiseur de roi, et place le jeune Louis sur le trône de Lothaire. Louis V, dans son règne d'un an, se fait un ennemi de l'archevêque de Reims, Adalbéron. Aussi, ce prélat, à la mort de Louis, propose-t-il de nommer roi Hugues Capet, et non Charles de Lotharingie, oncle de Louis V. Les seigneurs applaudissent et, en 987, commence la dynastie des Capétiens, qui régneront près de neuf cents ans. Ici finit l'histoire des Francs, l'histoire des rois germains, qui ont Laon pour capitale. Avec Paris pour capitale apparaît la France, ce beau et grand royaume qui sera le centre de la civilisation en Europe pendant bien des siècles.

CHAPITRE III

LA CONQUÊTE DE L'ANGLETERRE ET LA PREMIÈRE CROISADE

HAROLD ET GUILLAUME ; GODEFROY DE BOUILLON

Le système féodal. — Les quatre premiers rois Capétiens : Hugues Capet, Robert, Henri Ier, et Philippe Ier eurent très peu de puissance, et chacun d'eux fit couronner son fils de son vivant, afin de lui assurer sa succession. La royauté était en réalité élective, et le *droit divin* ne commença qu'après que Philippe-Auguste eut rendu sa dynastie populaire et nationale par ses victoires sur le roi d'Angleterre et sur l'empereur d'Allemagne. Le roi, cependant, avait un titre qui devait assurer l'avenir de la royauté, il était le suzerain de tous les seigneurs de son royaume, il était le chef, d'après le système féodal. Ce système, malgré ses défauts, ses abus, fut indispensable au moyen âge et fut universel. C'était le seul lien qui retînt ensemble les innombrables petites principautés qui composaient les royaumes de l'Europe, du neuvième au quatorzième siècle. On peut dire que la féodalité, comme puissance politique, naquit en 877, lors de l'édit de Charles le Chauve, à Kiersy, qui rendait les charges héréditaires. Le seigneur recevait un fief, un bénéfice du roi, et lui promettait foi et hommage, et le roi, de son côté, devait protection à son vassal. Le vassal du roi avait aussi ses vassaux, ceux-ci avaient les leurs, et ainsi de suite.

Les vassaux directs formaient le ban, et les vassaux indirects, l'arrière-ban de la noblesse. Il arrivait quelquefois que le vassal fût plus puissant que son suzerain, comme le duc de Normandie devenu roi d'Angleterre, et le roi de France, vassal de l'abbaye de Saint-Denis, pour le Vexin. 5

La société féodale. — Le lien entre le suzerain et son homme-lige donna lieu à un sentiment d'honneur et de loyauté, qui trouva sa plus haute expression dans la chevalerie, et qui tint lieu, jusqu'à un certain point, de lois bien établies et d'un gouvernement stable. Le seigneur a bâti son 10 castel sur une colline, sur un roc inaccessible à ses ennemis. Au pied de la colline se trouve un hameau, un peu plus loin, l'église. Voici donc, selon Guizot, les trois éléments de la société féodale, comme individualité, comme fief séparé de la société politique : le seigneur et sa famille, le prêtre, 15 et les paysans ou les serfs. Le noble est le maître absolu, et comme tel se tient isolé dans son château. L'influence de la famille agit alors sur le rude baron, et le rôle de la femme commencera à se dégager, rôle qui deviendra de plus en plus important jusqu'à ce qu'elle devienne la *dame* du chevalier, 20 l'inspiratrice du poète. Dans le château, le trouvère est reçu, et bientôt naîtront les épopées du cycle de Charlemagne et les romans du cycle d'Arthur. C'est par la féodalité que devra passer la civilisation du moyen âge, et le système féodal eut sa raison d'être. Déplorons, cependant, le 25 sort du pauvre peuple, à cette époque, du serf, du vilain, du paysan, taillables et corvéables à merci.

L'année 1066. — Philippe 1er n'eut aucun mérite, mais sous son règne eurent lieu deux événements de la plus grande importance : la conquête de l'Angleterre par les Normands 30 et la première croisade. L'année 1066 est une des grandes

dates de notre ère ; elle changea complètement la destinée de l'Angleterre et exerça une immense influence sur l'avenir de la France. Harold et Guillaume sont deux grandes physionomies, deux figures qu'on ne peut oublier quand on les
5 a vues sur le champ de bataille : Harold, à pied, la hache à la main, héroïque dans sa défense ; Guillaume, sur son cheval de guerre, écrasant ses ennemis sous sa masse d'armes, entraînant ses chevaliers par son audace, aussi héroïque à conduire l'attaque que son rival à la repousser. La calme
10 intrépidité des Anglais à dû céder à Senlac à l'impétuosité, à la furie française ; Harold le Saxon est vaincu par Guillaume le Normand. Trois siècles plus tard, un descendant du conquérant adoptera la tactique de Harold, et la chevalerie française viendra se briser à Crécy sur les piques des
15 yeomen anglais. L'Angleterre, conquise en 1066, devait absorber ses vainqueurs, mais en leur empruntant cette civilisation dont s'étaient imprégnés les compagnons de Rolf le Scandinave dans l'atmosphère de la France. La chute de Harold, l'avènement de Guillaume, forment une nouvelle
20 époque dans l'histoire.

Guillaume, duc de Normandie. — Dès son enfance, Guillaume avait montré ce caractère inflexible, cette volonté inébranlable, cette grande intelligence, cet esprit souple et rusé qui firent de lui un des hommes les plus remarquables du
25 moyen âge. On ne peut le comparer qu'à Robert Guiscard et à Hildebrand, le futur Grégoire VII. Son rival Harold était aussi grand que lui ; il avait l'âme plus haute, plus noble, mais le Saxon ne possédait pas l'astuce du Normand, chez qui, disait-on, on reconnaissait à part égale le renard et le
30 lion. Il fallait en effet que Guillaume eût toutes les ruses du renard, tout le courage du lion pour surmonter les obs-

tacles qui l'assaillirent au début de sa carrière. Fils illégitime de Robert, surnommé le Diable, les barons ne se crurent guère tenus de le reconnaître pour duc, et il lui fallut conquérir la Normandie avant qu'il pût faire la conquête de l'Angleterre. A la mort d'Édouard le Confesseur, Harold, fils de Godwine, avait été élu roi par le Gemoth, après qu'Édouard, sur son lit de mort, l'eut désigné pour son successeur. Guillaume, cependant, réclama la couronne que lui avait promise Édouard, disait-il ; et il somma Harold de l'aider à devenir roi, selon le serment prêté par lui, lorsqu'il se trouvait en Normandie au pouvoir du duc.

Harold. — Quand Édouard mourut il était évident que le devoir de Harold envers son pays lui défendait de tenir son serment, mais nous regrettons que cet homme loyal et noble n'ait pas préféré la mort ou la prison plutôt que de jurer ce qu'il savait ne pouvoir tenir. Sans nul doute il se crut dégagé de toute obligation, à cause de la contrainte qu'on avait exercée contre lui. Néanmoins Guillaume réussit à faire excommunier son adversaire par le pape et à persuader à l'Europe entière qu'il avait le bon droit de son côté.

Bataille de Senlac. — Le duc de Normandie débarqua à Pevensey, près de Hastings, et rencontra à Senlac l'armée de Harold qui venait de vaincre au nord de l'Angleterre le roi Harold de Norvège. Le combat fut longtemps indécis, mais enfin Harold tomba au pied de ses étendards. On dit que Guillaume éprouva quelque pitié à la vue de tous ces vaillants hommes tombés dans ce combat sanglant, mais il n'en célébra pas moins sa victoire par un banquet nocturne. Le lendemain on voyait de tous côtés des femmes au désespoir cherchant les corps de ceux qu'elles avaient aimés et qui étaient morts pour la patrie. On trouva les corps des

plus vaillants hommes d'Angleterre tués à côté de leur roi, mais quant au roi lui-même, on ne put le reconnaître parmi les cadavres défigurés.

Édith au cou de cygne. — C'est en vain que la veuve de Godwine cherche le corps de son fils dans ce lieu fatal ; les yeux d'une mère, ceux de deux serviteurs fidèles, ne peuvent reconnaître le roi en ce cadavre mutilé. C'est la femme aimée du premier amour qui saura distinguer les traits de cette tête chérie, maintenant défigurée par une affreuse blessure et séparée du tronc, qui saura reconnaître ce bras qui avait si noblement défendu l'Angleterre, et qui maintenant est vaincu et inerte. Édith, la Belle au cou de cygne, a retrouvé le corps du héros. Guillaume le fait envelopper dans un manteau de pourpre, et Guillaume Malet, un ennemi généreux, enterre le grand capitaine au bord de la mer, sur les rocs du Sussex. Là, comme le dit si bien Bulwer, l'ombre royale de l'homme libre garde encore la côte et repose sur les mers. L'Angleterre est redevenue anglaise, et l'âme de Harold est apaisée et sourit à ce pays pour lequel il est mort en le défendant contre l'étranger.

Résultats de la conquête. — Quant à Guillaume il sut réprimer tous les désordres et tenir sous sa dépendance Normands et Saxons, vainqueurs et vaincus. Il fut impitoyable, quand sa politique l'exigeait ; il fit souffrir tout un peuple pour satisfaire son ambition ; il fut cruel, mais il fut grand. Il fut l'instrument dont Dieu se servit pour accomplir la grandeur de l'Angleterre. Des deux rivaux, Harold a toute notre sympathie, mais il faut l'avouer, Guillaume était le plus utile. Par sa conquête il mit l'Angleterre en communication directe avec l'Europe continentale, et la fit revivre d'une vie intellectuelle et progressive.

La première croisade. — Les Turcs Seldjoucides s'emparèrent de Jérusalem en 1076. C'était l'époque du plus grand enthousiasme religieux, et les pèlerins partaient de tous les pays de l'Europe pour aller se prosterner devant le Saint Sépulcre. Les souffrances qu'ils enduraient étaient horribles et remplirent de douleur le cœur d'un simple moine. Pierre l'Ermite résolut d'arracher les lieux saints aux infidèles, et il alla partout faire le récit des tortures que subissaient les chrétiens au tombeau du Christ. Le pape Urbain II approuva l'idée de Pierre et appela un concile à Plaisance pour délibérer sur le sort de Jérusalem. Sur la terre d'Italie on écouta l'Ermite avec froideur ; c'était sur la terre de France que devait s'élever ce grand cri : "Dieu le veut," après que Pierre eut parlé et qu'Urbain eut dit à la foule qui l'entourait ces mots terribles et grandioses : "Soldats de l'enfer, devenez soldats du Dieu vivant ! " Que tous prennent la croix, qu'elle brille sur les armes et sur les étendards ; elle sera le gage de la victoire ou de la palme du martyr !

Causes des croisades. — Il n'y a pas de doute que l'idée religieuse ne fût la principale cause des croisades, mais le long antagonisme entre le christianisme et l'islamisme, la guerre contre les Maures en Espagne, avait préparé les esprits pour cette guerre contre les mahométans d'Orient. D'ailleurs, après les grandes invasions des Germains et des Scandinaves, l'Europe était redevenue tranquille, et les descendants des Francs et des Northmans se trouvaient à l'étroit dans leurs petites provinces. L'ambition joua donc un grand rôle dans l'histoire des croisades, comme dans toute entreprise humaine, mais l'enthousiasme religieux animait avant tout le cœur des croisés. Nous en avons la

preuve quand nous considérons les bandes qui partirent sous la conduite de Pierre l'Ermite et de Gautier sans Avoir. Des hommes, des femmes, des enfants se mirent en route pour la Palestine. Ils pensaient, dans leur foi aveugle, dans
5 leur ignorance, qu'il leur suffisait de prendre la croix pour vaincre les infidèles. Ils ne devaient servir qu'à tracer la route à leurs successeurs par leurs ossements.

Les chefs des croisés. — De vrais guerriers devaient bientôt remplacer les hordes indisciplinées qui, les premières,
10 se ruèrent sur l'Orient à la voix de Pierre l'Ermite. Une immense armée se tint prête à partir sous les ordres de chefs illustres. Là, nous voyons Godefroy de Bouillon, duc de la Basse Lorraine, le vrai chrétien, l'homme pur et désintéressé ; Hugues de Vermandois, frère de Philippe de France ;
15 Robert, duc de Normandie, fils aîné du Conquérant ; Robert, comte de Flandre ; Étienne de Blois, gendre de Guillaume d'Angleterre ; Baudoin et Eustache de Boulogne, frères de Godefroy, et leur cousin, Baudoin du Bourg ; Dudon de Contz, immortalisé par le Tasse ; enfin les plus
20 nobles chevaliers de France et d'Allemagne vinrent se ranger sous les bannières du duc de Lorraine et du comte de Vermandois. Il y eut une seconde armée, sous le commandement du légat Adhémar et de Raymond, comte de Toulouse, et une troisième armée, conduite par Bohémond de
25 Tarente, fils de Robert Guiscard, et par Tancrède, son cousin, le héros de la "Jérusalem Délivrée." Godefroy de Bouillon fut le chef des croisés.

Les croisées en Orient. — Les Occidentaux, les Francs, comme les appellent les hommes de l'Orient, vont à Cons-
30 tantinople, où l'empereur Alexis leur donne des navires pour passer le Bosphore, après que les croisés lui ont fait

hommage pour leurs futures conquêtes. Voilà donc les chrétiens en Asie Mineure ; jetons un coup d'œil sur cette grande armée. A la tête marchent les princes ; leurs casques, recouverts d'argent, brillent au soleil ; sur leurs cottes d'armes flottent des rubans de toutes couleurs ; ils ont l'épée au côté ; ils tiennent leurs faucons sur le poing de la main droite, et ils portent au bras gauche le bouclier carré, sur lequel sont des emblèmes que leurs descendants sculpteront sur le marbre de leurs châteaux. Les simples chevaliers, les soldats, les femmes, suivent les chefs avec confiance. L'enthousiasme est extrême et les croisés se croient invincibles. Ils prennent Nicée, mais endurent les plus grandes souffrances dans la Phrygie Brûlante. Ils arrivent en Syrie et font la conquête d'Antioche, mais des six cent mille hommes qui avaient passé le Bosphore il ne reste plus que cinquante mille hommes. Ceux-ci sont de vaillants guerriers et ils sont animés par l'espoir de voir bientôt Jérusalem.

Conquête de Jérusalem. — Les croisés arrivent enfin au but de leur long voyage : du haut du mont Emmaüs, au point du jour, ils aperçoivent la Ville Sainte, le 10 juin 1099. Nous pouvons nous faire une idée de ce qu'éprouvèrent ces hommes à la vue de ces murs qui renfermaient le sépulcre de l'Homme-Dieu. Les chrétiens se mettent à genoux et baisent en pleurant cette terre sainte. Ils attaquent la ville, ils s'en rendent maîtres, ils font un horrible massacre des musulmans. Ils nomment Godefroy roi de Jérusalem, mais le pieux chevalier ne veut d'autre titre que celui de baron du Saint Sépulcre. La première croisade a réussi, le royaume chrétien de Jérusalem est fondé.

CHAPITRE IV

LES QUATRE GRANDS CAPÉTIENS

LOUIS LE GROS, PHILIPPE-AUGUSTE, SAINT LOUIS, ET PHILIPPE LE BEL

Louis le Gros. — Un des premiers résultats de la croisade fut l'affaiblissement du pouvoir des seigneurs et l'agrandissement du pouvoir royal. Philippe 1er mourut en 1108, et son fils, Louis VI, dit le Gros, fut tout différent des premiers Capétiens. Il était brave, ferme et énergique, et combattit les barons, pendant tout son règne, pour assurer la suprématie de la royauté. Il maria son fils Louis à Éléonore, l'héritière du duché d'Aquitaine, et augmenta ainsi considérablement le domaine royal.

L'affranchissement des communes. — Ce fut pendant le règne de Louis VI qu'eut lieu ce qu'on a appelé l'affranchissement des communes. Le peuple des villes se souleva contre les seigneurs et obtint d'eux une charte qui garantissait les privilèges et les libertés des bourgeois. Ce grand mouvement commença dans le midi, où l'on avait gardé le souvenir des municipalités romaines. Au nord de la Loire la commune ne s'établit pas toujours paisiblement et il y eut de rudes combats entre les bourgeois et les seigneurs, évêques ou laïques. Le roi fut favorable à l'établissement des communes chez ses grands vassaux, mais y fit opposition dans son domaine immédiat. Il était temps que le peuple

des villes pût se libérer, jusqu'à un certain point, des exactions qui continuèrent à écraser les paysans jusqu'à la Révolution de 1789. La citation suivante, de "l'Histoire de France Populaire" d'Henri Martin, donne une excellente idée de l'abus du système féodal : 5

Les impôts. — "Là, tout était frappé d'impôts, les meubles comme les biens-fonds, la nourriture et le vêtement, la terre et l'eau ; ce n'étaient que péages aux portes de la ville, sur les ponts et même au passage d'un quartier dans un autre, quand la ville était partagée entre plusieurs seigneurs ; ce 10 n'étaient que taxes de toutes sortes sur les ventes et mutations, sur les profits et les récoltes ; on ne pouvait prendre un métier, ni bâtir ou reconstruire une maison, ni faire pour ainsi dire, aucun acte de la vie civile sans payer un droit au seigneur ; on ne pouvait moudre son blé qu'au moulin du 15 seigneur, cuire son pain qu'au four du seigneur, changer de logis sans la permission du seigneur ; on devait payer le cens et la taille pour sa maison, pour son terrain, pour sa personne et pour celle de sa femme et de ses enfants.

"Et par-dessus tous ces impôts ordinaires venaient les 20 impôts extraordinaires, et les corvées et les exactions arbitraires, et les réquisitions de chevaux, de charrettes, de meubles et literies, quand le seigneur faisait son entrée, et le crédit forcé pour les denrées et marchandises que le seigneur et ses gens prenaient sans cesse et ne payaient 25 presque jamais."

Louis VII et la deuxième croisade. — Louis VII, qui monta sur le trône en 1137, mais qui était déjà associé à la royauté sous le nom de Louis le Jeune, avait bien plus de puissance que son père. Il ne sut pas faire usage de cette 30 puissance, et sous son règne le pouvoir royal diminua, au

lieu de grandir, comme sous Louis le Gros. Ayant pris d'assaut la ville de Vitri, en Champagne, où treize cents personnes furent brûlées dans une église, le roi, en expiation, prit la croix et partit pour la Terre Sainte. Cette croisade
5 avait été prêchée par saint Bernard, le rival de l'éloquent et malheureux Abélard. Elle n'eut aucun succès, et Louis revint en France sans gloire et brouillé avec sa femme Éléonore. Il la répudia, à son retour, et elle se hâta d'épouser Henri Plantagenet, comte d'Anjou, petit-fils
10 d'Henri Ier d'Angleterre, et bientôt roi d'Angleterre lui-même et duc de Normandie. Par son mariage avec la duchesse d'Aquitaine le Plantagenet devenait bien plus puissant en France que le roi, son suzerain, et la France eût pu être écrasée par l'Angleterre si elle n'eût eu pour roi
15 Philippe-Auguste, après Louis VII.

Henri II et Louis VII. — Henri II avait profité de la faiblesse du roi de France pour s'emparer du Berry ; ce fut alors que Louis dit à son rival : "Je suis trop vieux aujourd'hui pour réclamer par la force des armes les terres que
20 vous m'avez enlevées ; mais je laisse la cause du royaume à Dieu, à mon héritier et à mes barons." Cet héritier était Philippe, alors âgé de douze ans. Son père le fit couronner à Reims en 1179 et mourut en 1180. Le jeune roi était déjà marié à Isabelle de Hainaut, qui descendait de Charle-
25 magne et qui avait apporté en dot tout le pays entre l'Oise et la Somme.

Philippe-Auguste. — Pendant les premières années de son règne, Philippe fit la guerre aux grands vassaux et vainquit le comte de Flandre et le duc de Bourgogne. Il tourna
30 alors ses armes contre le roi d'Angleterre, et aidé de Richard, fils d'Henri, il enleva à celui-ci le Mans et Tours. Henri

fut abandonné par ses barons, et en 1189, fut obligé de demander la paix. Philippe la lui accorda, à condition qu'il payerait vingt mille marcs d'argent, qu'il rendrait le Berry et qu'il pardonnerait aux vassaux qui s'étaient révoltés contre lui. Henri demanda les noms des rebelles et, en entendant le nom de son fils Jean, il s'écria : "Je ne tiens plus ni à moi ni au monde." Il mourut, peu de temps après, maudissant ses fils et abandonné de tous, comme autrefois son grand ancêtre, Guillaume le Conquérant.

La troisième croisade. — Le successeur d'Henri fut le fameux Richard Cœur de Lion. L'Europe n'était pas assez grande pour son esprit aventureux et il brûlait du désir d'égaler les hauts faits des héros de la première croisade. A peine était-il devenu roi qu'il obéit à la voix de Guillaume de Tyr et fit appel à Philippe pour prendre la croix et délivrer le Saint Sépulcre. En 1187, Saladin s'était emparé de Jérusalem, et l'Europe avait poussé un grand cri de désespoir et de vengeance. La chute de la ville sainte donna une nouvelle impulsion à l'esprit religieux, et Philippe ne put résister au désir de son peuple. Il prit la croix, mais à regret. Il était trop homme d'État pour ne pas comprendre que son devoir était de s'occuper de son royaume et non de faire la guerre aux Sarrasins. Richard partit pour la croisade avec l'enthousiasme d'un paladin de Charlemagne faisant la guerre aux Sarrasins d'Espagne. Étant lui-même un troubadour, il voulait, comme Bertrand de Born, chanter ses propres exploits. Nous le voyons en Palestine brave jusqu'à la témérité, hautain et cruel. Philippe, au contraire, est calme quoique vaillant. Il n'agit jamais sans réflexion ; il est un roi à la croisade, Richard est un chevalier.

Frédéric Barberousse. — Frédéric Barberousse voulait

terminer dignement sa glorieuse vie par la conquête du Saint Sépulcre. Il prit la route de terre, mais après avoir surmonté presque tous les obstacles qui le séparaient de son but, il périt dans le Cydnus, en Asie. Il mourut; non, nous savons qu'il est dans une caverne et qu'il montera encore sur le trône impérial d'Allemagne quand les corbeaux cesseront de voler autour du Kiefhäuser.

Richard Cœur de Lion.—Quant à Richard son histoire est aussi légendaire que celle de Frédéric. Nous le voyons toujours au plus fort de la bataille, sur son coursier couvert de fer, abattant les Sarrasins de tous côtés avec sa terrible hache. Nous le voyons avec les yeux de Walter Scott dans "le Talisman" et dans "Ivanhoe," et il nous paraît un chevalier sans peur et sans reproche. Regardons-le, cependant, avec les yeux de l'historien, et que voyons-nous? Il part avec Philippe par la route de Sicile et il offense son allié en épousant Bérengère de Navarre, quoique fiancé à la sœur de Philippe. Les deux rois mettent le siège devant Saint-Jean-d'Acre, la Troie du moyen âge. Richard insulte le duc d'Autriche en faisant jeter sa bannière du haut des murs de la ville; il se fait un ennemi de Philippe, qui retourne dans son royaume; il met à mort trois mille prisonniers; il fait une trêve avec Saladin, et laisse en Orient un nom qui doit servir d'épouvantail aux générations à venir.

Mort de Richard.—A son retour, Cœur de Lion est pris par son ennemi, le duc d'Autriche, livré à l'empereur Henri VI et retenu en captivité pendant de longs mois. Enfin, un "diable déchaîné," il se rend en Angleterre, où il effraye son frère Jean et lui pardonne; puis, il fait la guerre à Philippe et meurt sans gloire devant les murs du château

de Chaluz-Chabrol, qu'il voulait prendre pour dérober un trésor.

Administration de Philippe. — Quelque brillante que fût la carrière de Richard à la croisade, Philippe-Auguste se montra bien supérieur à lui dans l'administration de son royaume. Le Plantagenet avait ruiné son peuple, et "il eût vendu Londres, s'il avait trouvé un acheteur." Philippe fit paver Paris, commença le Louvre, établit l'Université en 1200, et se prépara à recueillir les dépouilles de son rival.

Jean-sans-Terre. — Le misérable Jean-sans-Terre succéda à Richard, à l'exclusion d'Arthur, fils de Geoffroy, frère aîné de Jean. Philippe prit le parti d'Arthur, mais celui-ci fut fait prisonnier par son oncle, jeté dans la grosse tour de Rouen et, peu après, assassiné. Quand Philippe-Auguste apprit la mort d'Arthur il somma Jean, comme duc de Normandie, d'avoir à comparaître devant la cour des pairs. Le roi d'Angleterre refusa de venir, ses provinces furent confisquées, et en peu de temps Philippe conquit la Normandie, l'Anjou, l'Angoumois et la Saintonge. Tous les puissants barons de France avaient pris part à la guerre contre Jean, excepté le comte de Flandre. Le roi avait fait courber la tête aux seigneurs féodaux et se trouvait plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs depuis Charlemagne.

Bataille de Bouvines. — Irrité du refus du comte de Flandre de l'aider dans sa guerre contre le roi d'Angleterre, Philippe-Auguste brûla les villes de Dam et de Lille et obtint de fortes subventions de Gand, de Bruges et d'Ypres. Le comte de Flandre fit une alliance avec le comte de Boulogne, l'empereur d'Allemagne, Othon de Brunswick, et le roi Jean. Celui-ci descendit à la Rochelle pendant que les autres alliés attaquaient Philippe au nord. Ils étaient si

sûrs de la victoire qu'ils s'étaient déjà partagé le sol de la France. Ils comptaient sans l'enthousiasme national qui tant de fois a sauvé la France, alors que ses ennemis la croyaient perdue. Les hommes des communes, aussi bien que
5 les barons, vinrent se ranger sous la bannière de Philippe. Il envoya son fils Louis contre Jean, qui s'enfuit honteusement, et lui-même marcha contre Othon et les deux comtes. Ce fut le 27 août 1214 qu'eut lieu la grande bataille de Bouvines. Othon fut vaincu, et les comtes de Flandre et de Boulogne
10 furent faits prisonniers.

La quatrième croisade. — Philippe-Auguste ne prit aucune part à la quatrième croisade, qu'a racontée Villehardouin avec tant de force et de concision. En 1204 les Occidentaux, partis pour conquérir Jérusalem, firent la con-
15 quête, à l'aide de la flotte vénitienne, de Constantinople, et y établirent un empire latin qui dura soixante ans.

La croisade des Albigeois. — La croisade, dite des Albigeois, eut aussi lieu, en partie, sous le règne de Philippe-Auguste. Les hommes du midi de la France tendaient à
20 s'écarter du catholicisme et à former une nation à part sous le comte de Toulouse et le roi d'Aragon. Le pape Innocent III envoya au midi un légat qui fut assassiné, et la guerre sainte fut prêchée. Les hommes du nord, conduits par Simon de Montfort, se ruèrent sur le sud, le conquirent et
25 le pillèrent, et l'autorité du roi de France s'étendit plus tard sur la Provence et le Languedoc.

La langue d'oc. — Un des résultats les plus importants de la guerre des Albigeois fut la disparition, comme langue littéraire, de la langue d'oc. Le latin populaire, parlé en
30 Gaule par les Romains, avait donné naissance à la langue d'oïl, au nord, et à la langue d'oc, au sud. Un des dialectes

de la langue d'oïl, le français, devint la langue officielle et la langue littéraire du nord par l'avènement au trône des Capétiens, ducs de France et comtes de Paris. Après la croisade des Albigeois le français s'étendit au midi avec la puissance royale, et les différents dialectes de la langue d'oc tombèrent au rang de patois, c'est-à-dire de langues parlées et non écrites. Nous savons que de nos jours le provençal a eu une renaissance littéraire, grâce surtout au génie de Mistral.

Ingeburge et Agnès de Méranie. — La vie privée de Philippe-Auguste ne fut pas sans reproche. A la mort d'Isabelle de Hainaut il avait épousé Ingeburge de Danemark. Il la répudia peu après, quoiqu'elle fût belle et vertueuse, et épousa ensuite Agnès de Méranie. Innocent III frappa le roi d'excommunication et le força de reprendre Ingeburge, mais Philippe ne reconnut la princesse danoise comme reine qu'à la fin de son règne. Quant à la malheureuse Agnès elle mourut de chagrin.

Louis VIII. — Philippe-Auguste mourut en 1223. Il fut un des plus grands rois que la France ait eus. Son fils Louis VIII, ne régna que trois ans, et laissa sa couronne à un enfant de douze ans, qui devait être Saint Louis.

Blanche de Castille et Louis IX. — A la mort de Louis VIII, les grands barons voulurent profiter de la jeunesse de son successeur pour regagner une partie du pouvoir que leur avait enlevé Philippe-Auguste, mais la mère du roi, Blanche de Castille, le fit sacrer à Reims et réussit à maintenir la suprématie de la royauté. Elle avait eu l'aide de Thibaut de Champagne, le chevalier-poète, qui l'avait faite *la dame* de ses pensées. Blanche était d'une grande fermeté et d'une grande piété et elle disait souvent à son fils qu'elle préférait le voir mort que coupable d'un péché

mortel. Louis sut profiter des leçons de sa mère et il fut le meilleur roi que la France ait eu. Malgré sa piété sincère il ne permit pas au pape et aux évêques de s'occuper des affaires temporelles de son royaume. Il fut aussi ferme, aussi courageux qu'il était pieux et se montra vaillant guerrier dès l'âge de quinze ans. Il ramena à l'obéissance le comte de la Marche, vainquit le roi d'Angleterre, Henri III, à Taillebourg en 1242, et lui accorda une trêve de cinq ans. Tous les barons de France se soumirent alors à lui, et son autorité fut aussi grande que celle de son aïeul, Philippe-Auguste. Il s'occupa d'améliorer le sort de son peuple, et il eût pu, dès lors, rendre la France heureuse et prospère, s'il n'eût cru de son devoir de prendre la croix.

Première croisade de saint Louis. — Frédéric II, empereur d'Allemagne, avait fait une expédition en Terre Sainte et avait obtenu Jérusalem du sultan d'Égypte en 1229. Comme il était en guerre avec le pape il ne reçut que peu d'aide de la chrétienté, et Jerusalem était retombée entre les mains des infidèles. Saint Louis fut grandement touché de cet événement, et il se décida à entreprendre une croisade, malgré l'opposition de sa mère et de ses principaux conseillers. On le savait faible de santé, quoiqu'il fût grand et de belle mine, et il n'y avait plus guère d'enthousiasme en Occident pour les expéditions en Palestine. Le sire de Joinville, sénéchal de Champagne, a raconté avec une charmante naïveté la première croisade de saint Louis et nous a fait connaître la loyauté, le courage, la piété, et l'exquise bonté de ce roi.

Marguerite de Provence. — Saint Louis prit l'oriflamme à Saint-Denis, le 12 juin 1248, et laissa la régence du royaume à sa mère. Il s'embarqua à Aigues-Mortes, le 28

août 1248, et partit pour l'île de Chypre. Sa femme, Marguerite de Provence, l'accompagnait. Elle était belle et douce, et le roi l'aimait beaucoup. Elle montra en Orient qu'elle était aussi énergique et courageuse que Blanche de Castille. 5

Saint Louis en Égypte et en Palestine. — Les croisés se rendirent en Égypte et prirent la ville de Damiette, mais une imprudence de Robert d'Artois, frère du roi, fit perdre la bataille de Mansourah, et saint Louis, malgré de grands exploits, fut fait prisonnier avec son armée et ses 10 frères, le comte de Provence et le comte de Poitiers. Il donna Damiette pour sa rançon et paya une forte somme d'argent pour racheter ce qui restait de son armée. La plus grande partie de ses barons retournèrent en Europe, mais lui réorganisa son armée et partit pour la Palestine, où il 15 resta cinq ans à raffermir de son mieux la puissance des chrétiens en Orient. La mort de sa mère le ramena en France, et il rentra dans son royaume le 7 septembre 1254. Pendant l'absence du roi il y avait eu le soulèvement des *pastoureaux;* c'étaient d'abord des bergers qui s'étaient 20 soulevés pour délivrer Jérusalem et aller au secours de saint Louis, disaient-ils; puis des bandes indisciplinées se joignirent aux bergers et parcoururent la France en la dévastant. Il fallut les détruire, comme on fit de presque tous les soulèvements du peuple, jusqu'au temps de la Révolution de 1789. 25

Administration de saint Louis.—Sa deuxième croisade. — Pendant la croisade Louis IX avait fait preuve d'une telle grandeur d'âme qu'il était considéré comme un saint par l'Europe entière. A son retour en France il gouverna avec sagesse et fermeté, et on aime à se le représenter assis sous 30 un chêne à Vincennes rendant la justice à son peuple.

Les *Établissements de Saint Louis* augmentèrent le pouvoir de la royauté en améliorant le sort du peuple. C'est de ce règne que commence l'organisation du Parlement comme cour de justice, lorsque des hommes de loi furent admis à donner leur avis à la cour des pairs. Le roi tâcha toujours, par ses lois, de protéger le peuple contre les seigneurs et, comme l'a dit Henri Martin, "le souvenir de saint Louis a bien longtemps protégé ses descendants, et a consacré, en quelque sorte, la royauté française pendant des siècles." Le roi fit une paix durable avec Henri III d'Angleterre, en lui cédant quelques-unes des provinces qui avaient fait partie de la dot d'Éléonore de Guyenne et que Philippe-Auguste avait enlevées à Jean-sans-Terre. Saint Louis, toute sa vie, ne chercha que le bien ; aussi lorsqu'il repartit pour une seconde croisade en 1270 ce fut une grande désolation en France. Le roi alla à Tunis, d'où il comptait aller en Palestine, mais la peste se mit dans son armée, et il mourut le 25 août 1270. Voltaire a dit de lui : "Sa piété, qui était celle d'un anachorète, ne lui ôta aucune vertu de roi. Une sage économie ne déroba rien à sa libéralité. Il sut accorder une politique profonde avec une justice exacte ; et peut-être est-il le seul souverain qui mérite cette louange. Prudent et ferme dans le conseil, intrépide dans les combats sans être emporté, compatissant comme s'il n'avait jamais été que malheureux : il n'est pas donné à l'homme de porter plus loin la vertu."

Fin des croisades. — La croisade de saint Louis à Tunis fut la dernière de ces grandes expéditions ; nous avons vu quelles en furent les causes, voyons maintenant quels en furent les principaux résultats. Au point de vue politique on peut mentionner d'abord la grande influence qu'eut

la France en Orient, influence que ce pays a conservée jusqu'à nos jours sur les Orientaux, catholiques orthodoxes. Pendant les croisades les hommes de l'Occident furent tous des Francs aux yeux des musulmans.

Affaiblissement de la féodalité. — Les *Assises de Jérusalem* furent les coutumes féodales écrites, modifiées et adoucies. Le baron, qui avait combattu avec le vilain pour une cause commune, le traita moins rudement à son retour en Europe. Le seigneur féodal, pour obtenir de l'argent, avait vendu des privilèges à ses vassaux ; sa puissance diminua, celle du roi augmenta.

Principaux résultats des croisades. — Les Occidentaux avaient cru que les musulmans étaient des païens grossiers et cruels ; ils virent que les Sarrasins étaient plus éclairés et plus tolérants qu'eux, et ils revinrent en Europe plus tolérants et plus éclairés qu'ils ne l'étaient. Il y eut aussi de grands progrès dans les lettres, les arts, le commerce, et l'industrie. Le grand mouvement religieux, inauguré par Pierre l'Ermite, eut pour principal résultat l'adoucissement des mœurs. Tel avait toujours été le but de l'Église qui, dès le onzième siècle, avait établi la "Trêve de Dieu," par laquelle les guerres privées avaient été interdites, depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin, et pendant les grandes fêtes.

Philippe III. — Philippe III, le Hardi (1270–1285), fils de saint Louis, n'eut pas un règne important. Mentionnons, cependant, le massacre des *Vêpres Siciliennes*, qui eut lieu en 1282. Ce fut un soulèvement de la Sicile contre Charles d'Anjou, roi des Deux-Siciles, qui ne garda que le royaume de Naples. La Sicile se donna au roi d'Aragon. Philippe III n'eut pas de succès dans une expédition qu'il fit en Espagne et mourut en rentrant en France.

Philippe le Bel. — Philippe IV, le Bel (1285-1314), monta sur le trône à l'âge de dix-sept ans. Il était un homme de grande capacité, mais ambitieux et sans principes. Il voulut faire la conquête de la Flandre et de la Guyenne. Son armée de chevaliers fut défaite à Courtray (1302) par les bourgeois de Flandre, et malgré la victoire de Mons-en-Puelle, il ne put garder qu'une faible partie du pays. Il fut aussi obligé de rendre à Édouard Ier la Guyenne, qu'il lui avait enlevée. Philippe le Bel voulut établir un impôt sur les biens du clergé et eut de grands démêlés avec le pape Boniface VIII qui fut traité avec indignité par les envoyés du roi. La papauté n'avait plus la grande puissance du temps de Grégoire VII et d'Innocent III, et les rois de France eurent les papes presque en leur pouvoir, pendant soixante-dix ans, après que l'archevêque de Bordeaux, Clément V, eut établi le siège papal à Avignon. Philippe le Bel avait fait, disait-on, un pacte avec le pape, qui lui avait accordé l'abolition des Templiers. Ce fameux ordre religieux et militaire avait de grandes richesses, que le roi confisqua, après avoir mis à mort le grand-maître, Jacques de Molay. Pour arriver à son but, le pouvoir absolu, Philippe le Bel avait besoin de beaucoup d'argent et employa les plus vils moyens pour s'en procurer. Il changea à plusieurs reprises la valeur des monnaies et a mérité le nom du roi *faux-monnayeur*. Il porta un rude coup à la féodalité en s'arrogeant le droit de vendre des lettres de noblesse. Ce fut, cependant, ce roi si despote, qui, dans sa lutte contre la papauté, appela le peuple, le *tiers état*, à faire partie des États Généraux.

Les États Généraux. — En 1302 eut lieu la première assemblée où se trouvèrent les trois ordres : le clergé, la

noblesse, et le tiers état. Appelons ici l'attention sur la grande différence qui existait entre le parlement en Angleterre et le parlement en France. En Angleterre le parlement était (et est encore) un corps délibératif et législatif, appelé à se réunir à certaines époques, et sans lequel le roi ne pouvait lever d'impôts. En France les parlements étaient des cours de justice, et les édits du roi n'avaient force de loi que lorsqu'ils étaient enregistrés par le parlement de Paris. Encore le roi pouvait-il forcer le parlement à enregistrer ses édits en tenant un *lit de justice*, c'est-à-dire, en se rendant en personne au parlement. Les États Généraux correspondaient, sous l'ancien régime, au parlement anglais, en ce sens que les délégués des trois ordres étaient élus par la nation et la représentaient en quelque sorte. Les états ne s'assemblaient, cependant, que quand le roi les appelait, et les convocations furent rares de 1302 à 1614, et depuis cette dernière date il n'y eut pas d'États Généraux avant la grande assemblée de 1789, qui amena la Révolution Française. Ce fut très malheureux pour la France que l'autorité royale fût presque absolue pendant des siècles et que la voix du peuple fût si faible que le roi ne l'entendait que quand il le voulait bien.

Louis X. — Louis X, le Hutin (1314–1316), ne fit que passer sur le trône. Ayant besoin d'argent "il déclara que tous les hommes de France devaient être *francs* de fait comme de nom, et il força les serfs de la glèbe à racheter leur liberté à prix d'argent."

Philippe V. — Philippe V, le Long (1316–1322), succéda à son frère Louis X, quoique celui-ci eût laissé une fille. On appliqua à la couronne de France la loi salique, une ancienne coutume des Francs qui empêchait les

femmes de posséder un fief donné sous condition du service militaire.

Charles IV, le Bel (1322–1328). — Il n'y eut rien d'important sous le règne de Philippe le Long ni sous celui
5 de son frère Charles le Bel. Avec ce dernier roi finit, en 1328, la dynastie des Capétiens directs, qui régnaient sur la France depuis l'avènement de Hugues Capet en 987. Le petit domaine des comtes de Paris était devenu le plus puissant royaume de l'Europe.

CHAPITRE V

LA GUERRE DE CENT ANS

DU GUESCLIN ET JEANNE D'ARC

Importance de la guerre de Cent ans. — Louis le Gros, Philippe-Auguste, saint Louis, et Philippe le Bel ont élevé le pouvoir royal et ont abaissé l'orgueil des barons. L'établissement des communes, qui crée la bourgeoisie ; la bataille de Bouvines, qui rend populaire la dynastie capétienne ; la confiscation de la Normandie, qui augmente les domaines du roi ; le courage, l'énergie, la piété de Louis IX, qui rendent la personne du souverain sacrée ; la main de fer de Philippe le Bel, tout a contribué à amoindrir le rôle de la féodalité. Il fallait, cependant, qu'un flot de sang s'échappât de ses veines pour que Louis XI pût la saisir affaiblie et la renverser à ses pieds. Elle se relevait de ce rude coup pendant les guerres de religion, mais Richelieu lui posa le talon sur la tête et la lui écrasa. C'est la guerre de Cent ans, c'est Crécy, Poitiers, et Azincourt, qui ruinent la féodalité française et la livrent sans défense à Louis XI et à Richelieu, de même qu'en Angleterre les querelles d'York et de Lancastre, les batailles de Barnet et de Tewkesbury rendent possible le despotisme d'Henri VIII. Considérées seulement sous ce point de vue, les guerres des Anglais sont d'une grande importance ; elles contribuent, en détruisant le système du moyen âge, à rendre la France plus unie,

plus patriotique ; elles consomment l'union du peuple et du roi ; elles remplacent les barons féodaux par une vaillante noblesse, et préparent le règne de Louis XIV et le dix-septième siècle.

5 **La loi salique.** — A la mort du dernier des fils de Philippe le Bel deux prétendants à la couronne se présentèrent : un Français, Philippe de Valois, cousin de Charles IV, et un Anglais, Édouard III, neveu du dernier roi. Quoique les filles de Louis X, de Philippe V et de Charles IV eussent 10 été écartées du trône par l'application de la loi salique, Édouard III prétendit que cette loi qui mettait de côté sa mère Isabelle, fille de Philippe le Bel, ne pouvait s'appliquer à lui, homme capable de tenir une épée. L'absurdité de cette prétention est évidente, car Isabelle ne pouvait trans- 15 mettre un droit qu'elle n'avait jamais eu. La noblesse française ne tint aucun compte de la réclamation du roi d'Angleterre et donna la couronne à Philippe de Valois.

Les Valois. — Pendant près de trois siècles cette famille des Valois devait s'asseoir sur le trône de France, famille 20 fatale et malheureuse, qui commence par le vaincu de Crécy et qui finit par le vainqueur de Jarnac et de Montcontour, devenu le roi des *mignons* et le meurtrier des Guises. Entre Philippe VI et Henri III nous trouvons peu de grands rois ; nous ne pouvons citer que Charles V, Louis XI 25 et François Ier ; les deux premiers, grands politiques ; le dernier, le vainqueur de Marignan, le vaincu de Pavie, brave et chevaleresque comme son aïeul Jean, imprévoyant comme lui, mais dont le nom est resté, parce qu'il fut le protecteur des lettres et des arts et l'homme de la Renaissance. Nous 30 rencontrons aussi parmi les Valois Charles VI et Charles IX, dont les noms nous rappellent deux événements tristes et

déplorables : le traité de Troyes, qui livra la France aux Anglais, et le massacre de la Saint-Barthélemy, où nous trouvons la cruauté la plus horrible causée par le fanatisme religieux et la haine politique. A côté de ces deux Charles, nous voyons aussi ces deux sinistres figures, Isabeau de Bavière et Catherine de Médicis.

Intérêt de l'histoire de cette époque. — Comme les Stuarts, auxquels ils furent alliés, les derniers Valois ont eu peu de qualités et beaucoup de vices, et à cette époque aucune physionomie réellement grande et belle ne nous apparaît. Sous les premiers Valois nous trouvons aussi de terribles luttes, de grands crimes, mais au-dessus des hommes pervers et des monarques cruels, nous voyons l'angélique figure de la vierge de Domrémy. Elle donne à cette période de l'histoire de France un si grand intérêt, un si grand charme, que malgré les Écorcheurs, malgré Isabeau, malgré les Anglais, il n'y a rien de plus intéressant que l'histoire de la guerre de Cent ans. Elle est émouvante et, en même temps, elle affermit notre foi en la Providence qui a pu retirer la France, par la main d'une femme, d'un abîme de maux.

Philippe VI — Philippe VI est essentiellement le roi des grands seigneurs ; par son faste, par son luxe, par sa bravoure, il se fait aimer des nobles du royaume. Sa cour est d'une magnificence inouïe, et trois monarques étrangers y demeurent : le roi de Navarre, le roi de Bohême et le roi de Mayorque. Édouard III, lui-même, rend hommage pour son duché de Guyenne. Tout semble sourire au premier des Valois, quand l'horizon s'assombrit du côté de la Flandre. Les Flamands, qui avaient vaincu à Courtray la noblesse de Philippe le Bel, sont jaloux de leurs droits, et

les intrépides et fiers bourgeois de Gand et de Bruges sont toujours prêts à resister à la tyrannie. En 1337 leur comte Louis veut violer leurs privilèges ; le brasseur Arteweld se met à leur tête, résiste au comte et appelle les Anglais. Il dit à Édouard que les Flamands obéiront au roi de France ; qu'Édouard mette les fleurs de lis sur son écusson et ils suivront sa bannière. Philippe veut aider le comte de Flandre à soumettre ses sujets révoltés et la guerre est allumée, guerre dont cette querelle n'est que le prétexte, mais dont la vraie cause est la longue rivalité de la France et de l'Angleterre depuis la conquête par Guillaume de Normandie. Les Flamands sont vaincus à Cassel, mais les Anglais anéantissent la marine française au port de l'Écluse en 1340 et établissent leur suprématie sur mer. La lutte est compliquée par la guerre pour le duché de Bretagne que se disputent Jean de Montfort et Charles de Blois. Édouard combat pour le comte de Montfort, Philippe pour le comte de Blois, mais ce sont deux femmes qui se distinguent dans cette lutte, Jeanne de Penthièvre et Jeanne de Montfort. Nous les voyons au commencement de la guerre de Cent ans, vaillantes, héroïques, à la tête des armées, de même qu'à la fin de cette longue guerre, nous allons voir une autre Jeanne remporter des victoires.

Bataille de Crécy. — Conduit par un traître, Godefroy d'Harcourt, Édouard envahit la Normandie. Son armée est peu nombreuse, mais il a avec lui ces fameux archers, ces hommes des communes, qui devaient être vainqueurs dans tant de combats. Le roi de France méprise les vilains, il attaque les Anglais avec ses chevaliers revêtus de leur pesante armure. C'est à Crécy, en 1346, que change la tactique militaire. Ce ne sont plus de furieuses charges

de cavalerie, où la force physique et le courage personnel décidaient la victoire. Édouard a peu de chevaliers, mais il range ses archers en bon ordre et il attend l'attaque des ennemis. La belle chevalerie française passe sur le corps des arbalétriers génois qui devaient combattre pour eux, et sur leurs grands chevaux tout bardés de fer, ils avancent l'épée haute sur les lignes anglaises. Embarrassés par les arbalétriers, qu'ils écrasent sous leurs chevaux, leur course est retardée ; les *yeomen* de l'Angleterre font pleuvoir sur eux une grêle de traits ; trois canons lancent des boulets de fer ; les chevaliers français sont décimés avant d'avoir pu arriver aux Anglais. Ceux-ci sortent de leurs palissades et égorgent avec de grands couteaux les nobles seigneurs qui, gênés par leur armure, n'offrent qu'une faible résistance. Philippe combat vaillamment, mais il est obligé de fuir. Le vieux roi de Bohême est tué, la fleur de la chevalerie française reste sur ce champ funeste. C'en était fait, le canon de Crécy avait porté un coup mortel à la féodalité. Les châteaux-forts, bâtis sur le roc, devaient s'écrouler ; à quelque hauteur que fût située l'aire du baron, les boulets devaient en renverser les épaisses murailles. Édouard III profite de sa victoire, il marche sur Calais et, après un siège de onze mois, il prend cette clef de la France, qui devait rester aux Anglais, comme un souvenir de leurs conquêtes du quatorzième siècle, jusqu'au règne de Marie Tudor.

Bataille de Poitiers. — Jean succède à Philippe de Valois en 1450. C'est un homme brave, mais de peu de sens. Au commencement de son règne il se querelle avec Charles le Mauvais, roi de Navarre, et Édouard profite des dissensions dans le royaume pour recommencer la guerre. Jean convoque les États Généraux de la langue d'oïl ; il

obtient des subsides et il marche avec une nombreuse armée contre le prince de Galles, le plus grand général du siècle, célèbre sous le nom du Prince Noir. A Poitiers, en 1356, même erreur qu'à Crécy : il n'y a pas de troupes légères à
5 opposer aux archers anglais, il n'y a pas de discipline parmi les nobles. Jean est fait prisonnier, après avoir combattu comme un lion et sauvé son honneur de chevalier. Son plus jeune fils, Philippe, le défend jusqu'au dernier moment et montre un courage héroïque. Ce courage devait être
10 bien fatal à la France, car, pour récompenser son fils de son dévouement, Jean lui donnera plus tard le beau duché de Bourgogne. Philippe le Hardi sera fidèle à la maison de France, mais ses successeurs feront un mal immense à la royauté et au royaume.

15 **Étienne Marcel.** — Pendant la captivité du roi Jean en Angleterre la France est dans l'anarchie. Le peuple voit que les seigneurs n'ont pu défendre le pays, et Jacques Bonhomme s'irrite. Les gens des campagnes incendient les châteaux et les bourgeois essaient de se rendre maîtres
20 des villes. Étienne Marcel, prévôt des marchands, et Robert Lecoq, évêque de Laon, veulent que le peuple ait le droit de s'occuper du gouvernement. Malgré la faiblesse du dauphin Charles la Jacquerie ne réussit pas. Il était encore trop tôt ; il fallait attendre encore quatre siècles pour
25 que l'idée d'Étienne Marcel pût être mise à exécution, pour que la monarchie, agrandie aux dépens de la féodalité et devenue aussi tyrannique que l'avaient été les nobles, fût à son tour renversée par le peuple souverain. Étienne Marcel eut le tort de vouloir livrer Paris au roi de Navarre,
30 mais il est équitable de s'arrêter un moment à son nom et de rendre justice au précurseur des hommes de 1789.

Traité de Brétigny. — Jean fut libéré en 1360 par le traité de Brétigny, par lequel il livrait à Édouard toute l'ancienne Aquitaine, le Ponthieu et Calais, et s'engageait à payer deux millions d'écus pour sa rançon. Il ne put payer cette énorme rançon et retourna en Angleterre, où il mourut en 1364. Son fils, Charles V, monta sur le trône.

Charles V. — Charles, mûri par les rudes épreuves de sa jeunesse, mérite le nom de Sage que la postérité lui a donné et il est le plus grand politique que l'on rencontre dans l'histoire de France, avant Henri IV. Il gouverne avec économie, il amasse un trésor ; il cherche alors une épée qu'il dirigera de son cabinet et dont il se servira pour chasser les envahisseurs. Cette épée, c'est Bertrand Du Guesclin. Ce sont deux grandes figures : Charles V et Du Guesclin. L'un, c'est la sagesse, l'autre, la valeur. Il nous semble voir Carnot et les généraux de la Révolution ; Charles organise la victoire, son connétable met en fuite les ennemis. Le bonheur d'Édouard III l'a abandonné et on peut lui appliquer le mot de Louis XIV à Villeroy vaincu : "Monsieur le Maréchal, la Fortune n'aime pas les vieillards." Du Guesclin avait à délivrer le royaume de trois fléaux : Charles le Mauvais, les grandes compagnies, et les Anglais. Il débarrassa le roi des Navarrais par la victoire de Cocherel, mais il fut vaincu à Auray par les Bretons de Jean de Montfort et par les Anglais. Dès qu'il fut libéré il conduisit en Espagne les bandes indisciplinées qui ravageaient le royaume et qu'on appelait les grandes compagnies.

Du Guesclin en Castille. — Pierre le Cruel, roi de Castille, avait assassiné sa femme, Blanche de Bourbon, et mis à mort la mère de son frère naturel, Henri de Transtamare. Celui-ci demanda l'aide de Charles V et envahit

la Castille. Du Guesclin et les grandes campagnies combattirent pour Henri, mais Pierre le Cruel avait de son côté le vainqueur de Poitiers. Le Prince Noir remporta la victoire de Navarette (1365), et Du Guesclin fut fait prisonnier. Charles V paya la rançon de son vaillant connétable, qui retourna en Espagne et vainquit Pierre le Cruel à Montiel en 1369. Le roi de Castille fut mené à la tente de son frère, et là il y eut un furieux combat entre Pierre et Henri. Henri de Transtamare tua son frère et monta sur son trône.

Expulsion des Anglais. — Du Guesclin fut heureux dans ses guerres contre les Anglais, après la bataille de Montiel, car le Prince Noir fut emporté par une cruelle maladie. Édouard III mourut en 1377, dépouillé de presque toutes ses possessions en France, et laissa la couronne à Richard II, un enfant, qui devint un roi indigne de son père, le vaillant Prince Noir.

Mort de Du Guesclin et de Charles V. — Le fameux connétable mourut en 1380 devant Châteauneuf-de-Randon, et Charles V le fit ensevelir dans les caveaux de Saint-Denis avec les rois de France. Du Guesclin et Charles V avaient réparé les malheurs des règnes de Philippe VI et de Jean, malheureusement le roi mourut la même année que son fidèle serviteur. Il avait fait construire la Bastille, mais le peuple, tout en maudissant cette forteresse, symbole du despotisme, n'a pas mis le nom du fils de Jean le Bon parmi ceux des tyrans dont il a exécré la mémoire. Les hommes du 14 Juillet 1789 ont dû pardonner à Charles V le mal qu'avait fait sa prison, en pensant à Du Guesclin et à la honte de Crécy et de Poitiers effacée.

Charles VI. — Pendant la minorité de Charles VI la guerre des Anglais se ralentit, et le duc Philippe de Bour-

gogne se servit des armées du roi pour vaincre les Flamands, ses sujets révoltés. A Roosbeke périt Philippe Arteweld entouré des fameux bourgeois de Gand. Charles VI voulut envahir l'Angleterre, mais l'expédition manqua par la faute de ses oncles. Il voulut alors gouverner par lui-même et fit preuve d'un esprit de justice qui le fit surnommer le Bien-Aimé. L'Angleterre ne pouvait agir vigoureusement contre la France, car Henri de Lancastre avait renversé Richard II, et son trône n'était pas assez solidement établi pour qu'il pût s'engager dans une guerre étrangère. Les Français auraient pu se préparer pour une revanche éclatante, ils auraient pu terminer l'œuvre de Charles V et de Du Guesclin et ne plus laisser un Anglais dans le royaume. Qu'arriva-t-il? Le roi devint fou dans la forêt du Mans et tout ne fut que confusion en France.

Les Armagnacs et les Bourguignons. — Jean sans Peur, duc de Bourgogne et Louis, duc d'Orléans, frère du roi, se disputent le pouvoir. Jean fait assassiner son rival, et la terrible querelle des Armagnacs et des Bourguignons commence. Que de luttes, que de perfidies, que de misères, que de crimes ! Jean et ses bouchers, le maréchal de l'Isle Adam, le comte d'Armagnac, massacrent leurs adversaires ; Isabeau, déesse de la discorde, excite tous les partis ; le pauvre Charles VI, fantôme de roi, est traîné de ville en ville, est abandonné de tous. Si quelque chose peut nous faire croire que nous sommes meilleurs que nos ancêtres, que notre civilisation est bien supérieure à la leur, c'est le récit des scènes horribles de la guerre civile en France au quinzième siècle.

Bataille d'Azincourt. — La reine Isabeau et les Armagnacs appellent les Anglais, et Henri V débarque à

Harfleur en 1415. En présence de l'ennemi les partis s'unissent et une grande armée de nobles attaque le roi d'Angleterre. Même aveuglement qu'à Crécy et à Poitiers : les seigneurs sont si sûrs de la victoire qu'ils marchent contre leurs adversaires sans attendre les renforts ; ils refusent les hommes d'armes du duc de Bourgogne, ils n'attendent pas le duc de Bretagne, ils ne veulent pas des gens des communes de Paris. La bataille s'engage : le duc d'Alençon, le comte de Nevers, le duc Charles d'Orléans, le prince poète, sont faits prisonniers : les Anglais sont encore vainqueurs. Après la bataille, dit l'historien de Barante, Henri V parla au héraut d'armes de France : "Montjoie, qui de nous deux a la victoire, de moi ou du roi de France? — Vous, et non pas lui, répondit Montjoie. — Et comment se nomme ce château? continua le roi. — Azincourt, lui dit-on. — Hé bien! ajouta-t-il, on parlera longtemps de la bataille d'Azincourt."

Traité de Troyes. — Après Azincourt Jean sans Peur fut touché des malheurs de la France et voulut mettre un terme à la guerre civile. Il rencontra le dauphin au pont de Montereau et fut tué par trahison pour venger le meurtre du duc d'Orléans. Le nouveau duc de Bourgogne, Philippe le Bon, s'unit aux Anglais, et en 1420, il signa avec la reine Isabeau et Henri V le traité de Troyes, par lequel Henri épousait Catherine de France et était reconnu héritier du trône à la mort de Charles VI. Isabeau deshéritait ainsi son propre fils et donnait la couronne de France à un Anglais. Le conquérant, Henri V, mourut en 1422, peu avant le malheureux Charles VI, et Henri VI fut proclamé roi de France et d'Angleterre. La régence du royaume de France fut confiée au duc de Bedford.

Charles VII. — A son avènement au trône de son père Charles VII trouva le pays au nord de la Loire au pouvoir des Anglais, et il ne fit rien d'abord pour chasser l'envahisseur. Celui-ci fut vainqueur aux combats de Crevant et de Verneuil, à la journée des Harengs, et rien ne semblait pouvoir sauver l'importante ville d'Orléans, lorsque parut Jeanne d'Arc. C'était une jeune fille née en 1412 à Domrémy en Lorraine; son père était un pauvre laboureur. Dès l'âge de treize ans elle avait, disait-elle, entendu des voix qui lui disaient de venir au secours du dauphin et de chasser les Anglais du royaume. Elle tâcha d'être sourde à ses voix, mais en 1429, grandement touchée de ce qu'elle entendait dire des maux qu'endurait le pauvre peuple et du triste sort du dauphin, exclu de son héritage, elle réussit à se faire conduire à Chinon où était Charles VII. Après de grandes hésitations le conseil du roi décida de confier à Jeanne un corps d'armée et un convoi de vivres pour secourir Orléans.

Jeanne d'Arc. — Guidée par la main de Dieu, chaste, pure, enthousiaste et forte, Jeanne ranime les courages. Elle fait lever le siège d'Orléans, elle fait sacrer Charles à Reims, et le dauphin devient le roi, l'oint du Seigneur. Elle frappe les Anglais d'épouvante, et la victoire suit partout sa bannière, mais elle est trahie par les siens, prise à Compiègne par les Bourguignons et livrée aux Anglais. Il n'y a rien de plus admirable que la conduite de Jeanne pendant le procès inique qu'on lui fit à Rouen. Ses réponses à ses juges sont sensées, simples, et touchantes, mais rien ne peut la sauver. Les Anglais veulent le déshonneur et la mort de l'héroïne; elle est accusée de sorcellerie, et jugée par un tribunal ecclésiastique présidé par

l'indigne évêque de Beauvais, Pierre Cauchon, elle est condamnée en 1431 comme hérétique, relapse, idolâtre, à être brûlée sur la place du Vieux-Marché de Rouen. Il faut lire le récit que font Michelet et Henri Martin de la vie et de la mort de Jeanne d'Arc pour bien apprécier cette héroïque jeune fille, la gloire la plus pure de l'ancienne France. Que des étrangers aient calomnié sa mémoire, que Shakespeare même, tout en l'admirant, lui ait fait prononcer dans son "Henri VI" des paroles déshonorantes, cela se comprend encore, mais que Voltaire qui, cependant, dans son "Dictionnaire Philosophique," lui a rendu justice, ait écrit "La Pucelle," indigne débauche d'esprit, voilà ce qui révolte. Ne l'attaquez pas ; elle était bonne, elle était héroïque, elle était femme. Elle est morte martyre de son dévouement à son pays et à son roi !

Fin de la guerre de Cent ans. — Après la mort de Jeanne d'Arc, Barbazan, Richemont, Lahire, Xaintrailles, Dunois, achèvent l'œuvre de l'héroïne, et les Anglais sont chassés de toute la France, où ils ne gardent que Calais, comme au temps de Charles V et de Du Guesclin. Philippe de Bourgogne avait enfin rompu son alliance avec les étrangers et avait signé avec Charles VII un traité à Arras en 1435. Le roi, excité au combat par Agnès Sorel, se réveille de son inertie et il obtient le surnom de Charles le Victorieux. Dunois termine la guerre de Cent ans à Castillon en 1453, la même année qui voit la prise de Constantinople par les Turcs. Charles signe avec le pape la Pragmatique Sanction qui garantit les libertés de l'église gallicane ; il établit une armée permanente, un impôt permanent, Jean Bureau organise son artillerie, Jacques Cœur administre ses finances, il n'est plus le roi de Bourges,

il règne à Paris sur toute la France. Malheureusement ce victorieux est aussi un ingrat, et la postérité ne peut lui pardonner de n'avoir rien fait pour sauver Jeanne d'Arc. Que son fils, qui sera plus tard Louis XI, abreuve d'amertume ses dernières années, nous nous écrierons : c'est le doigt de Dieu, c'est le châtiment !

Fin du moyen âge. — La guerre de Cent ans est terminée. De la bataille de l'Écluse en 1337 au combat de Castillon en 1453 il s'est passé bien des événements. C'est la France féodale qui est sur le point de disparaître, c'est la lutte pour l'existence qui finit, c'est le moyen âge qui s'évanouit. Avec Louis XI c'est la France royale qui commence ; avec Charles VIII, ce sont les guerres d'invasion ; avec la chute de Constantinople et la découverte de l'Amérique, c'est l'âge moderne qui s'ouvre, époque de grandes luttes aussi, mais que l'humanité doit traverser pour arriver à l'affranchissement de l'esprit et à la civilisation de notre siècle.

CHAPITRE VI

LE COMMENCEMENT DE L'AGE MODERNE

LOUIS XI, CHARLES VIII, LOUIS XII, ET FRANÇOIS PREMIER

Louis XI. — Lorsque mourut Charles VII en 1461 le nouveau roi, Louis XI, se trouvait dans les états du duc de Bourgogne, où il s'était réfugié après sa brouille avec son père. Il alla se faire sacrer à Reims, puis se rendit à Paris et donna de grandes fêtes à son hôte, le duc de Bourgogne. Personne, cependant, ne fut moins fastueux que le roi Louis XI. Il méprisait la chevalerie et les coutumes chevaleresques, s'habillait comme un homme de petit état et était entièrement dénué de scrupules. Il était très ambitieux, énergique et actif, et doué d'un esprit vif et subtil. Il était, sans nul doute, un fort méchant homme, mais son œuvre fut grande. Il écrasa la féodalité, et agrandit le pouvoir royal et la France elle-même.

Puissance de la maison de Bourgogne. — Les guerres des Anglais avaient beaucoup diminué la puissance des seigneurs, mais il restait encore quelques grandes familles, surtout les *sires des fleurs de lis*, les princes issus de la maison de France et pourvus d'importants apanages. De ces familles princières la maison de Bourgogne était la plus puissante. Par l'alliance du duc Philippe avec le roi d'Angleterre la France avait été livrée aux Anglais, et il avait fallu

Jeanne d'Arc et le sentiment patriotique éveillé par elle pour sauver le pays. A la mort de Charles VII les Anglais n'étaient plus à craindre, occupés qu'ils étaient chez eux par les guerres des Deux Roses, mais la maison de Bourgogne était une menace constante pour la France. Les trois premiers ducs, Philippe le Hardi, Jean sans Peur, et Philippe le Bon avaient grandement augmenté les possessions de leur maison, et en 1461 le duc de Bourgogne possédait le duché de ce nom, la Franche-Comté, l'Artois, le Hainaut, la Hollande et bien d'autres fiefs. Sa puissance, cependant, ne pouvait être comparée à celle du roi de France, car ses États ne formaient pas un tout homogène, et dans toute guerre avec le roi le duc aurait toujours l'infériorité du vassal envers son suzerain, le sentiment de sa déloyauté envers le chef de sa maison.

Ligue du Bien Public. — A son avènement au trône Louis XI renvoya les anciens serviteurs de son père, s'entoura de petites gens, et voulut enlever à la noblesse le droit de chasse. Le comte de Charolais, fils de Philippe de Bourgogne, se mit à la tête d'une coalition des seigneurs contre le roi et forma la ligue dite du Bien Public. Il livra à Louis XI la bataille indécise de Montlhéry, après laquelle le roi signa des traités désastreux. Il donnait le duché de Normandie à son frère Charles et faisait de grandes concessions aux révoltés. Il n'avait nullement l'intention de tenir ses promesses et ne cherchait qu'à dissoudre la ligue. Lorsque celle-ci fut dissoute le roi réussit à enlever aux seigneurs presque tout ce qu'il leur avait accordé, et eut de son côté le petit peuple, qui avait vu, encore une fois, que les ducs et les comtes n'avaient eu aucun souci du bien public dans leur querelle avec Louis XI.

Charles le Téméraire. — Le comte de Charolais devint duc de Bourgogne en 1468; c'est lui qui fut le fameux Charles le Téméraire, si célèbre par son opiniâtreté et son courage indomptable. Walter Scott l'a admirablement dépeint dans son "Quentin Durward." Il nous le montre à Péronne, où Louis XI est venu imprudemment se mettre au pouvoir de son rival, après avoir secrètement excité les Liégeois contre lui. Il nous fait voir le roi, forcé de suivre le duc au siège de Liège, s'humiliant devant son vassal, mais faisant preuve de courage et d'une habileté bien plus grande que ne possédait Charles. Celui-ci fait la guerre en furieux à Louis XI, échoue devant Beauvais, est vaincu par les Suisses à Granson et à Morat, et périt à Nancy en 1477, combattant avec l'impétuosité, la bravoure aveugle des anciens preux.

Résultats du règne de Louis XI. — Pendant que le Téméraire courait à sa perte Louis XI signait un traité avec Édouard IV en 1475, et à prix d'argent, le faisait se rembarquer pour l'Angleterre sans qu'il eût combattu. Le roi n'était point du tout lâche, mais il préférait profiter de la mollesse d'Édouard que de risquer le sort du royaume dans une bataille. N'ayant plus à craindre ni la Bourgogne, ni l'Angleterre, Louis XI frappa les grands seigneurs avec sévérité, fit décapiter le duc de Nemours et le comte de Saint-Pol, et ruina la maison d'Armagnac, si puissante sous Charles VI. Retiré au château de Plessis-lez-Tours, le roi faisait trembler tous les seigneurs de France, et chacun sentait qu'il avait un maître en cet homme d'aspect si peu royal. Personne n'était à l'abri de la justice ou de la vengeance du roi, et le prévôt, Tristan l'Hermite, obéissait aveuglément aux ordres de son maître. Celui-ci, cepen-

dant, malgré sa puissance, craignait la mort et vivait entouré de gardes et tremblant au moindre bruit. Il avait recueilli une partie de la succession de Charles le Téméraire, c'est-à-dire, la Bourgogne, l'Artois et la Franche-Comté, il avait ajouté le Maine, l'Anjou et la Provence à la couronne, il avait organisé le service des postes, il avait encouragé l'imprimerie, il avait gouverné avec l'habileté d'un Philippe-Auguste et d'un Charles V, mais pour arriver à son but il avait employé les moyens parfois les plus cruels et les plus déloyaux. C'est en vain que Philippe de Comines loue Louis XI, c'est en vain que ce monarque s'agenouille avec une dévotion superstitieuse devant la statue de Notre Dame d'Embrun, le jugement de la postérité est que le succès de l'homme d'État ne suffit pas pour faire excuser les fautes de l'homme qui fut mauvais fils, mauvais époux et mauvais père.

Charles VIII. — Louis XI mourut en 1483 et eut pour successeur son fils Charles VIII, qui n'avait que treize ans. Les seigneurs essayèrent de ressaisir une partie de l'autorité qu'ils avaient perdue, mais ils n'étaient plus redoutables. Charles le Téméraire n'avait laissé qu'une fille, Marie de Bourgogne, qui avait épousé Maximilien d'Autriche et que Louis XI avait dépouillée de ses possessions en France ; la maison d'Anjou était éteinte ; la maison de Bourbon était fidèle au roi, dont la sœur Anne avait épousé le sire de Beaujeu, frère du duc de Bourbon et bientôt lui-même chef de cette maison ; le duc de Bretagne avait une fille pour héritière. Il n'y avait que le duc d'Orléans qui pût causer des troubles et jouer le rôle des anciens sires des fleurs de lis. Il fit la *guerre folle* et fut vaincu par Louis de la Trémoille à Saint-Aubin-du-Cormier. L'autorité royale était

trop forte pour être entamée par une révolte des nobles et elle était maintenue avec grande fermeté par Anne de Beaujeu, fille de Louis XI. "Madame Anne, disait celui-ci, est la moins folle femme que je connaisse, car de femme sage il n'y en a point." Anne fit preuve de sagesse en appelant les États Généraux en 1485 et en obtenant l'appui du tiers état contre la noblesse, mais le plus grand service qu'elle rendît au royaume fut le mariage de Charles VIII à la duchesse Anne de Bretagne. Maximilien d'Autriche, veuf de Marie de Bourgogne, était déjà fiancé à Anne de Bretagne, lorsque Anne de Beaujeu fit épouser cette riche héritière au roi de France.

Projets de Charles VIII. — Charles VIII ne ressemblait en rien à Louis XI ; il était bon, affable, chevaleresque, mais de peu de sens et d'instruction. Quand il fut d'âge à régner par lui-même il se vit maître d'un puissant royaume et voulut faire de grandes entreprises. Il avait hérité des droits de la maison d'Anjou sur Naples et résolut de conquérir ce royaume. A la fin du quinzième siècle l'Italie jouissait d'une civilisation bien supérieure à celle des autres pays de l'Europe. Dans les lettres et dans les arts elle brillait d'une lumière éclatante et attirait sur elle les regards de l'Europe entière. Anne de Beaujeu voulut empêcher son frère d'entreprendre une guerre impolitique, mais Charles VIII ne pouvait résister à l'impulsion qui les emportait, lui et ses jeunes chevaliers, de l'autre côté des Alpes. La civilisation française avait besoin des lumières de l'Italie pour aider à la renaissance des lettres et des arts, pour faire entrer la France en réalité dans l'âge moderne, et les expéditions de Charles VIII, de Louis XII, de François Ier furent nécessaires et utiles.

Première guerre d'Italie. — Afin de ne pas retarder son départ pour l'Italie Charles VIII rendit à Ferdinand d'Aragon la Cerdagne et le Roussillon, à Maximilien d'Autriche l'Artois et la Franche-Comté. Il perdait ainsi quatre provinces acquises par Louis XI, mais que lui importait-il, à lui qui allait conquérir Naples, Constantinople, et Jérusalem? Il partit en 1495 et ne rencontra que peu de résistance. L'Italie n'avait aucune unité et était composée de petits États, jaloux les uns des autres et gouvernés par des princes corrompus. Le pape même, à cette époque, Alexandre VI, était un méchant homme, et le peuple attendait l'arrivée des *barbares*, comme ils appelaient les Français, pour les libérer du joug de leurs mauvais gouvernements. L'expédition de Charles fut une marche triomphale, et il entra presque sans coup férir dans Florence, dans Rome, et dans Naples. Il ne sut pas administrer ses conquêtes et perdit le royaume de Naples aussi vite qu'il l'avait conquis. Il rentra en France en 1495, après avoir traversé à Fornoue une armée de trente-cinq mille soldats avec neuf mille hommes.

Découverte de l'Amérique. — Charles VIII mourut en 1498 à l'âge de vingt-huit ans. Il ne laissa pas d'enfant et eut pour successeur son cousin, Louis, duc d'Orléans, petit-fils de ce Louis d'Orléans, frère de Charles VI, assassiné par Jean sans Peur, duc de Bourgogne. Sous le règne de Charles VIII, avait eu lieu en 1492 le plus grand événement des temps modernes, la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb.

Louis XII. — Louis XII répudia sa femme, Jeanne, fille de Louis XI, princesse excellente, mais disgraciée de la nature, et épousa la belle Anne de Bretagne, veuve de

Charles VIII. Le nouveau roi pardonna à ceux qui lui avaient fait la guerre avant son avènement au trône et dit que ce n'était pas au roi de France à venger les injures du duc d'Orléans. Sous son règne la France fut prospère et heureuse et il mérita le titre de *Père du peuple*. Il fut bon et humain et refusa de persécuter les Vaudois hérétiques.

Ferdinand le Catholique. -- La première pensée de Louis XII, en montant sur le trône, fut de reconquérir Naples et d'acquérir le Milanais, héritage de sa grand'mère, Valentine Visconti. Il n'eut pas grand'peine à renverser Ludovic Sforza, duc de Milan, mais il commit la grande erreur de faire un traité de partage du royaume de Naples avec Ferdinand le Catholique. Ce monarque avait accompli l'unité de l'Espagne par son mariage avec Isabelle de Castille et il avait obtenu une grande puissance par son astuce et son habileté. Il trompa Louis XII par ses négociations, et son général, Gonzalve de Cordoue, le *Grand Capitaine*, vainquit les Français et les chassa de Naples. Dans cette campagne se distingua entre tous, Bayard, *le chevalier sans peur et sans reproche*.

Gaston de Foix. -- En 1507 le pape Jules II, l'empereur Maximilien, et les Vénitiens excitèrent les Génois contre Louis XII, et celui-ci prit la ville de Gênes et la traita durement. Peu après il fit la faute de s'allier au pape et à l'empereur contre Venise et de vaincre cette république à Agnadel au profit de ses alliés, qui se tournèrent contre lui et formèrent une Sainte Ligue avec Henri VIII, d'Angleterre, et Ferdinand d'Aragon. Dans cette guerre le neveu du roi, Gaston de Foix, duc de Nemours, fit des prodiges de valeur et mérita d'être appelé *le foudre de l'Italie*. Grand général à vingt-trois ans, il remporta des succès écla-

tants à Bologne, à Brescia, à Ravenne, où il mourut à l'heure de la victoire. Nul capitaine, dans l'histoire de France, ne peut lui être comparé excepté Enghien, qui sera le Grand Condé.

Revers et mort de Louis XII. — La mort de Gaston de Foix amena de grands désastres, et malgré les efforts de la Palice, de la Trémoille, de Trivulce, de Bayard, l'Italie fut perdue et la France même envahie. Les Français perdirent contre Henri VIII et Maximilien la bataille de Guinegate ou *des Éperons*, et Louis XII fit des concessions à ses ennemis et fit la paix. Il avait perdu Anne de Bretagne et il épousa la jeune sœur du roi d'Angleterre. Il donna de grandes fêtes pour célébrer son mariage, et sa faible santé ne put résister à ce genre de vie. Il mourut le 1er janvier 1515, plus regretté de son peuple qu'aucun roi depuis saint Louis.

La Renaissance. — Louis XII eut pour successeur son gendre et son cousin, le comte d'Angoulême, descendant comme lui de Louis d'Orléans, fils de Charles V. François Ier est appelé le Père des lettres et l'homme de la Renaissance. Il protégea les écrivains, les savants et les artistes, et eut une cour brillante, où les dames étaient reines. Il fit bâtir de magnifiques châteaux, qui n'étaient plus des forteresses, comme les palais de ses prédécesseurs, mais des habitations charmantes, où les nobles, devenus courtisans, aimaient à résider avec leurs femmes et leurs filles. Les découvertes maritimes, l'invention de l'imprimerie, la Réforme, ont amené de grands changements dans l'esprit des hommes, et la littérature du temps de la Renaissance, du seizième siècle, est toute différente de celle du moyen âge. Il n'y a plus de chansons de geste, de romans d'aventure,

de fabliaux, de Roman de la Rose, de Roman de Renard, de mystères, de moralités, de soties; il n'y a plus de poètes comme Thibaut de Champagne, au treizième siècle, et Charles d'Orléans et Villon au quinzième. Au seizième siècle il y a Marot et Ronsard, qui s'inspirent de la poésie des anciens; Jodelle, qui inaugure le drame classique par sa "Cléopâtre"; Calvin et saint François de Sales qui créent le style de la controverse religieuse; Rabelais et Montaigne, dont l'un attaque les abus de son temps dans des œuvres étranges mais profondes, et l'autre étudie l'homme avec grand calme et grand jugement.

François Ier. — François Ier eut grande part à la floraison des lettres et des arts, et l'on peut pardonner les fautes de l'homme d'État au roi qui amena en France Benvenuto Cellini, l'orfèvre incomparable, et Léonard de Vinci, l'admirable artiste, et qui fit l'achat de toiles signées par Raphaël, le divin peintre qu'aimait tant Léon X. De fière mine, de grand courage, François attira tous les nobles à sa cour, à son armée, et, au début de son règne, fut l'idole de son peuple. Il signa avec le pape un Concordat qui fit de l'Église de France une institution monarchique, il gouverna sans les États Généraux, il dit aux délégués du Parlement qui venaient lui faire des remontrances: "Je suis le roi; je veux être obéi; portez demain mes ordres à mon Parlement de Paris."

Bataille de Marignan. — Le commencement du règne de François Ier fut brillant. Les Suisses s'étant déclarés pour Maximilien Sforza, duc de Milan, François franchit les Alpes à la tête d'une vaillante armée et gagna à Marignan (13 septembre 1515) la *bataille des géants*. Il se fit armer chevalier par l'illustre Bayard et signa avec les

cantons suisses la paix, dite *perpétuelle*, parce qu'elle a duré depuis ce temps entre les Français et les Suisses.

Charles-Quint. — En 1519 Maximilien d'Autriche mourut, et son petit-fils Charles fut élu empereur, quoique Henri VIII et François Ier eussent été candidats au trône impérial. Charles d'Autriche ou Charles-Quint était fils de Philippe, souverain des Pays-Bas par héritage de sa mère, Marie de Bourgogne, et de Jeanne, fille de Ferdinand et d'Isabelle. Il était donc archiduc d'Autriche, comte de Flandre, roi de Naples, roi d'Espagne, empereur d'Allemagne, et souverain d'une immense partie de ce nouveau monde découvert par Christophe Colomb. La lutte entre François Ier et Charles-Quint est homérique, et la France mérite la gratitude de la postérité pour avoir osé résister à la maison d'Autriche et pour avoir opposé une barrière à son despotisme et à son esprit d'intolérance.

Le connétable de Bourbon et Bayard. — François Ier tâcha d'obtenir l'alliance d'Henri VIII et eut avec lui l'entrevue du *Camp du Drap d'or*, où les deux monarques luttèrent de magnificence. Le cardinal Wolsey, qui gouvernait le roi d'Angleterre, crut que l'empereur pourrait le faire nommer pape et empêcha Henri VIII de conclure une alliance avec François. La guerre commença entre les deux rivaux, et quoique Charles-Quint eût été repoussé du sol de la France, le Milanais fut perdu par la faute de la mère du roi, qui prit l'argent destiné à payer les Suisses. Peu après, le connétable de Bourbon, le dernier des sires des fleurs de lis, qui avait d'immenses possessions au centre de la France, fut traité injustement par François et sa mère et passa au service des Impériaux. Il avait cru pouvoir recommencer les révoltes des anciens grands vassaux contre

le roi, mais la royauté était devenue trop puissante, et Bourbon dut s'enfuir presque seul du royaume. Bonnivet fut vaincu à Biagrasso et à Romagnano en 1524, et Bayard, qui commandait l'arrière-garde, fut blessé mortellement. Voici comment Henri Martin raconte la mort du loyal chevalier : " Bayard soutint longtemps tout l'effort de l'avant-garde ennemie, et sauva l'armée ; mais il lui en coûta la vie. Une balle lui ayant brisé l'échine, il se fit descendre de cheval et coucher au pied d'un arbre, le visage tourné vers l'ennemi, auquel il n'avait jamais tourné le dos.

" Un moment après, vint à passer Charles de Bourbon, qui serrait de près les Français.

" — Ah ! monsieur de Bayard, dit-il, que j'ai grand'pitié de vous voir en cet état, vous qui fûtes si vertueux chevalier !

" — Monsieur, répondit le mourant, il n'est besoin de pitié pour moi, car je meurs en homme de bien ; mais j'ai pitié de vous, de vous voir servir contre votre prince, et votre patrie, et votre serment ! "

Bataille de Pavie. — En 1525 François 1er perdit la bataille de Pavie, pour n'avoir pas voulu suivre les conseils de la Trémoille et de la Palice. Il combattit avec le plus grand courage, mais fut obligé de rendre sa vaillante épée. Charles-Quint garda son adversaire dans une dure prison à Madrid, et celui-ci, pour obtenir sa liberté, signa en 1526 un traité désastreux qu'il ne tint pas. Il est regrettable que le vainqueur de Marignan ait agi comme autrefois Harold le Saxon, et qu'il n'ait pas préféré une prison perpétuelle plutôt que de manquer à sa parole et de perdre ainsi son honneur chevaleresque.

Dernières années de François Ier. — Il nous est impossible de raconter en détail la longue lutte de François 1er et

de Charles-Quint. Mentionnons la prise et le sac de Rome, en 1527, par les soldats de Bourbon, ce prince du sang, ce connétable de France, devenu chef d'aventuriers et tué en plantant la première echelle au mur de la Ville Éternelle. Rappelons le triste traité de Cambrai en 1529 ; l'alliance de François avec le sultan Soliman ; l'entrevue de l'empereur et du roi à Aigues-Mortes, où François permit à son rival de traverser la France pour aller soumettre les Gantois révoltés ; la victoire du comte d'Enghien en 1544 à Cérisoles ; enfin le traité de Crespy avec Charles en 1544, et le traité d'Ardres avec Henri VIII en 1546. Regrettons que François 1er ait souillé la fin de son règne en permettant le massacre des Vaudois, pauvres montagnards des Alpes, accusés d'hérésie. Il mourut en 1547 dans sa cinquante-troisième année, n'ayant pas donné à la France le règne que promettaient ses brillantes qualités. Il ne fut ni grand politique, ni grand capitaine, mais il résista avec succès à Charles-Quint et ne laissa pas entamer le royaume. Sa plus grande gloire, cependant, c'est d'avoir été le Père des lettres. On aime à se représenter François à Chambord, à Saint-Germain, à Fontainebleau, ayant à côté de lui sa charmante sœur, Marguerite de Navarre, écoutant les poésies de Clément Marot ou de Mellin de Saint Gelais, ou ordonnant des chefs-d'œuvre à Pierre Lescot, à Germain Pilon et à Jean Goujon. Les muses plaident en faveur de François devant le tribunal de l'histoire et protestent contre le portrait du roi-chevalier, tracé par Victor Hugo dans "le Roi s'amuse."

CHAPITRE VII

LES DERNIERS VALOIS ET LE PREMIER BOURBON

HENRI II ET SES FILS, HENRI IV

Henri II. — Henri II, le successeur de François 1er, avait vingt-huit ans. C'était un homme d'esprit lourd et de caractère faible, mais de belle apparence. Il était gouverné par Diane de Poitiers et négligeait sa femme, Catherine de Médicis. Il donna toute sa confiance au connétable de Montmorency et aux Guises et tint à l'écart les Bourbons. Les Guises étaient une branche cadette de la maison de Lorraine et descendaient par les femmes de la maison d'Anjou. Une fille du duc Claude de Guise était veuve de Jacques V, roi d'Écosse, et mère de la petite reine, Marie Stuart. Celle-ci fut fiancée au dauphin François et amenée en France pour être élevée à la cour.

Abdication de Charles-Quint. — Philippe II. — Malgré l'incapacité d'Henri II les premières années de son règne furent heureuses. Il racheta Boulogne aux Anglais et continua la politique de François 1er, en faisant la guerre à Charles-Quint et en s'alliant contre l'empereur avec les protestants d'Allemagne. Les Français s'emparèrent des Trois Évêchés : Metz, Toul et Verdun, et Charles-Quint ne put reprendre Metz, défendue avec héroïsme par le duc François de Guise. Peu après, en 1556, l'empereur abdiqua toutes ses couronnes : il donna l'empire à son frère

Ferdinand et ses autres États à son fils Philippe II, et il se retira au monastère de Saint-Just, où il mourut en 1558. Le nouveau roi d'Espagne avait épousé la reine d'Angleterre, Marie Tudor, et fort de cette alliance, il envahit la France avec une armée de cinquante mille hommes. Son général, le duc Philibert-Emmanuel de Savoie, défit à Saint-Quentin (1557) le connétable de Montmorency, et Paris eût couru de grands risques, si Philippe II eût marché sur cette ville immédiatement après sa victoire. Heureusement pour la France que les Espagnols voulurent prendre Saint-Quentin que défendit admirablement l'amiral de Coligny, et les Français eurent le temps de se préparer à une énergique résistance. Philippe II se retira, et le duc de Guise, rappelé d'Italie, fit capituler Calais (1558), que possédaient les Anglais depuis le règne d'Édouard III. Henri II eût pu remporter de grands succès sur Philippe II, mais Montmorency, jaloux des Guises, fit conclure le traité de Cateau-Cambrésis, par lequel, disait Guise, le roi "donnait en un jour ce que n'auraient pas enlevé trente ans de revers."

Mort d'Henri II. — Henri II donna de grandes fêtes pour célébrer le mariage de sa sœur avec le duc de Savoie et de sa fille avec le roi d'Espagne, et figura dans un tournoi devant l'hôtel des Tournelles. Il jouta contre le comte de Montgommeri, son capitaine des gardes, et celui-ci le frappa par accident du tronçon de sa lance et le blessa à l'œil. Le roi mourut onze jours après. Henri II avait commencé contre les protestants des persécutions, qui continuèrent après sa mort et qui amenèrent les terribles guerres de religion du seizième siècle.

François II et Marie Stuart. — Le règne de François II (1559–1560) est en réalité le règne des Guises, le duc

François et le cardinal de Lorraine. Le roi, qui n'avait pas seize ans, était marié à la belle Marie Stuart, nièce des Guises, et était gouverné entièrement par elle. Il y eut la conjuration d'Amboise, par laquelle les réformés, ou huguenots, comme on les appelait, et les mécontents, ennemis des Guises, tâchèrent d'enlever le jeune roi pour gouverner en son nom. Les conjurés furent trahis et un grand nombre furent exécutés. Condé, lui-même, frère d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, fut arrêté en se rendant aux États Généraux et ne fut sauvé que par la mort de François II.

Charles IX. — Charles IX, âgé de neuf ans, succéda à François, et Catherine de Médicis, qui arrivait enfin au pouvoir, ne voulut pas détruire les Bourbons au profit des Guises et libéra Condé. Elle parut d'abord favorable aux protestants et leur fit de grandes concessions, mais rien ne put empêcher la guerre civile ; elle éclata en 1562. Les deux partis étaient également aveuglés par leur intolérance et appelèrent l'étranger à leur aide. Les catholiques s'adressèrent à Philippe II, d'Espagne, et les protestants à Élisabeth, d'Angleterre. La ville de Rouen fut assiégée par les catholiques, et les protestants, pour obtenir des secours d'Élisabeth, lui livrèrent le Havre et lui promirent Calais. Le duc de Guise prit Rouen, où fut tué Antoine de Bourbon, et défit Coligny et Condé à Dreux, mais le vainqueur de Calais fut assassiné devant Orléans. Il est malheureux que ce grand général n'ait pas vécu à une époque où il aurait pu être plus utile à sa patrie.

Massacre de la Saint-Barthélemy. — La première guerre de religion se termina par un traité favorable aux huguenots, mais la paix ne fut pas de longue durée, et il y eut la bataille de Saint-Denis, où fut tué Montmorency ;

puis, après une autre paix, ou plutôt une trêve, la bataille de Jarnac, où Condé fut assassiné après le combat; et la bataille de Montcontour. Ces deux dernières victoires avaient été gagnées par le duc d'Anjou, guidé par Tavannes, et Charles IX, jaloux de son frère, fit cesser la guerre et accorda aux huguenots le libre exercice de leur culte. Le roi parut se prendre d'une grande affection pour Coligny et projeta une expédition contre les Espagnols aux Pays-Bas, mais ce prince violent et faible ne pouvait longtemps échapper à la domination de sa mère. Les principaux chefs huguenots étaient venus à Paris pour assister au mariage d'Henri de Navarre avec Marguerite de Valois, et Catherine de Médicis voulut profiter de cette occasion pour faire mettre à mort les principaux huguenots. Elle prépara le massacre avec le duc d'Anjou et Henri de Guise et finit par en arracher l'ordre à Charles IX, en lui faisant croire que les protestants en voulaient à sa vie. Le signal du massacre fut donné par la cloche de l'église Saint-Germain l'Auxerrois, la nuit de la Saint-Barthélemy, le 24 août 1572. Coligny, qu'on avait essayé d'assassiner peu auparavant et qui était blessé, fut une des premières victimes, et il se passa des scènes de carnage horribles à Paris et dans un grand nombre de villes de France. Il est triste de dire que le fanatisme religieux et la haine politique étaient tels que le massacre de la Saint-Barthélemy, où périrent, à ce qu'on croit, vingt mille Français, fut d'abord approuvé par la grande majorité des Français. L'intègre chancelier de l'Hospital en mourut de chagrin, et Charles IX, lui-même, qui, au lendemain de la Saint-Barthélemy, en avait assumé toute la responsabilité, fut plus tard bourrelé de remords et mourut désespéré à vingt-quatre ans. C'était un homme

très intelligent et qui eût pu être un bon roi, s'il n'avait pas eu Catherine de Médicis pour mère et pour régente. C'est elle qui est surtout responsable de ce grand crime, mais la postérité ne peut excuser Charles IX, malgré ses remords et sa fin pitoyable. Il agit comme un fou furieux, la nuit du massacre ; tira, dit-on, sur ses propres sujets, et menaça son beau-frère, le roi de Navarre, et le jeune prince de Condé, de les tuer, s'ils n'abjuraient la religion protestante. Cependant, malgré sa faiblesse et sa folie sanguinaire, Charles IX valait encore mieux que son successeur, Henri III, le principal complice et le fils préféré de Catherine.

Henri III. — En 1573 le duc d'Anjou avait été élu roi de Pologne, et il était parti à grand regret pour ce lointain pays. Dès que mourut Charles IX il s'échappa de Pologne et revint en France en passant par Venise. En devenant roi il semblait avoir perdu toutes les qualités viriles de sa première jeunesse. Il s'entourait de jeunes gens corrompus, qu'on appelait ses *mignons*, et il passait son temps en débauches et en pratiques superstitieuses. Sa cour, cependant, était brillante, et il avait le goût de François Ier pour les lettres et les arts. Tout efféminés qu'ils étaient, lui et ses *mignons*, ils ne manquaient pas de bravoure, et tous les jours il y avait des duels sanglants entre les favoris du roi, ceux de son frère, le duc d'Alençon, et du duc Henri de Guise. Ce dernier acquit une grande popularité par une victoire qu'il remporta sur les protestants, et, quand la Sainte-Ligue fut formée, il en fut, en réalité, le chef. Le duc d'Alençon, devenu duc d'Anjou, perdit la principauté des Pays-Bas, où on l'avait appelé pour résister aux Espagnols, et mourut en 1584. Par cette mort Henri de Navarre devint l'héritier légitime du trône, puisqu'il descendait direc-

tement de saint Louis, et que les Bourbons et les Valois étaient les seules branches de la dynastie des Capétiens existant alors. Le royaume continua à être bouleversé, et Henri de Navarre gagna sur le duc de Joyeuse la bataille de Coutras, et Henri de Guise celles de Vimory et d'Auneau sur les Allemands, venus au secours des huguenots. Henri III n'était plus respecté de personne, et le duc de Guise était plus roi à Paris que le roi lui-même. Il le fit bien voir en 1588, en entrant à Paris malgré les ordres d'Henri III. Le peuple éleva des barricades dans les rues et se souleva en faveur du duc, que le roi n'osa inquiéter. Guise pensait à renverser Henri de Valois et à monter sur le trône, et ses partisans montrèrent tant de hardiesse aux États Généraux qu'Henri III avait convoqués à Blois, après s'être échappé de Paris, que le roi se décida à faire mettre à mort Henri de Guise et son frère, le cardinal. Il fit tuer le duc au château de Blois par ses gardes, les Quarante-cinq. Le duc de Guise tomba percé de coups dans la chambre à coucher d'Henri III, et celui-ci poussa son corps du pied, comme Guise avait poussé le corps du grand Coligny la nuit de la Saint-Barthélemy. "Henri III descendit chez sa mère, qui était au lit, malade de la goutte, précisément au-dessous de la chambre où s'était accompli le grand meurtre.

"— Madame, dit Henri III en entrant, ce matin je me suis rendu roi de France ; j'ai fait mourir le roi de Paris !

— Vous avez fait mourir le duc de Guise ! s'écria Catherine frappée de stupeur. — Dieu veuille que cette mort ne soit cause que vous ne soyez roi de rien ! C'est bien coupé ; mais saurez-vous recoudre ? "[1]

[1] Henri Martin, *Histoire de France Populaire.*

Mort de Catherine de Médicis et d'Henri III. — Catherine de Médicis mourut peu après ce grand événement, qui devait, en effet, faire son fils "roi de rien." Elle avait fait un tort immense à la France et avait été la princi-
5 pale cause de la décadence des Valois. Henri III ne sut pas *recoudre* ce qu'il avait si *bien coupé*, car les ligueurs, surtout à Paris, reçurent avec fureur et désespoir la nouvelle de la mort du duc de Guise. Le roi appela alors à lui Henri de Navarre, le reconnut pour son héritier, joignit son
10 armée à celle des huguenots et alla attaquer Paris, que défendait Mayenne, frère du duc de Guise, avec une faible armée. Henri III et le roi de Navarre eussent, sans nul doute, pris Paris, quand un moine nommé Jacques Clément, excité par les prédications des ligueurs contre le *tyran Valois*,
15 frappa Henri III à Saint-Cloud d'un coup de couteau, le 31 juillet 1589. L'assassin fut tué sur-le-champ, mais le roi mourut le lendemain, en recommandant aux nobles qui l'entouraient de reconnaître Henri de Navarre pour son successeur. Henri III fut le dernier des Valois. A ce
20 prince faible et méprisable succédait un roi vaillant, capable et humain.

Henri IV. — Henri IV fut abandonné d'une grande partie de l'armée royale à la mort d'Henri III et dut lever le siège de Paris. Mayenne et les ligueurs proclamèrent roi, sous le
25 nom de Charles X, le vieux cardinal de Bourbon, et furent vaincus par Henri IV à Arques et à Ivry. C'est à Ivry que le *Béarnais* dit à ses soldats : "Si vous perdez vos cornettes, ralliez-vous à mon panache blanc, vous le trouverez au chemin de la victoire et de l'honneur ! " Il alla ensuite
30 assiéger Paris, qu'il fut sur le point de prendre par la famine, mais l'arrivée d'une forte armée espagnole, commandée par

le duc de Parme, força le roi à lever encore une fois le siège de la ville. Les ligueurs et le parti des Seize quarteniers étaient plus Espagnols que Français, et à la mort du cardinal de Bourbon, voulurent faire donner la couronne à la fille de Philippe II, petite-fille d'Henri II, et fiancée à un archiduc d'Autriche. Les bons Français se tournèrent alors vers le vrai roi et le supplièrent d'abjurer sa religion pour sauver la France. Henri n'avait pas une foi très ferme et comprit qu'il ne serait jamais roi de toute la France, s'il restait huguenot. Il abjura donc le protestantisme, en 1593, et entra dans Paris en 1594. Il ne se vengea de personne et dit aux soldats espagnols qui quittaient Paris : " Bon voyage, messieurs ! Mes compliments à votre maître, mais n'y revenez plus." En 1596 il remporta sur les Espagnols la victoire de Fontaine-Française, leur reprit Amiens et signa avec Philippe II, en 1597, le traité de Vervins, qui replaçait la France dans le même état vis-à-vis l'Espagne qu'à la fin du règne d'Henri II. Philippe II était encore vaincu. Henri IV a réussi à chasser les étrangers du royaume, voyons comment il a rétabli la paix à l'intérieur.

Fin des guerres de religion. — L'édit de Nantes. — Pendant les guerres de religion la noblesse avait profité de l'abaissement de l'autorité royale, et beaucoup de grands seigneurs, gouverneurs de provinces, étaient aussi indépendants que les anciens grands vassaux. Mais ces nobles de la fin du seizième siècle avaient l'esprit plus vénal que ceux du moyen âge, et la plupart se vendirent à Henri IV. Il fallut que celui-ci payât de fortes sommes pour obtenir la soumission des Guises, des d'Épernon, des Joyeuse, des Villars, des Montmorency, et de bien d'autres seigneurs qui avaient usurpé les droits du roi. Louis XI eût payé puis,

après avoir eu ses ennemis en son pouvoir, il eût mis à mort les plus redoutables. Henri IV fit la paix loyalement avec ses sujets révoltés ou indisciplinés et ne garda rancune à personne. Il punit Mayenne, qui était très gros, en le faisant marcher rapidement à sa suite dans un parc, et lui dit : "Allez, touchez là, mon cousin ; car, par Dieu, voilà tout le mal et le déplaisir que vous recevrez jamais de moi." Il ne mit à mort que le maréchal de Biron, qui avait essayé de le faire tuer et avait trahi l'État. Encore lui eût-il pardonné, si Biron avait témoigné le moindre repentir de sa faute. La clémence d'Henri IV lui ramena le cœur d'un grand nombre de ses adversaires, et il n'eut bientôt d'ennemis en France que les fanatiques parmi les catholiques et les huguenots. L'esprit de tolérance n'existait nulle part en Europe à cette époque, et Élisabeth persécutait les catholiques presque autant que Philippe II les protestants. Henri IV témoigna la même confiance à tous ses sujets, quelle que fût leur religion, et mit fin aux guerres religieuses par le célèbre édit de Nantes en 1598. "Il accordait aux calvinistes le libre exercice de leur culte : 1° dans les châteaux des seigneurs hauts justiciers, au nombre de 3500 ; 2° dans deux localités par bailliage ou sénéchaussée ; 3° dans les villes et villages où l'exercice public du culte s'était établi avant l'année 1597. Il pourvoyait au traitement de leurs ministres et des maîtres de leurs écoles et collèges par une allocation annuelle de 165,000 livres, qui feraient un demi-million de notre monnaie. Les réformés devaient jouir des mêmes droits civils que les catholiques : il était interdit à leurs parents de les déshériter pour cause de religion, interdit aux prédicateurs ou professeurs catholiques de les attaquer en chaire, interdit de chercher à détourner leurs enfants de

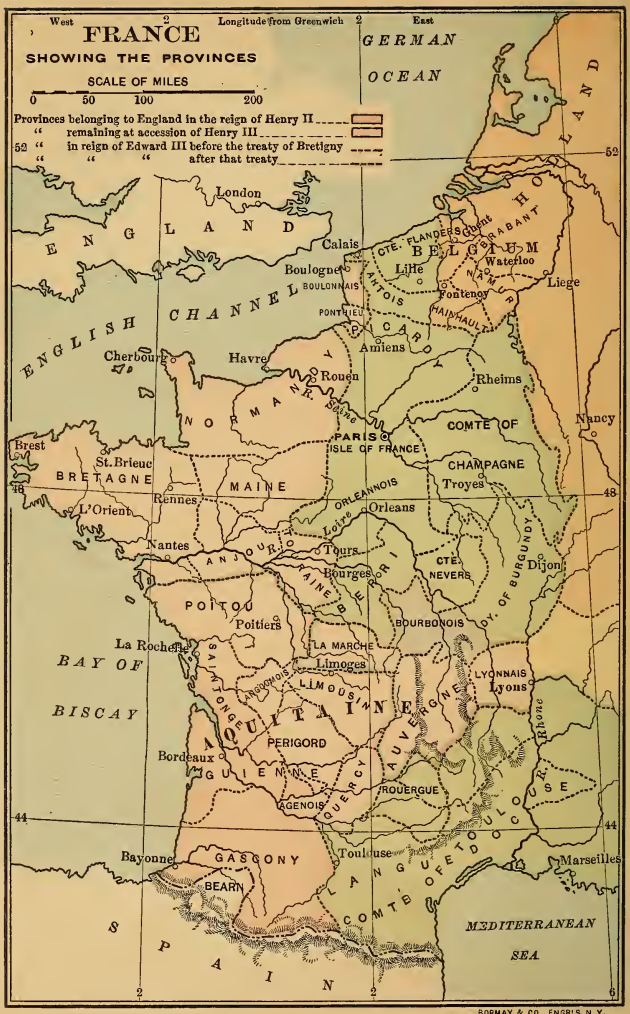
leur culte. On prenait les plus grandes précautions pour qu'ils obtinssent une justice impartiale."[1] On permettait aussi aux protestants de conserver des places fortes, dites de *sûreté*, parmi lesquelles se trouvaient la Rochelle, Montpellier, et Montauban. Cette dernière concession était alors une nécessité politique et créait, jusqu'à un certain point, un État dans l'État, comme on le vit plus tard.

Henri IV et Sully. — Henri IV fut aussi sage comme administrateur que comme politique, et dans son règne, malheureusement trop court, il rendit la France plus prospère qu'elle ne l'avait jamais été. En 1594, les paysans, maltraités par les nobles, firent la révolte, dite des *croquants*, et le roi les calma par des remises d'impôts et des mesures de douceur, au lieu d'exterminer les vilains, comme on le faisait généralement, quand ces pauvres gens résistaient à l'oppression. Henri IV aimait le peuple, comme avant lui, saint Louis et Louis XII, et il disait: "Vive Dieu! s'en prendre à mon peuple, c'est s'en prendre à moi." Avec l'aide de son ami et ministre universel, Rosny, qu'il fit duc de Sully, il développa de la manière la plus éclairée, l'agriculture, le commerce et l'industrie, et il fut en réalité, le créateur de l'industrie de la soie. Ce fut aussi sous son règne que fut fondée la Nouvelle France en Amérique, et comme les derniers Valois, il s'intéressa aux lettres et aux arts. Il avait hérité de l'esprit fin et charmant de sa grand'-mère, Marguerite de Navarre, et ses lettres font partie de la littérature française. Il fut excellent père et mari débonnaire, mais il ne possédait pas la haute moralité de son admirable ancêtre, Louis IX.

Grands projets d'Henri IV. — Sa mort. — Henri IV

[1] Rambaud, *Histoire de la Civilisation Française.*

voyait que la maison d'Autriche était encore une menace pour la France et pour les autres États de l'Europe, aussi se préparait-il à faire la guerre à l'Espagne et à l'Empire quand il fut assassiné en 1610 par Ravaillac, un misérable fanatique. La mort du grand roi de France fut un immense malheur, non seulement pour son pays, mais pour toute l'Europe. S'il eût vécu, il eût, sans peine, abaissé la puissance de la maison d'Autriche et eût épargné à l'Europe les horreurs de la guerre de Trente ans. Il eût aussi fait prévaloir dans d'autres États que le sien, ses idées de tolérance religieuse, et la liberté de conscience eût été établie bien avant notre ère. Saint Louis fut le meilleur roi de France, mais Henri IV fut le plus grand et le plus populaire de tous les roi de l'ancien régime. On aime à contempler sur le Pont Neuf, à Paris, la figure martiale, fine, et bienveillante du Béarnais.



BORMAY & CO., ENGR'S, N.Y.

CHAPITRE VIII

LE DIX-SEPTIÈME SIÈCLE

LOUIS XIII ET RICHELIEU, LOUIS XIV

Louis XIII. — Régence de Marie de Médicis. — Quand on apprit la mort d'Henri IV il y eut un grand cri de fureur contre son assassin, et celui-ci subit le supplice le plus horrible. Ce qui arriva quand le Béarnais ne fut plus fit bien voir la perte irréparable que la France avait faite. Henri IV avait répudié sa femme, Marguerite de Valois, et avait épousé Marie de Médicis. Cette seconde reine florentine n'avait pas la froide cruauté de Catherine de Médicis, mais elle fit bien du mal à la France par son incapacité. Elle se fit déclarer régente par le Parlement, qui n'avait aucun droit de conférer la régence, et épuisa, en achetant la soumission des grands seigneurs, les trésors qu'Henri avait amassés. Les principaux nobles se jetèrent sur le trésor royal comme sur une proie, et le royaume retomba dans l'anarchie et le désordre. Condé, le petit-fils du compagnon de Coligny, fut le plus rapace de tous les seigneurs et fut indigne de son nom. Il avait accusé le gouvernement de la reine d'avoir opprimé le peuple, et lui et les autres révoltés demandèrent la convocation des États Généraux. L'assemblée de 1614 est importante en ce qu'elle fut la dernière avant celle de 1789. Le tiers état fut traité avec mépris par la noblesse et le clergé, quoique les députés du tiers eussent proposé

des mesures fort sages et patriotiques et se fussent "unis aux deux autres ordres pour demander la réunion, au moins tous les dix ans, des États Généraux."

Les nobles au temps de Louis XIII. — M. Rambaud donne des détails intéressants sur les nobles au temps de Louis XIII : Les grands seigneurs avaient une clientèle de simples nobles ou de parents pauvres, et ceux-ci formaient leur *maison* et les suivaient partout, combattant pour eux contre tous, sans excepter le roi. Outre cette clientèle de nobles, les grands seigneurs avaient dans leurs hôtels ou dans leurs manoirs un grand nombre de domestiques qui servaient très mal et étaient encore plus mal payés. "Parmi ce monde de serviteurs, il y en avait d'espèce bien particulière. Le duc d'Épernon en avait de tout exprès pour bâtonner quiconque, homme de lettres ou bourgeois, lui avait déplu, et qu'on appelait ses 'donneurs d'étrivières' ou ses 'simons.' Puis venaient les spadassins qui cherchaient querelle aux ennemis du seigneur, pour les tuer selon les règles de l'escrime." Les nobles avaient la rage des duels et se battaient deux contre deux, trois contre trois, et même six contre six. "Les enfants, les femmes mêmes s'en mêlaient. Mme de Bonneval 'fort habile à moucher des chandelles à coups d'arquebuse,' appela son mari en duel et en reçut trois ou quatre coups d'épée."

Concini et Luynes. — Dès qu'elle fut régente Marie de Médicis se laissa gouverner par Concini, un aventurier italien, qu'elle fit maréchal d'Ancre. La politique d'Henri IV fut entièrement changée, et le roi épousa Anne d'Autriche, fille de Philippe III, d'Espagne. Concini eut l'audace de faire arrêter Condé, mais Luynes, avec qui Louis XIII aimait à chasser au vol, obtint du roi qu'il fît tuer Concini

par Vitry, le capitaine des gardes. Le nouveau ministre ne fit pas mieux que l'ancien, et quoique connétable, fut obligé de lever le siège de Montauban dans une guerre contre les protestants. Ceux-ci s'étaient montrés très intolérants, après la mort d'Henri IV, et avaient refusé de laisser rétablir en Béarn le libre exercice de la religion catholique. Louis XIII n'admit pas leurs prétentions et leur fit la guerre. Il leur enleva toutes leurs places de sûreté, excepté la Rochelle et Montauban, mais à part cela, confirma l'édit de Nantes en 1623. L'année suivante commença le ministère de Richelieu, et l'œuvre du grand roi fut reprise et continuée par le grand cardinal.

Caractère de Louis XIII. — Louis XIII, le fils d'Henri IV, n'avait aucune des qualités de son père, si ce n'est le courage militaire. Il était sombre et morose et avait le cœur dur et insensible, mais on doit lui savoir gré d'avoir gardé au pouvoir un homme dont il était jaloux et qu'il n'aimait point. Le roi, homme médiocre, comprit le génie de son ministre, le protégea contre ses ennemis et lui permit d'accomplir sa grande œuvre, le relèvement de l'autorité royale et de la France.

But de Richelieu.— Le but de Richelieu était de détruire la puissance des protestants comme parti politique, de faire disparaître les derniers vestiges du pouvoir des grands seigneurs, et d'abaisser la maison d'Autriche.

Ruine des protestants comme parti politique. — Les habitants de la Rochelle se soulevèrent contre l'autorité du roi et appelèrent les Anglais à leur aide. Charles Ier, quoiqu'il eût épousé la sœur de Louis XIII, envoya une flotte au secours des Rochelois. C'était son favori, Buckingham, qui avait poussé Charles à la guerre contre la France. Bucking-

ham s'était pris d'une passion romanesque et folle pour la reine Anne d'Autriche et voulait retourner en France. Il fit preuve de grande incapacité et ne put secourir la Rochelle, assiégée par Richelieu et le roi. Le cardinal fit
5 élever une digue dans le port, afin d'empêcher l'approche des vaisseaux anglais, et conduisit le siège avec une telle vigueur que la ville dut se rendre après une résistance opiniâtre. La guerre continua quelque temps contre les protestants, commandés par le duc de Rohan, mais en 1629
10 les huguenots se soumirent, et le roi leur accorda l'édit de grâce d'Alais, par lequel ils conservaient la liberté de conscience, mais perdaient leurs fortifications et tous moyens de jamais résister à l'autorité royale. A partir de ce moment les principaux seigneurs protestants deviendront catho-
15 liques, et dans quelques années les descendants des Rohan, des Bouillon, des Châtillon, des La Trémoille, et de bien d'autres grandes familles huguenotes, abjureront le protestantisme pour obtenir la faveur du roi.

Abaissement des nobles. — Richelieu traita les nobles
20 avec la plus grande sévérité, dès qu'ils voulurent s'insurger contre la loi ou contre l'autorité du roi, représentée par son ministre. Il fit des édits très sévères contre le duel et fit exécuter en place de Grève le comte de Boutteville et son second, qui s'étaient battus en pleine place Royale.
25 Il fit raser les châteaux des nobles, il annula le pouvoir des gouverneurs de provinces, en se servant d'intendants, dont les attributions furent variées et étendues. Il voulut que la noblesse obéît aveuglément et mit à mort Chalais, qui avait conspiré contre lui, et le maréchal de Montmorency, qui
30 avait fait la guerre avec Gaston d'Orléans contre le cardinal ; enfin peu avant sa mort il fit exécuter Cinq-Mars,

nouveau favori du roi, et de Thou, son ami. Cinq-Mars avait fait une conjuration contre Richelieu, à laquelle le roi lui-même donna, dit-on, secrètement son assentiment. Louis XIII, cependant, se ravisa et soutint son ministre. Il l'avait soutenu contre sa mère, qui avait quitté la France et était allée mourir à Bruxelles, et contre son frère Gaston, lâche prince, que Richelieu relégua dans son apanage quand la reine eut donné un héritier au roi.

Le pouvoir absolu de la royauté. — Le cardinal força les nobles à l'obéissance, mais il exigea aussi l'obéissance des parlements, et fit tout plier dans le royaume devant l'autorité du roi. Il rendit le pouvoir royal plus despotique que du temps de François Ier, mais il rétablit l'ordre et la discipline. Il abolit les charges de connétable et de grand amiral, et Lesdiguières fut le dernier connétable, et Montmorency le dernier grand amiral. Il ne fallait pas que personne dans le royaume eût une autorité qui pût rivaliser avec celle du roi ou de son ministre. Le despotisme établi par Richelieu était probablement nécessaire à son époque pour détruire l'anarchie. L'abus du pouvoir absolu devait, cependant, amener la ruine de la monarchie, et un descendant de Louis XIII devait monter sur l'échafaud, comme autrefois Chalais, Montmorency, et Cinq-Mars.

Guerre contre la maison d'Autriche. — Richelieu commença la guerre contre la maison d'Autriche en franchissant avec Louis XIII le Pas de Suze, en occupant le Piémont, et en forçant le roi d'Espagne à rendre au duc de Nevers son héritage de Mantoue et de Montferrat. Il prit part ensuite à la grande lutte qu'on a appelée la guerre de Trente ans, aida les protestants d'Allemagne à résister au despotisme de l'empereur, et lança contre celui-ci, d'abord le roi

de Danemark, puis le grand Gustave-Adolphe, roi de Suède, qui périt victorieux à Lützen (1632). Richelieu prit ensuite à la solde du roi l'armée de Bernard de Saxe-Weimar, repoussa les Espagnols de la Picardie et fit la conquête de l'Alsace, moins Strasbourg, de l'Artois et du Roussillon. Il ne vécut pas pour voir la fin de cette guerre de Trente ans, dont Schiller a décrit les péripéties dans un livre d'histoire et dans l'admirable trilogie de "Wallenstein." Richelieu mourut le 4 décembre 1642. Il s'était occupé, non seulement de politique mais aussi de lettres, et avait fondé l'Académie française en 1635. Louis XIII ne survécut que six mois à son grand ministre et laissa sa couronne à un enfant de cinq ans, Louis XIV, sous le long règne duquel la monarchie française devait atteindre à l'apogée de sa puissance et de sa gloire.

Anne d'Autriche et Mazarin. — Par son testament Louis XIII avait institué un conseil de régence, mais sa veuve, Anne d'Autriche, se fit déclarer régente absolue par le parlement. Elle prit pour ministre le cardinal Mazarin, un Italien souple et intelligent, qui continua au dehors l'œuvre de Richelieu, mais dont l'administration à l'intérieur ne fut pas aussi heureuse.

Le Grand Condé. — Peu avant sa mort Louis XIII avait donné le commandement de sa principale armée au duc d'Enghien, fils aîné du prince de Condé. Ce général de vingt-deux ans, qu'on appela bientôt le Grand Condé, renouvela les exploits de Gaston de Foix. Il remporte à Rocroi en 1643 une brillante victoire sur les Espagnols, rencontre les Impériaux à Fribourg, voit ses soldats qui hésitent, jette son bâton de commandement dans les retranchements des ennemis et le reprend victorieusement; il

gagne la bataille de Nordlingen avec Turenne, enlève Dunkerque, et remporte sur l'archiduc Léopold la victoire de Lens qui met fin à la guerre de Trente ans. En 1648 on signe à Osnabrück et à Münster les traités dits de Westphalie, par lesquels la France obtient la frontière du Rhin, et l'Allemagne la liberté religieuse. L'équilibre européen est fondé, et les différents États vont tâcher d'empêcher que la prépondérance d'un seul royaume ou d'un seul empire puisse être un danger pour l'indépendance des autres. Que la France sous Louis XIV essaie de jouer le rôle de la maison d'Autriche sous Charles-Quint, Philippe II, et Ferdinand III, l'Europe entière se coalisera contre elle.

La Fronde. — Fin de la guerre de Trente ans. — L'administration financière de Mazarin et d'Anne d'Autriche fut déplorable. La reine et son ministre avaient tâché de plaire à quelques grands seigneurs en leur accordant de l'argent et en cédant à leurs caprices, mais il fallut mettre un terme à leurs exactions, et les ducs de Vendôme, de Beaufort, de Guise, d'Épernon, et autres nobles formèrent la cabale des *Importants*. Ils n'auraient rien pu accomplir, si le parlement de Paris n'avait aussi fait opposition aux mesures de Mazarin. La reine fit arrêter deux conseillers, et le peuple fit des barricades dans les rues, comme au temps d'Henri de Guise et d'Henri III. Il fallut mettre les conseillers en liberté, mais Anne d'Autriche se retira à Saint-Germain avec le roi et son frère et appela le vainqueur de Rocroi pour mettre les séditieux à la raison. Cette guerre civile s'appela la Fronde et eût pu être très sérieuse, si les Français avaient eu le caractère des Anglais, qui, en ce moment même, mettaient à mort le roi Charles Ier. Le parlement de Paris n'avait jamais été une chambre délibé-

rative comme le parlement d'Angleterre et se soumit bientôt à la reine. La guerre, néanmoins, continua ; guerre étrange dont les chefs sont Paul de Gondi, bientôt cardinal de Retz, des princes et des gentilshommes, tels que Conti, Beaufort, La Rochefoucauld, qui se battent pour les beaux yeux des duchesses de Longueville, de Chevreuse, de Montbazon ; partie de plaisir entachée de trahison, où Turenne prend les armes contre la cour, est battu, puis, à son tour, bat Condé, qui entre dans Paris et n'est sauvé que par le canon de la Bastille, que fait tirer sur les troupes du roi Mlle de Montpensier, cousine germaine de Louis XIV. Condé est traître à son pays et, comme autrefois le connétable de Bourbon, met son épée au service des ennemis de la France. Malgré son génie il n'est pas heureux quand il commande les Espagnols contre les Français ; Turenne gagne la bataille des Dunes, et la paix des Pyrénées (1659) met fin à la longue guerre avec l'Espagne. Celle-ci est vaincue ; la France acquiert le Roussillon et la Cerdagne, l'Artois, et des places fortes dans le Hainaut, le Luxembourg et la Flandre ; Condé rentre en grâce, et Louis XIV épouse Marie-Thérèse, fille de Philippe IV, à qui son père promet de donner une dot de cinq cent mille écus d'or. Mazarin a complété l'œuvre de Richelieu, et la maison d'Autriche est humiliée en Espagne et en Allemagne. Le ministre d'Anne d'Autriche meurt en 1661, et le règne personnel de Louis XIV commence, le lendemain de la mort de Mazarin.

Louis XIV.— Après la guerre de la Fronde le pouvoir du roi fut plus grand que jamais. Le parlement n'avait réussi à acquérir aucune liberté, et les nobles avaient prétendu combattre Mazarin et non le roi. Celui-ci était

donc absolu et personnifiait la France, et le mot attribué à Louis XIV : "L'État, c'est moi," représentait une vérité. L'unité de l'autorité était maintenant un fait accompli, et nous pouvons juger de l'efficacité d'un système qui exista pendant un siècle et demi. Avec Louis XIV nous voyons d'abord une grande puissance et une grande gloire, puis des revers éclatants, mais jamais de déshonneur ; avec Louis XV nous voyons peu de grandes actions et bien des faits honteux ; avec Louis XVI nous voyons la faiblesse et la ruine du système. Louis XIV avait une haute idée du *métier* de roi, comme il disait, et fut toujours laborieux et persévérant. Il n'était pas instruit mais avait du jugement et de bonnes intentions, et on peut excuser, jusqu'à un certain point, les fautes qu'il commit, en se rappelant qu'il aurait fallu qu'il fût plus qu'humain si, étant tout-puissant, il n'avait abusé de son autorité. En prenant le pouvoir, à la mort de Mazarin, le roi s'aperçut de la mauvaise administration financière du cardinal. Il destitua Fouquet, le surintendant des finances, et le tint prisonnier pendant quinze ans, et confia l'administration intérieure du royaume à Colbert, qui fut le Sully du dix-septième siècle. Colbert ramena l'ordre dans les finances, fit faire de grands progrès au commerce et à l'industrie, s'occupa des colonies et de la marine marchande et restaura la marine militaire. Pendant que Colbert réformait les finances Louvois réorganisait l'armée et Vauban fortifiait les villes. Louis XIV avait à ses côtés les deux plus grands généraux du siècle, Condé et Turenne ; il était sûr de vaincre dès qu'il le voudrait. Il était entouré d'illustres écrivains et de grands artistes. Son règne s'annonçait comme devant être le plus brillant que la France eût encore vu ; il le fut pendant de longues années, et Louis

XIV y contribua par la noblesse de son maintien, par sa fermeté de caractère, par son esprit lucide, par sa persévérance au travail. Il fut réellement le *Grand roi* aux yeux de toute l'Europe, et lorsqu'il mourut l'empereur d'Allemagne, Charles VI, dit à sa cour : "Messieurs, le roi est mort." Tout le monde comprit, le seul vrai roi en Europe était le roi de France, le seul royaume auquel s'intéressât l'Europe entière était le royaume de Louis XIV.

Premières guerres de Louis XIV. — Dès qu'il prit lui-même les rênes du gouvernement le jeune roi fit preuve de puissance et de hauteur. Il exigea que le représentant de la France eût le pas sur celui de l'Espagne à Londres ; il força le pape à lui faire faire des excuses par son neveu pour une insulte faite à Rome à l'ambassadeur de France ; il envoya à l'empereur Léopold six mille hommes, qui contribuèrent à la victoire de Saint-Gothard sur les Turcs, et il se prépara à recueillir une partie de l'héritage de son beau-père, Philippe IV, d'Espagne. Lorsque mourut ce roi Louis XIV réclama la Flandre pour sa femme, fille aînée de Philippe IV, en vertu d'une vieille coutume qui donnait l'héritage aux enfants du premier lit, de préférence à ceux du second. Turenne conquit la Flandre et Condé la Franche-Comté. Ces deux campagnes furent si rapides que l'Angleterre, la Hollande et la Suède formèrent une alliance contre la France, et Louis XIV conclut sagement la paix d'Aix-la-Chapelle, qui lui assurait la Flandre. Son orgueil, cependant, avait été froissé et il résolut de punir la Hollande, ce *peuple de marchands*, d'avoir osé s'opposer à ses conquêtes. Il fit une alliance avec l'Angleterre et envahit la Hollande, ayant Turenne, Condé et Vauban à ses côtés. Le roi fit preuve de valeur personnelle dans cette campagne,

comme dans celle de Flandre ; les jeunes courtisans rivalisèrent à qui se distinguerait le plus ; arrivés aux deux grands bras du Rhin, le Wahal et le Lech, ils se jetèrent avec impétuosité dans le Lech, le traversèrent à cheval et repoussèrent une partie de l'armée hollandaise stupéfaite de tant d'audace. Ce brillant fait d'armes fut raconté par Boileau dans une belle épître, où il énumère en vers harmonieux les villes aux durs noms prises par Louis XIV.

Guillaume d'Orange. — Turenne. — La conquête de la Hollande eût été complète, si les Français se fussent emparés des écluses d'Amsterdam, mais celles-ci furent lâchées et le pays fut inondé. Les frères de Witt furent assassinés et Guillaume d'Orange fut nommé stadhouder. L'énergie de cet homme fut incroyable ; il arrêta la marche de Louis XIV en formant une alliance avec l'Espagne et l'Allemagne, et quoique presque toujours vaincu il fut un ennemi redoutable. Il eut l'honneur de résister à Condé à la sanglante bataille de Senef, tandis que ses alliés étaient battus, par le roi en personne en Franche-Comté et par Turenne sur le Rhin. La campagne d'hiver de Turenne en Alsace est une des plus belles de l'histoire, et lorsqu'il est tué à Salzbach, en juillet 1675, son adversaire, le célèbre Montecuculli, dit de lui : " Il est mort aujourd'hui un homme qui faisait honneur à l'homme." Tout le monde a lu l'admirable lettre où Mme de Sévigné raconte la mort de Turenne, page d'histoire digne de celle que Bossuet consacra plus tard à Condé, le rival de Turenne. Après une campagne digne de celui-ci le Grand Condé se retira à Chantilly et fut le protecteur zélé et intelligent des plus grands écrivains de son temps. On aime à se rappeler qu'il fit jouer " Tartuffe "

à Chantilly et qu'il protégea Racine et "Phèdre" contre des envieux puissants.

Traité de Nimègue. — Quoiqu'il n'eût plus Turenne et Condé, Louis XIV continua à vaincre, et aidé de Vauban
5 il prit un grand nombre de villes, parmi lesquelles on peut nommer Gand, qui avait résisté autrefois avec tant de courage aux fameux ducs de Bourgogne de la maison de Valois. Luxembourg vainquit Guillaume d'Orange à Cassel, Duquesne défit à Syracuse et à Palerme les flottes des
10 Espagnols et des Hollandais, et Louis XIV put conclure la glorieuse paix de Nimègue (1678). La France acquérait la Franche-Comté où devait naître, au commencement de notre siècle, Victor Hugo, le plus puissant des poètes français.

15 **Révocation de l'édit de Nantes.** — Après la paix de Nimègue Louis XIV fut comme Napoléon après Tilsit; il crut que rien ne pouvait résister à sa puissance, et son ambition et son orgueil l'entraînèrent à commettre des actes impolitiques et injustes. Il forma des Chambres dites de
20 *réunion*, qui lui adjugèrent en pleine paix plus de vingt villes en Allemagne, parmi lesquelles Strasbourg. Il crut ensuite que ses sujets n'avaient pas le droit d'avoir une autre religion que la sienne et, chose étrange, cette opinion était celle de Bossuet et de la plupart de ses contemporains.
25 Après avoir mené une conduite peu édifiante dans sa jeunesse le roi était devenu dévot, et veuf de Marie-Thérèse d'Autriche, il avait épousé secrètement la veuve du poète Scarron, qu'il avait faite marquise de Maintenon. Cette femme ne manquait pas de mérite, et ses lettres sur l'édu-
30 cation des jeunes filles peuvent être lues avec profit jusqu'à présent, mais elle était une protestante convertie et voulut

faire preuve de zèle en travaillant à la conversion des huguenots. Son influence sur Louis XIV fut certainement funeste, quoiqu'on ne puisse lui attribuer la responsabilité de la plus grande faute de Louis XIV, la révocation de l'édit de Nantes. Le petit-fils d'Henri IV défit en 1685 la grande œuvre de pacification religieuse du Béarnais. Il interdit l'exercice public du culte protestant en France et défendit aux huguenots de quitter le royaume. Ceux-ci ne se soumirent pas, et on employa d'odieuses mesures de répression. Les *dragonnades* des Cévennes sont restées tristement célèbres, mais n'empêchèrent pas l'émigration de deux cent cinquante à trois cent mille personnes qui allèrent porter leur industrie à l'étranger. La France souffrit de ce coup autant que l'Espagne du temps de Philippe III, lors de l'expulsion des Maures.

Chute de Jacques II, d'Angleterre. — La révocation de l'édit de Nantes servit de prétexte à Guillaume d'Orange pour former la ligue d'Augsbourg, dans laquelle entrèrent presque tous les États de l'Europe, excepté l'Angleterre. Ce dernier royaume était gouverné par Jacques II, frère de Charles II, et comme celui-ci, allié et pensionnaire de Louis XIV. En 1688 Jacques II fut renversé, et son gendre, le prince d'Orange, devint le roi Guillaume III. L'Angleterre fut alors pendant de longues années l'ennemie la plus redoutable de la France. Dans cette nouvelle guerre Louis XIV fut victorieux sur le continent comme dans les précédentes, et Luxembourg et Catinat furent de dignes successeurs de Turenne et de Condé. Néanmoins, Jacques II échoua à la Boyne, en Irlande, et la flotte française, sous le grand amiral Tourville, fut détruite à la bataille de la Hogue. Pendant cette guerre le Palatinat fut ravagé et il s'éleva une haine

terrible contre la France en Allemagne. Malgré des victoires presque continuelles le pays était épuisé, et le roi signa la paix de Ryswick en 1697. La France garda toutes ses possessions, mais Louis XIV dut reconnaître Guillaume III pour roi d'Angleterre. Ce fut un rude coup porté à l'orgueil du Grand Roi, qui avait reçu Jacques Stuart en souverain et l'avait logé magnifiquement au château de Saint-Germain.

Le duc d'Anjou devient roi d'Espagne. — Louis XIV avait désiré la paix parce qu'on était à la veille d'un grand événement : Charles II, le dernier roi d'Espagne de la maison d'Autriche, se mourait sans héritier, et cinq prétendants se préparaient à se disputer cet empire encore immense du successeur de Charles-Quint. Charles II mourut en 1700 et légua sa couronne au duc d'Anjou, second fils du dauphin. Louis XIV eût pu faire un compromis avantageux avec les autres prétendants et obtenir sans combat une partie de l'héritage du roi d'Espagne ; il eut l'ambition de vouloir obtenir une immense extension à la puissance de la maison de Bourbon et il accepta intégralement le testament de Charles II. Il annonça ses intentions en présentant le duc d'Anjou à sa cour en disant : "Messieurs, voici le roi d'Espagne." Ces simples paroles déchaînèrent de grands malheurs sur la France, car l'Europe ne pouvait guère permettre au petit-fils de Louis XIV d'obtenir toutes les possessions de Charles II. Guillaume III fut encore l'âme de la ligue contre la France, et son activité fut telle que dans sa première guerre contre Louis XIV. Il mourut en 1701, sans avoir pu vaincre son grand ennemi, mais il avait préparé des adversaires plus redoutables que lui-même. Marlborough et le prince Eugène de Savoie mirent le royaume à deux doigts de sa perte.

Guerre de la succession d'Espagne. — Quand Louis XIV entreprit la guerre de la succession d'Espagne la France n'était plus en mesure de faire d'aussi grands efforts que par le passé : elle était épuisée et n'avait plus Colbert et Louvois, Turenne, Condé, Luxembourg et Catinat. Pendant trois ans, cependant, Boufflers, Vendôme, Villars, eurent des succès. A partir de 1704 il n'y eut qu'une victoire pour les Français, celle de Berwick à Almanza ; Eugène et Marlborough furent vainqueurs partout. En 1709 l'hiver fut d'une rigueur extrême et la détresse fut grande dans tout le pays. Louis XIV demanda la paix et se soumit à de dures conditions. L'humiliation du Grand Roi enorgueillit beaucoup les ennemis, les Hollandais surtout, et ils exigèrent que Louis XIV chassât lui-même d'Espagne le roi Philippe V. "Louis XIV refusa, dit Henri Martin, et fit publier dans toute la France une circulaire où il exposait ce qu'il avait offert en vain pour terminer la guerre. 'Je suis persuadé,' concluait-il, 'que mes peuples s'opposeraient eux-mêmes à recevoir la paix à des conditions aussi contraires à la justice qu'à l'honneur du nom français.'"

Malplaquet et Denain. — Traité d'Utrecht. — Cette même année 1709 l'honneur du nom français fut bien maintenu par le maréchal de Villars, qui fut vaincu à Malplaquet par Eugène et Marlborough, mais en infligeant d'énormes pertes à ses deux habiles adversaires. Vendôme gagna la bataille de Villaviciosa qui rendit l'Espagne à Philippe V, une intrigue de cour ôta le commandement à Marlborough, l'empereur Joseph Ier mourut et eut pour successeur son frère l'archiduc Charles, candidat des alliés au trône d'Espagne, et l'Angleterre fut disposée à la paix. Le prince Eugène, néanmoins, espérait envahir la France et la dé-

membrer, et il fallut que Louis XIV fît d'héroïques efforts en 1712 pour faire face à ses ennemis. Il confia sa dernière armée à Villars et lui dit que, si celui-ci était vaincu, il ferait appel à son peuple et irait lui-même mourir à la fron-
5 tière. Le sort fut favorable à Villars ; il remporta sur le prince Eugène la belle victoire de Denain, et à la paix d'Utrecht, en 1713, Louis XIV put obtenir des conditions honorables. Philippe V garda l'Espagne et les pays d'Amérique, mais perdit toutes les possessions espagnoles en Italie,
10 ainsi que le fameux rocher de Gibraltar, que les Anglais acquirent et qu'ils ont conservé précieusement depuis ce temps. La France céda à l'Angleterre l'Acadie, Terre Neuve et la baie d'Hudson, s'engagea à détruire le port de Dunkerque et à renvoyer le Prétendant, fils de Jacques II. La dernière
15 guerre du règne de Louis XIV avait amené bien des désastres, mais la grandeur d'âme du roi dans le malheur avait sauvé l'honneur de la France, et quoiqu'on ne puisse excuser les souffrances que l'ambition d'un seul homme fit endurer à tout un peuple, on doit dire que Louis XIV donna la gloire
20 pendant de longues années à son pays et en étendit les frontières.

Tristesse des dernières années de Louis XIV. — Les dernières années de la vie du Grand Roi furent bien tristes. Dans son splendide Versailles, dans la chambre de la sévère
25 Mme de Maintenon, Louis XIV était morose, et il ne mettait sa majesté de côté que lorsqu'il était en présence de la charmante duchesse de Bourgogne. Le fils du roi, le dauphin, à qui Bossuet prodigua d'admirables leçons, était un homme lourd et médiocre, et ne sortit de son apathie
30 qu'une fois pour protester contre la révocation de l'édit de Nantes. Il mourut en 1711, et son fils, le duc de Bour-

gogne, devint dauphin. Ce prince intelligent avait été l'élève de Fénelon, qui avait écrit pour lui son "Télémaque" et avait fait de lui un homme pieux et appliqué. La France comptait que le duc de Bourgogne serait un grand roi quand, en 1712, il mourut ainsi que sa femme et son fils aîné. L'héritier de Louis XIV se trouva être un enfant de deux ans. Le roi supporta tous ces malheurs avec le plus grand courage et mourut en 1715, avec la même fermeté qu'il avait montrée pendant toute sa longue vie. Le peuple, fatigué des désastres des dernières années, se réjouit de la mort de Louis XIV. Il eût dû se rappeler que, malgré ses fautes, le fils de Louis XIII avait étendu l'influence de la France sur l'Europe entière et que, comme François Ier, il avait été le protecteur des lettres et des arts. Nous ne saurions nommer ici tous les hommes de génie dont Louis XIV sut s'entourer et qui ont rendu son siècle un des plus célèbres de l'histoire. Rappelons aussi que ce fut sous son règne que la Louisiane fut explorée et nommée par La Salle, et colonisée par Iberville et Bienville. Une Nouvelle France se développait de l'autre côté de l'Atlantique.

CHAPITRE IX

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE

LOUIS XV ET LOUIS XVI

Le Régent. — Le successeur de Louis XIV n'avait que cinq ans, aussi la régence fut-elle confiée au duc d'Orléans, premier prince du sang. Le régent était un homme admirablement doué, intelligent, instruit, bon, et brave. Malheureusement il était indolent et débauché et s'entourait de compagnons corrompus, avec lesquels il se livrait à de honteuses orgies. Il se laissa gouverner par l'abbé Dubois, un misérable qu'il fit archevêque de Cambrai et qui déshonora la pourpre romaine. Philippe V, roi d'Espagne, aspira à être régent de France et à recouvrer les provinces italiennes que lui avait fait perdre le traité d'Utrecht. Il voulut aussi remettre le Prétendant sur le trône d'Angleterre. On vit alors un fait étrange, la France faire la guerre au petit-fils de Louis XIV, après s'être presque ruinée pour lui faire obtenir la couronne d'Espagne. Il fallut que Philippe V renvoyât son ambitieux ministre, Albéroni, et qu'il renonçât à tous ses rêves.

Le système de Law. — Louis XIV, par ses longues guerres, par son faste inouï, avait laissé une dette immense, et le régent ne savait où prendre de l'argent. Ce fut alors que se présenta un Écossais, John Law, avec un projet de

finance qui eut d'abord un grand succès, l'établissement d'une banque publique, de crédit public. Il y eut un agiotage effréné rue Quincampoix et bientôt une banqueroute complète. Le système de crédit de Law reposait, en grande partie, sur les richesses imaginaires de la colonie de la Louisiane, où l'on venait de fonder en 1718 la ville de la Nouvelle-Orléans, destinée à être la métropole du sud des États-Unis. La faillite du système de Law amena de grands désastres, bouleversa toutes les classes de la société et donna naissance à des financiers rapaces et grossiers tels que l'immortel Turcaret de Le Sage.

Louis XV. — Philippe d'Orléans mourut en 1723 ; le roi était déjà majeur mais trop jeune pour régner par lui-même, et le pouvoir fut confié au duc de Bourbon, qui maria Louis XV à Marie Leczinska, fille de Stanislas, l'ancien protégé de Charles XII, de Suède, et chassé de la Pologne par Auguste de Saxe. Le duc de Bourbon fut disgracié en 1726, et le cardinal Fleury, ancien précepteur du roi, devint ministre et gouverna la France pendant près de vingt ans. Louis XV était intelligent et comprenait ce qu'il aurait fallu à son peuple ; son indolence, son égoïsme, sa sécheresse de cœur, l'empêchèrent de faire le bien, et plus tard ses vices amenèrent la ruine de la monarchie des Bourbons.

Guerre de la succession d'Autriche. — Fontenoy. — Le cardinal Fleury était économe, mais il avait l'esprit étroit, et il ne sut pas maintenir au dehors l'honneur de la France. Il n'aida que faiblement Stanislas Leczinski dans la tentative que fit celui-ci pour recouvrer sa couronne ; néanmoins Stanislas acquit le duché de Lorraine, qui devait être réuni à la France à sa mort. L'empereur Charles VI avait fait de grandes concessions pour assurer ses États à sa

fille Marie-Thérèse, mais quand il mourut en 1740 plusieurs prétendants réclamèrent son héritage. Ce fut alors que parut sur la scène du monde cet homme extraordinaire, Frédéric II, roi de Prusse. La France eut le tort de se
5 joindre aux ennemis de Marie-Thérèse, et Fleury ne sut pas faire la guerre avec vigueur. Pendant que Frédéric s'emparait de la Silésie et faisait la paix avec Marie-Thérèse en gardant la province qu'il avait conquise, l'armée française, qui avait pénétré jusqu'à Prague, était forcée de faire une
10 retraite glorieuse mais désastreuse sous le maréchal de Belle-Isle, et la France se trouvait avoir à combattre outre l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande. Georges II gagna la bataille de Dettingen, et les revers de la fin du règne de Louis XIV semblaient devoir se répéter quand parut un
15 grand général à la tête de l'armée française, le maréchal de Saxe. Il fit diriger les principaux efforts vers les Pays-Bas, et le roi se joignit à lui. Louis XV avait été secoué de son apathie par la duchesse de Châteauroux qui, comme autrefois Agnès Sorel avec Charles VII, encouragea le roi à com-
20 mander lui-même son armée. Louis XV ne manquait pas de courage personnel et, après avoir failli mourir de maladie à Metz, il se trouvait avec le maréchal de Saxe et le maréchal de Richelieu à Fontenoy en 1745. Là, les Français remportèrent une victoire complète sur l'armée anglo-alle-
25 mande commandée par le duc de Cumberland. Louis XV se conduisit bravement et son peuple l'acclama. Ce fut la dernière action honorable de ce roi qui, à partir de ce moment, se livra à d'indignes débauches et ne mérita plus que le mépris de la postérité.

30 **Paix d'Aix-la-Chapelle.** — Après Fontenoy le maréchal de Saxe eut encore des succès, ainsi que le prince de Conti

et le maréchal de Maillebois ; le Prétendant Charles-Édouard, petit-fils de Jacques II, fit une expédition héroïque et aventureuse en Angleterre, fit trembler Georges II sur son trône et fut enfin vaincu à Culloden ; Frédéric II, redevenu allié de la France, s'empara de Dresde ; la marine française fut détruite par la marine anglaise. La fortune de la guerre avait été en général favorable à la France, cependant la victoire ne lui assura aucun profit, et la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748, fut honorable mais stérile. Marie-Thérèse avait fait preuve d'énergie et de courage, et Frédéric II avait commencé la carrière qui devait lui mériter le surnom de Grand. Quant au Bourbon de Versailles il était tombé sous le joug d'une nouvelle favorite, Mme de Pompadour, et il allait lui permettre de gouverner la France.

Conflits entre les Anglais et les Français dans les colonies. — Dès que la guerre fut terminée le pays redevint prospère : le commerce et l'agriculture se développèrent, la marine fut reconstituée et les colonies prirent une grande extension en Amérique, et surtout dans l'Inde sous le brave Dupleix. Le conflit avec l'Angleterre était inévitable. Depuis l'établissement de la Louisiane les possessions françaises en Amérique s'étendaient du Saint-Laurent et des grands lacs jusqu'au golfe du Mexique, en suivant le cours du Mississipi. Le Canada et la Louisiane avaient été négligés par la mère patrie, mais, malgré tout, ces colonies étaient appelées à un grand avenir. L'inepte gouvernement de Louis XV ne sut pas défendre des colons sincèrement attachés à la France. Le conflit entre les colonies anglaises et les colonies françaises dans le Nouveau Monde commença par une expédition du jeune major Washington dans la vallée de l'Ohio, et bientôt commença la guerre de Sept ans (1756). La

France et l'Angleterre se combattirent en Europe, en Amérique, dans l'Inde et sur toutes les mers.

Guerre de Sept ans. — Frédéric le Grand. — En Europe la France eut l'Autriche pour alliée et l'Angleterre eut la
5 Prusse. Frédéric II remporta de grandes victoires sur les Autrichiens et défit complètement à Rosbach, en 1757, l'armée du maréchal de Soubise, général incapable nommé par Mme de Pompadour. Les Français eurent de rares succès sur le continent, mais furent vaincus partout sur mer.
10 Au Canada Montcalm, après une héroïque résistance, fut tué à Québec, qui fut prise par le vaillant Wolf, blessé lui aussi mortellement. Dans l'Inde Clive fit capituler Lally-Tollendal à Pondichéry. Les généraux français dans les colonies ne recevaient aucune aide de la mère patrie, et en
15 Europe ils étaient entravés par la mauvaise administration du roi et de Mme de Pompadour et par une inepte et tortueuse diplomatie. Aussi le traité de Paris, signé en 1763, fut-il désastreux. La France cédait à l'Angleterre, le Canada, la vallée de l'Ohio, la rive gauche du Mississipi, plusieurs
20 îles des Antilles, tout l'Hindoustan moins Chandernagor, Pondichéry, Mahé et Karikal, la rivière du Sénégal, et Gorée. Louis XV donnait aussi à son cousin Charles III, d'Espagne, la Louisiane et la Nouvelle-Orléans, dont les habitants firent en vain d'héroïques efforts pour rester
25 Français.

Choiseul. — Ce honteux traité était bien l'œuvre de Louis XV, et on ne peut blâmer le ministre de cette époque, le duc de Choiseul. C'était un homme habile, qui fit signer le *Pacte de famille*, alliance entre les Bourbons, de France,
30 d'Espagne, et d'Italie. Il réorganisa l'armée et la marine, acheta la Corse en 1768 de la ville de Gênes, et annexa la

Lorraine à la France à la mort du roi Stanislas. Il déplut cependant à la favorite toute-puissante, Mme du Barry, et fut destitué en 1770.

Ignominie de Louis XV. — Louis XV avait perdu toute dignité et était tombé dans l'ignominie d'Henri III. Il laissa démembrer la Pologne par la Russie, la Prusse et l'Autriche; il détruisit le Parlement et le remplaça par une cour flétrie; il laissa prodiguer les lettres de cachet par lesquelles on emprisonnait les hommes et les femmes sans jugement; il assista impassible à la misère publique, en disant: "Cela durera autant que moi, après moi le Déluge." Il mourut enfin en 1774, exécré de son peuple.

Influence de la France au XVIIIe siècle. — Ce misérable roi ne put, cependant, empêcher le développement des lettres, des arts et des sciences, et l'influence de la France, la civilisation française, continua à se faire sentir dans toute l'Europe. "Jamais la nation," dit M. Rambaud, "n'a été plus grande qu'au moment où la royauté semble amoindrie. Notre langue a l'universalité qu'avait au moyen âge le latin: elle l'a remplacé comme langue de la diplomatie, des cours, de la philosophie, des sciences, de la société, au point que les aristocraties européennes en oublient leur langue nationale." "Surtout, ajoute M. Rambaud, elle est la langue de la *raison*, cette maîtresse des temps nouveaux, une sorte de langue sacrée pour les libéraux de tous pays comme l'arabe l'est encore pour tous les sectateurs du Koran."

Louis XVI et Marie-Antoinette. — La France fut heureuse de la mort de Louis XV et eut grand espoir, lorsqu'elle vit monter sur le trône un jeune homme de vingt ans, de bonnes mœurs et animé d'excellentes intentions. Malheureusement Louis XVI était faible et indécis de caractère et

ne pouvait réparer le mal qu'avait fait son aïeul. S'il eût vécu à une autre époque il eût pu être un Louis XII. Il fut la victime de son éducation et des fautes de Louis XV. Il croyait en son droit divin, mais n'avait pas assez de fer-
5 meté pour se faire obéir. Sa femme, Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse, n'avait pas hérité du sens politique de sa mère et se rendit très impopulaire par ses folles dépenses et sa frivolité. Elle ne manquait pas de cœur, cependant, comme on le crut, et ainsi que son mari, elle eût
10 voulu voir le peuple heureux. Le sort de Louis XVI et de Marie-Antoinette fut si triste que l'on peut être indulgent pour leurs défauts et leur tenir compte de leurs bonnes intentions.

Turgot. — Louis XVI fit un mauvais choix en nommant
15 Maurepas premier ministre, mais en revanche il ne pouvait trouver d'hommes plus compétents et meilleurs que Vergennes, Malesherbes et Turgot. Ce dernier fut aussi grand que Colbert et eût pu retarder longtemps la chute de la monarchie. Il n'en eut pas le temps, car, ayant voulu dans
20 ses plans de réforme s'attaquer aux privilèges du clergé et de la noblesse, il rencontra une telle résistance que le roi eut la faiblesse de le renvoyer. Le Parlement, qui avait été rétabli, s'était opposé aux réformes de Turgot, ainsi que la reine et les frères du roi, *Monsieur*, comte de Provence, et
25 le comte d'Artois. Ces deux princes furent plus tard rois, longtemps après le malheureux Louis XVI.

Guerre d'Amérique. — La Fayette. — Peu après Turgot un banquier genevois, Necker, administra bien les finances. Il fut le père de la célèbre Mme de Staël et mérita le culte
30 que sa fille eut pour lui et l'estime de la France. Sa prudente administration des finances permit à Louis XVI de

venir en aide aux colonies anglaises en Amérique dans leur lutte contre la mère patrie. Il n'y eut jamais de cause plus noble que celle des Américains. L'Angleterre ayant voulu les asservir, ils proclamèrent leur indépendance et combattaient glorieusement lorsque la France conclut un traité d'alliance avec les États-Unis. C'était Benjamin Franklin, homme d'État et savant, qui avait obtenu ce grand succès diplomatique, et l'on peut considérer cet homme remarquable, à l'esprit si fin et si sensé, comme un des principaux fondateurs des États-Unis. L'alliance avec la France donna un appui matériel et aussi un immense appui moral aux révolutionnaires américains, commandés par l'illustre Washington, et assura l'indépendance de la nouvelle république. Déjà La Fayette était parti pour l'Amérique et combattait pour la liberté à côté de Washington. Les Américains, quoi qu'on dise, n'ont jamais oublié la dette de reconnaissance qu'ils doivent à La Fayette et à la France.

Indépendance des États-Unis. — La flotte française remporta d'importants succès, et malgré la défaite du comte de Grasse par l'amiral Rodney, la suprématie des Anglais sur mer fut vivement disputée. Dans les Indes Suffren fut victorieux, et en Afrique le Sénégal fut reconquis. A Yorktown Washington et Rochambeau firent capituler lord Cornwallis, et Georges III, en dépit de son aveugle obstination et de son orgueil despotique, fut obligé de reconnaître l'indépendance des États-Unis par le traité de Versailles, en 1783. L'Espagne avait été l'alliée de la France dans la guerre d'Amérique, et les Louisianais de race française se distinguèrent sous Galvez, leur jeune et heroïque gouverneur, à Bâton Rouge, à Pensacole et à la Mobile. Le traité de Versailles effaçait la honte du traité de Paris, mais ne ren-

dit pas à la France ses colonies perdues par Louis XV. Un roi au pouvoir despotique avait aidé à la fondation d'un pouvoir démocratique, et les jeunes seigneurs, qui avaient combattu avec La Fayette et Rochambeau pour la cause de l'indépendance américaine, répandirent en France des idées libérales qui devaient faire perdre la couronne et la vie à Louis XVI et enlever à la noblesse ses privilèges séculaires. La Fayette avait dit, après Yorktown : "L'humanité a gagné son procès, la liberté ne sera plus jamais sans asile." Le compagnon d'armes de Washington voulait parler des États-Unis ; la France, elle aussi, après de prodigieux efforts et une lutte de près d'un siècle, devait établir la république comme forme définitive de gouvernement.

Nécessité des États Généraux en 1789. — Le faible Louis XVI avait disgracié Necker, avant la fin de la guerre d'Amérique, et avait confié le pouvoir à l'incapable Calonne. Celui-ci appela une assemblée des notables. Les notables ne représentaient pas les trois ordres de la nation et n'étaient pas élus ; c'étaient des conseillers nommés par le roi. Ils n'accomplirent rien et Calonne fut renvoyé. Son successeur, Loménie de Brienne, fut encore plus incompétent, et il fallut de nouveau recourir à Necker. Ce fut ce ministre qui convoqua les États Généraux. L'ancien ordre de choses ne pouvait durer. Il n'y avait en France ni égalité devant la loi, ni liberté politique, ni liberté religieuse, ni même de liberté individuelle, car il y avait encore en 1789 un grand nombre de serfs, et les hommes qui étaient censés être libres étaient exposés à des arrestations arbitraires par lettres de cachet. Quant au gouvernement les lois étaient selon le bon plaisir du roi, et Louis XVI lui-même avait dit : "Cela est légal, parce que je le veux." L'ancien régime devait disparaître,

la Révolution était inévitable. Elle avait été préparée par le "Contrat Social" de Jean-Jacques Rousseau et par d'autres œuvres hardies, et fut hâtée par la Révolution Américaine.

L'Assemblée Nationale. — Mirabeau. — Les États Généraux se réunirent à Versailles le 5 mai 1789. Les députés du tiers-état étaient aussi nombreux que ceux du clergé et de la noblesse réunis; ils voulurent que l'on votât par tête et non par ordre, comme en 1614, et refusèrent de se conformer à d'anciennes et humiliantes coutumes. Ils se couvrirent après le discours du roi, comme leurs confrères des deux autres ordres, et ne permirent pas que leur orateur se mît à genoux devant le roi. La cour et les ordres privilégiés se montrèrent hostiles aux idées des députés du tiers, et ceux-ci, le 17 juin, sur la proposition de l'abbé Sieyès, prirent le titre d'*Assemblée Nationale.* Louis XVI crut dissoudre l'Assemblée, le 20 juin, en fermant la salle des séances, comme on l'avait fait pour le tiers aux États Généraux de 1614, mais les hommes de 1789 ne représentaient pas seulement un ordre de la nation, ils représentaient la nation tout entière. Ils errèrent quelque temps dans Versailles, puis se réunirent dans un jeu de paume, et là, sur la proposition de Mounier, ils jurèrent "de ne jamais se séparer jusqu'à ce que la Constitution du royaume fût établie et affermie sur des bases solides." Le 22 la majorité du clergé se joignit au tiers, et le 23 il y eut une séance royale où se réunirent tous les députés. Louis XVI exprima des idées peu libérales et ordonna aux députés de "se séparer tout de suite et de se rendre, demain matin, chacun dans la chambre affectée à son ordre." La noblesse et une partie du clergé obéirent au roi et sortirent après lui, mais les autres députés n'obéirent

pas à un ordre qui eût dissous l'Assemblée Nationale, et lorsque le grand-maître des cérémonies, le marquis de Dreux-Brézé, vint réitérer l'ordre du roi, Mirabeau lui dit : "Allez dire à ceux qui vous envoient que nous sommes ici par la volonté de la Nation, et que nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes." Mirabeau, tout comte qu'il était, affirmait la souveraineté du peuple. Il fut le plus grand orateur que la France ait produit et était devenu un homme d'État, malgré une jeunesse orageuse, passée en grande partie dans les prisons par ordre de son père. Louis XVI céda à la volonté de l'Assemblée, si nettement exprimée par Mirabeau, et pria la majorité de la noblesse de se réunir avec les deux autres ordres. Le 27 juin l'Assemblée fut complète. Le roi avait abdiqué sa souveraineté et il ne pouvait plus dire, selon le mot attribué à Louis XIV : "L'État, c'est moi." La Révolution commençait.

CHAPITRE X

LA RÉVOLUTION

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, ET LA CONVENTION

Le 14 Juillet 1789. — Les conseillers de Louis XVI, surtout Marie-Antoinette et le comte d'Artois, engagèrent le roi à prendre des mesures énergiques pour résister à l'Assemblée. Des troupes étrangères furent concentrées à Versailles et autour de Paris, et Necker fut exilé le 11 juillet. Le lendemain, au milieu d'une immense agitation, Camille Desmoulins harangua le peuple au Palais-Royal et appela les citoyens aux armes. Le 13 on organisa à l'Hôtel de ville une milice bourgeoise de 48,000 hommes et l'on prit une cocarde bleue et rouge, couleurs du blason de la ville de Paris. Le 14 la foule se porta aux Invalides, saisit toutes les armes qui s'y trouvaient et marcha contre la Bastille. Il se trouvait alors peu de prisonniers dans cette forteresse, mais elle était aux yeux du peuple l'emblème du despotisme. Aussi fut-ce avec acharnement que l'attaque eut lieu. La Bastille fut prise et démolie. Cet événement marquait une ère nouvelle dans l'histoire de France, car comme le dit Bailly, "ce fut pour le peuple une image matérielle de la chute de l'ancien gouvernement et de la destruction du pouvoir arbitraire." Regrettons que cette première victoire du peuple ait été souillée

par le meurtre du gouverneur de la Bastille et du prévôt des marchands.

Origine du drapeau tricolore. — La Fayette fut nommé commandant de la garde bourgeoise, qui fut appelée garde nationale, et il fit ajouter sur la cocarde nationale la couleur blanche du drapeau des Bourbons au rouge et au bleu, couleurs de la ville de Paris. Telle fut l'origine du drapeau tricolore qui devait être porté si glorieusement par les soldats français.

Abolition des droits féodaux. — Retour de Louis XVI à Paris. — La prise de la Bastille produisit une grande impression sur la France entière, et il y eut des désordres dans les provinces, où les paysans attaquèrent et pillèrent les châteaux. Quelques députés de la noblesse et du clergé à l'Assemblée crurent que le seul moyen de ramener la paix dans le pays serait d'abolir les privilèges et les droits féodaux, et sur la motion du vicomte de Noailles, appuyée par le duc d'Aiguillon, l'Assemblée vota cette grande réforme, dans la nuit du 4 août. La noblesse et le clergé avaient eu un élan généreux et avaient répondu aux demandes du peuple. L'Assemblée vota aussi, le 26 août, la célèbre Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Malheureusement le parti de la cour commit de graves imprudences à Versailles. Les troupes furent rappelées, et le 1er octobre 1789 dans un banquet des gardes du corps on foula aux pieds la cocarde tricolore. Il y eut une émeute terrible à Paris, et une foule immense d'hommes et de femmes se porta sur Versailles. La Fayette sauva la famille royale, qui fut obligée de venir à Paris le 6 octobre. L'Assemblée suivit le roi, et Paris redevint en réalité le siège du gouvernement. La cour de Versailles autrefois si brillante n'existait plus.

Les biens nationaux.— Constitution civile du clergé.— L'Assemblée poursuivit ses réformes, et Louis XVI n'y fit pas d'opposition. Il y eut une harmonie apparente entre le parti de la Révolution et le roi, et le 14 juillet 1790 il y eut au Champ-de-Mars la Fête de la Fédération, où pour la dernière fois le roi et la nation reconstituée pactisèrent. Dès cette époque les nobles, qui avaient déjà commencé à quitter la France, émigrèrent en grand nombre. Leurs biens furent bientôt confisqués et formèrent avec les propriétés du clergé les *biens nationaux*. Il avait été décidé que les propriétés du clergé appartiendraient à la nation, et que celle-ci pourvoirait aux frais du culte et à l'entretien des évêques et des prêtres. Malheureusement l'Assemblée adopta une mesure qui établissait que les évêques et les curés seraient élus par le peuple. Cette "*constitution civile du clergé*" ne fut pas reconnue par la grande majorité des ecclésiastiques et froissait les sentiments religieux de la plus grande partie de la population. Les membres du clergé qui refusèrent de prêter serment d'observer la nouvelle loi furent appelés *non assermentés* et furent plus tard persécutés.

Les Jacobins. — Mort de Mirabeau. — Il se forma à Paris des clubs politiques, dont les principaux furent les Jacobins, les Cordeliers, et les Feuillants, et l'agitation devint de jour en jour plus grande dans tout le pays. Necker, qui avait été rappelé, donna sa démission, en septembre 1790, et Mirabeau se rapprocha de la cour. Il voulait d'une monarchie constitutionnelle et tâcha d'arrêter la marche de la Révolution et les excès qu'il prévoyait. Il est malheureux pour sa mémoire qu'il ait accepté de l'argent du roi et qu'on ait eu le droit de l'accuser de vénalité. Cet homme extraordinaire mourut le 2 avril 1791. On lui fit des funérailles

magnifiques, et son corps fut mis à l'église Sainte-Geneviève transformée en Panthéon. Deux ans et demi plus tard, lorsqu'on eut découvert la preuve des rapports de Mirabeau avec le roi, les restes du grand orateur furent enlevés du
5 Panthéon pour y faire place à ceux de l'ignoble Marat. Étrange aveuglement d'un peuple en révolution !

Fuite de Louis XVI.— Son arrestation à Varennes.— Quoique Louis XVI eût paru se résigner au nouvel ordre de choses il se considérait prisonnier à Paris et résolut de
10 s'évader. Il quitta les Tuileries dans la nuit du 20 juin 1791 avec sa femme et ses enfants, mais fut arrêté le lendemain à Varennes par le maître de poste de Sainte-Menehould, Drouet, qui avait reconnu le roi. Ce fut un grand malheur que Louis XVI n'ait pu traverser la frontière. En pays
15 étranger il n'eût pu faire plus de tort à la France nouvelle que n'en fit plus tard son frère Louis XVIII, et son retour forcé dans sa capitale lui enlevait tout prestige royal qui lui restait encore. Le peuple ne pouvait plus respecter le descendant de Louis XIV qu'on avait vu travesti en valet de
20 chambre. Néanmoins, après quelque hésitation l'Assemblée maintint le roi sur son trône, et le 3 septembre 1791 la nouvelle constitution fut promulguée. Le gouvernement était confié au roi et à une Assemblée Législative élue pour deux ans. Si rapide avait été la marche de la Révolution
25 qu'il n'y avait guère de chance que la nouvelle constitution durât deux ans et que le roi pût rester sur son trône ébranlé par de si fortes secousses.

Réformes de l'Assemblée Constituante. — L'Assemblée Nationale ou Constituante se sépara le 30 septembre. Elle
30 avait compté parmi ses membres : Mirabeau, Barnave, Cazalès, Duport, l'abbé Maury, l'abbé Grégoire, Talleyrand, évêque

d'Autun, les frères Lameth, Sieyès, et Robespierre. Ce dernier nom devait être bientôt tristement célèbre. Nous avons déjà parlé des principales réformes sociales accomplies par la première Assemblée de la Révolution, telles que la liberté politique, individuelle, et religieuse, accordée à tous les citoyens, ajoutons-y l'abolition du droit d'aînesse, et appelons l'attention sur d'autres réformes. Les anciennes *provinces* furent remplacées par des *départements*, dont "les noms furent empruntés à la configuration du sol, aux fleuves et aux montagnes." On voulait de cette manière abolir les nationalités locales et faire de chaque habitant de la France un citoyen de la grande patrie française et non d'une petite province. Les corporations d'ouvrier, jurandes et maîtrises furent supprimées, les parlements furent abolis et on décréta une justice uniforme pour tout le pays. La principale mesure financière fut l'émission des *assignats*, papier-monnaie garantie par les *biens nationaux*.

L'Assemblée Législative. — La nouvelle Assemblée était composée entièrement d'hommes nouveaux; par un esprit impolitique de désintéressement l'Assemblée constituante avait décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait faire partie de l'Assemblée Legislative. Les principaux partis furent les *Feuillants*, qui étaient en faveur de la monarchie constitutionnelle, les *Girondins*, qui voulaient une république modérée, et les *Montagnards* ou jacobins, qui voulaient une république démocratique. Vergniaud était le grand orateur du partie de la Gironde et Mme Roland en était l'inspiratrice. Elle gouverna presque, quand son mari, en mars 1792, fut membre d'un ministère girondin qui ne dura guère, mais qui déclara la guerre à l'Autriche. Les pays monarchiques se montraient très hostiles à la Révolution, et par la déclara-

tion de Pilnitz, en août 1791, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche avaient annoncé l'intention d'aider le roi de France à recouvrer sa toute-puissance. Le malheureux Louis XVI faisait déclarer la guerre par ses ministres, et il
5 entretenait des relations avec les émigrés et les ennemis de l'État. La seule excuse à cette déloyauté, à cette trahison, était l'éducation qu'avait reçue le roi et sa croyance en son droit divin qui lui permettait d'appeler l'étranger pour réprimer toute insurrection de ses sujets.

10 **Journée du 20 juin 1792.** — La guerre ne fut pas heureuse au début, et l'Assemblée Législative adopta des mesures rigoureuses. Elle décida que tout prêtre non-assermenté serait déporté et que la garde du roi serait licenciée et remplacée par un camp de vingt mille hommes sous Paris. Louis
15 XVI refusa de sanctionner ces décrets et destitua ses ministres girondins. A cette nouvelle il y eut un terrible soulèvement du peuple, le 20 juin. Les Tuileries furent envahies par une foule immense et des paroles menaçantes furent adressées à Louis XVI. Il fit preuve d'un grand courage et ne céda pas
20 devant les menaces. On vit bien alors que cet homme faible et indécis n'était pas un lâche et que la mort ne l'effrayait pas.

Manifeste du duc de Brunswick. — Le 11 juillet l'Assemblée déclara "*la patrie en danger*," et un grand nombre
25 de volontaires s'enrôlèrent. La Prusse s'était jointe à l'Autriche pour faire la guerre à la Révolution, et le duc de Brunswick lança, le 25 juillet, au nom du roi de Prusse et de l'empereur, un manifeste insensé qui se terminait ainsi : "déclarant Leurs dites Majestés que, si le château des
30 Tuileries est forcé ou insulté, s'il est fait le moindre outrage au roi, à la reine et à la famille royale, s'il n'est pas pourvu

immédiatement à leur sûreté, elles en tireront une vengeance exemplaire et à jamais mémorable, en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et à une subversion totale, et les révoltés aux supplices qu'ils auront mérités."

Journée du 10 août 1792. — Le peuple de Paris répondit à ces menaces barbares en demandant à l'Assemblée la déchéance du roi, et ne l'ayant pas obtenue il fut résolu d'attaquer les Tuileries. Le 10 août 1792 le palais de Louis XVI fut attaqué, et fut pris malgré la belle défense des gardes suisses et de quelques royalistes dévoués. Le roi se réfugia à l'Assemblée avec sa famille et fut peu après envoyé à la tour du Temple. La monarchie constitutionnelle était tombée de même que la monarchie absolue.

Chute de Louis XVI. — Le jour même de la prise des Tuileries l'Assemblée décréta: "Le peuple français est invité à former une Convention Nationale.

"Le chef du pouvoir exécutif est suspendu de ses fonctions, jusqu'à ce que la Convention Nationale ait prononcé."

La Commune de Paris. — C'était la Commune de Paris qui avait fait le 10 Août, aidée des fédérés marseillais. Elle fut bientôt plus puissante que l'Assemblée, et commit d'horribles excès. Le 11 et le 12 août on abattit toutes les statues des rois dans Paris et on effaça les emblèmes de la royauté. Qu'on eût abattu la statue de Louis XV, c'eût été justice, car ce misérable roi ne méritait pas d'être sur un piédestal, mais on eût dû épargner la statue d'Henri IV qui avait aimé le peuple, et celle de Louis XIV qui avait donné beaucoup de gloire à la France. D'ailleurs une grande nation doit conserver tous ses monuments historiques, quels que soient les événements qu'ils représentent; abattre une statue ne détruit pas l'histoire.

Exil et emprisonnement de La Fayette. — Le 10 Août amena la chute de La Fayette, qui était général de l'armée du Nord. Cet homme loyal et généreux ne voulut pas servir la Commune de Paris et préféra abandonner son commandement plutôt que de faire la guerre civile. Il passa la frontière avec quelques amis, parmi lesquels était Alexandre de Lameth, et avait l'intention de se rendre en Amérique près du grand patriote américain Washington, mais il fut arrêté par les Autrichiens sur le territoire neutre de Liège et gardé plusieurs années en prison en Autriche et en Prusse. Dumouriez devint commandant de l'armée du Nord.

Les massacres de Septembre. — Les Prussiens prirent Longwy et Verdun et semblèrent menacer Paris. A cette nouvelle il y eut un élan patriotique et une grande fureur contre les réactionnaires, contre les royalistes. Danton prononça à l'Assemblée un discours où il dit : "Le tocsin qu'on va sonner, c'est la charge sur les ennemis de la patrie ! Pour les vaincre, il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée." On arbora le drapeau noir sur l'Hôtel de Ville et sur les tours de Notre Dame et l'on s'enrôla en masse. Malheureusement des bandes de forcenés, de misérables, se portèrent aux prisons et massacrèrent, du 2 au 6 septembre, plus de treize cents personnes, parmi lesquelles la charmante princesse de Lamballe. Ces meurtres avaient été commis à l'instigation de ce monstre, Marat, et Danton, ministre de la justice, en assuma la responsabilité en remerciant les assassins comme ministre de la Révolution.

Bataille de Valmy. — La Marseillaise. — Le 21 septembre 1792 eut lieu la première séance de la Convention Nationale. Elle décréta l'abolition de la royauté et l'éta-

blissement de la république. La veille avait eu lieu la bataille de Valmy, où Dumouriez et Kellermann vainquirent l'armée prussienne de Brunswick. La victoire était la seule réponse qu'il fallait faire au manifeste du général prussien. Durant toute la période de la Révolution la gloire des armées républicaines fait oublier, jusqu'à un certain point, les luttes sanglantes des partis politiques, les atrocités du règne de la Terreur. Les volontaires avaient marché à l'ennemi au son de la sublime "Marseillaise" de Rouget de l'Isle, composée en 1792 à Strasbourg, et chantée par les fédérés marseillais de Barbaroux à leur entrée dans Paris. Les soldats de la Révolution portent le drapeau tricolore et chantent la "Marseillaise"; ils vont être invincibles pendant bien des années.

La Convention. — Exécution de Louis XVI. — L'histoire de la Convention est pleine d'horreur, mais elle est aussi pleine d'héroïsme. La jeune république réussit à vaincre les armées de l'Europe coalisée et à réprimer l'insurrection royaliste de la Vendée et de la Bretagne. Elle eût été plus généreuse, si elle eût épargné le roi et lui eût permis de quitter la France. Quelles qu'eussent été les fautes de Louis XVI, il n'était pas équitable qu'il fût jugé par ses accusateurs. Il était condamné d'avance, et le courage de ses défenseurs, Malesherbes, Tronchet et Desèze, ne pouvait le sauver. Le roi ne montra pas toujours assez de dignité dans ses réponses, mais quand il eut été déclaré coupable à la presque unanimité des voix et condamné à mort à une grande majorité, il fit preuve d'une fermeté, d'une résignation chrétienne, qui lui ont attiré l'admiration de la postérité. Le 21 janvier 1793 Louis XVI monta sur l'échafaud érigé place de la Révolution, maintenant place

de la Concorde. Il voulut parler au peuple et dit : "Je meurs innocent, je pardonne à mes ennemis ; et vous, peuple infortuné. . ." Sa voix fut couverte par le roulement du tambour, et les bourreaux le saisirent. Le sort de ce malheureux roi inspire la pitié, car on le rendit responsable d'un système qu'il n'avait pas créé. Il avait toutes les vertus d'un bon père de famille, d'un honnête bourgeois ; il eut le malheur de naître héritier d'un pouvoir despotique dont avaient déjà abusé ses ancêtres. Sa famille partagea son triste sort : sa femme et sa sœur dévouée, Mme Élisabeth, furent exécutées peu après lui, son fils, pauvre enfant de dix ans, mourut des mauvais traitements que lui fit endurer un geôlier brutal, et sa fille, qui survécut, fut longtemps en exil, devint la femme d'un dauphin de France, et mourut dans l'exil. Étrange destinée des descendants de Louis XIV et que n'eût certes jamais prévue le Grand Roi, lorsqu'il recevait à Versailles l'hommage de l'Europe entière.

Les Girondins et les Jacobins.— La Terreur. — Le duc d'Orléans, Philippe Égalité, eut la lâcheté de voter la mort du chef de sa maison ; il croyait donner ainsi un gage de ses sentiments républicains, mais lui aussi monta sur l'échafaud. Les Girondins auraient voulu sauver Louis XVI en votant l'appel au peuple. Dès ce moment ils perdirent leur influence et devinrent suspects à la Commune de Paris. Il y eut de terribles émeutes, le 27 et le 31 mai ; la Convention fut envahie le 2 juin 1793, et les députés girondins furent arrêtés. Quelques-uns s'échappèrent, mais la plupart furent exécutés. Parmi eux se trouvait Vergniaud, l'homme le plus éloquent de la Convention. C'est lui qui a dit cette parole prophétique : "La Révolution est comme Saturne, elle dévore ses enfants." En effet, presque tous les grands révolu-

tionnaires eurent le même sort que Vergniaud et ses amis. L'héroïque Mme Roland monta aussi sur l'échafaud et elle s'adressa ainsi à la statue de la Liberté : "O Liberté ! Que de crimes on commet en ton nom ! " La Révolution avait été faite au nom de la liberté, mais au despotisme d'un roi succéda bientôt le despotisme d'une oligarchie contrôlée par un dictateur d'une froide cruauté, Robespierre. C'est en vain que Charlotte Corday tue Marat, le tyran immonde et insensé, la Terreur règne dans toute la France pendant plus d'une année. Personne n'est à l'abri de la guillotine, les prisons sont pleines de *suspects*, et tous les jours des *fournées* de cent à cent cinquante condamnés sont conduites à l'échafaud, après un jugement dérisoire devant le Tribunal Révolutionnaire. Des hommes et des femmes de tous rangs périssent : des généraux tels que Houchard, Custine et Beauharnais, des savants tels que Condorcet et Lavoisier, des poètes tels qu'André Chénier et Roucher, des duchesses, des marquises de l'ancien régime, des hommes et des femmes de la bourgeoisie, et même du peuple : l'égalité est parfaite devant la guillotine. Les Montagnards ont détruit les Girondins ; ils se dévorent ensuite entre eux. Robespierre envoie Danton et Camille Desmoulins à la mort, puis il tombe lui-même le 9 thermidor (28 juillet 1794). Passons de ces scènes sinistres à d'autres plus glorieuses, jetons les yeux sur les événements militaires qui eurent lieu depuis la bataille de Valmy.

Bataille de Jemmapes. — Le Grand Carnot. — Le 6 novembre 1792 Dumouriez gagna la victoire de Jemmapes sur les Autrichiens. C'est là que se distingua le jeune duc de Chartres, qui fut plus tard le roi Louis-Philippe. La mort de Louis XVI rallia contre la république toute l'Europe

monarchique, et la France fut envahie au nord et au midi. Dumouriez fut vaincu et passa honteusement à l'ennemi. Il avait cru pouvoir livrer son armée, mais personne ne le suivit. Bientôt les revers furent effacés : Kléber et Marceau battirent les Vendéens, Houchard, Jourdan, Hoche, et Pichegru, repoussèrent les envahisseurs. C'est à Lazare Carnot qu'on doit principalement les succès des armées françaises. Il était membre du fameux comité de salut public, dont Robespierre était le chef, et laissant la politique à ses collègues, il s'occupa de la guerre et fit d'admirables plans de campagne. Il a mérité le titre *d'organisateur de la victoire*. C'était un homme patriote et intègre, comme le fut son petit-fils, le président Sadi Carnot. Un autre membre du comité de salut public rendit de grands services à la patrie, ce fut Cambon, qui dirigea habilement les finances.

Bonaparte à Toulon. — Un des événements qui attirèrent le plus l'attention en 1793 fut la prise de Toulon sur les Anglais et les royalistes. Un jeune officier d'artillerie, Napoléon Bonaparte, se distingua à ce siège. Cet homme dont le nom devait, avant trois ans, remplir le monde, était né à Ajaccio, île de Corse, le 15 août 1769. Son père, Charles Bonaparte, était un avocat sans fortune, sa mère était Letizia Ramolino. Napoléon fut envoyé en France et entra comme boursier à l'école militaire de Brienne. Il alla ensuite à l'école de Paris et en sortit avec le grade de lieutenant. Au siège de Toulon il était capitaine et fut remarqué par le frère de Robespierre, conventionnel en mission à l'armée. Bonaparte dirigea les opérations militaires, malgré l'infériorité de son grade, et prit Toulon, après avoir chassé les Anglais du port en érigeant des batteries d'artillerie sur

les hauteurs contre lesquelles la ville est adossée. Le jeune capitaine avait déjà le coup d'œil infallible du général, du premier consul et de l'empereur, et Toulon présageait Arcole, Marengo, et Austerlitz.

Campagnes de 1794 et de 1795. — L'année 1794 est encore plus glorieuse que 1793 : Jourdan fait la conquête de la Belgique, Pichegru de la Hollande, et les Français sont victorieux aux Alpes et aux Pyrénées. En 1795 Hoche défait les émigrés à Quiberon et pacifie la Vendée, Pichegru complète la conquête de la Hollande, où l'on voit des hussards, s'aventurant sur le Zuiderzée glacé, capturer une flotte. Ces succès amenèrent les traités de Bâle, qui donnèrent à la France ses frontières naturelles, c'est-à-dire la rive gauche du Rhin et la Belgique. La Convention, malgré les désordres à l'intérieur, rendait à la France les frontières de l'ancienne Gaule, regagnées un moment par Louis XIV et reperdues depuis en partie.

Le 13 Vendémiaire. — Le calendrier républicain. — La chute de Robespierre amena la ruine des Montagnards et encouragea les royalistes. Ceux-ci s'insurgèrent le 13 vendémiaire (5 octobre 1795) et voulurent attaquer la Convention. Barras, nommé général de l'armée de l'intérieur, donna le commandement des troupes au général Bonaparte, qui fit mitrailler le peuple dans la rue et étouffa l'insurrection avec une énergie impitoyable. La Convention se sépara le 25 octobre 1795 et fit place au Directoire. La dernière des trois grandes assemblées de la Révolution avait accompli des choses horribles, mais aussi des choses bien grandes. Elle tua le roi, fit la Terreur, repoussa l'invasion, agrandit la France, et fonda des institutions telles que l'Institut, le Muséum d'histoire naturelle, et bien d'autres que Napoléon

consolida depuis. La Convention adopta aussi le calendrier républicain et fit commencer la nouvelle ère du 22 septembre 1792. Ce fut Fabre d'Églantine, l'ami de Danton et l'auteur du "Philinte de Molière," qui inventa les noms poétiques
5 que l'on donna aux mois. La grande période révolutionnaire finit avec la Convention. Un homme viendra qui rétablira l'ordre à l'intérieur et qui disséminera dans toute l'Europe les principes de 89. L'histoire de Napoléon sera pendant vingt ans l'histoire de la France.

CHAPITRE XI

NAPOLÉON

LE GÉNÉRAL BONAPARTE, LE PREMIER CONSUL, ET L'EMPEREUR

Le Directoire. — Le Général Bonaparte. — Par la constitution de l'an III le pouvoir législatif fut confié à deux assemblées, le conseil des Anciens et le conseil des Cinq-Cents, et le pouvoir exécutif à un Directoire composé de cinq membres. Un pareil système de gouvernement ne pouvait conduire qu'à la faiblesse, quoique un des directeurs fût le grand Carnot. Celui-ci continua à être *l'organisateur de la victoire ;* il remplaça Pichegru, qui trahissait, par Moreau ; il maintint Hoche et Jourdan dans leurs commandements, et avec l'aide de Barras, fit placer Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie. Depuis le 13 Vendémiaire Bonaparte était général de l'armée de l'intérieur, mais il aspirait à un rôle bien plus élevé, à celui de conquérant. Il épousa la belle Joséphine, veuve du général de Beauharnais, et partit peu après pour prendre le commandement de l'armée d'Italie. Ce fut à Nice, le 26 mars 1796, que ses soldats le virent pour la première fois. Ses lieutenants murmurèrent d'abord en voyant quel était le général que le Directoire envoyait pour les commander, mais bientôt Augereau, Masséna, Lannes, Murat, eurent à

s'incliner devant le génie de cet homme petit, maigre et pâle. Son regard d'aigle imposait aux plus hardis, ses brûlantes proclamations remplissaient ses soldats d'enthousiasme, et ses plans de campagne rappelaient ceux des plus grands capitaines. Avec une armée de trente mille hommes il fit des prodiges !

Campagne d'Italie en 1796 et en 1797. — Bonaparte avait à combattre 40,000 Autrichiens et 20,000 Piémontais. Il les attaque séparément et vainc les Autrichiens à Montenotte et à Dego, les Piémontais à Millesimo et à Mondovi, et impose au roi de Sardaigne un armistice qui devait donner Nice et la Savoie à la France. Il bat ensuite Beaulieu à Lodi, met le siège devant Mantoue et délivre la Lombardie. Wurmser succède à Beaulieu et vient au secours de Mantoue. Bonaparte lève le siège de cette ville et gagne les victoires de Lonato, de Castiglione, de Roveredo, de Bassano et de Saint-Georges, et Wurmser se réfugie dans Mantoue. Alvinzi arrive alors avec 40,000 hommes et l'on croit Bonaparte perdu. Le général français quitte Vérone et semble retraiter, mais bientôt il tourne à gauche et se dirige le long de l'Adige vers les marais d'Arcole. Là, la belle cavalerie autrichienne ne peut manœuvrer et le combat a lieu sur d'étroites chaussées. La bataille dure trois jours et Bonaparte est victorieux et rentre à Vérone. A Rivoli (14 janvier 1797) il défait encore Alvinzi, et Wurmser est obligé de capituler à Mantoue. L'Autriche oppose à Bonaparte son meilleur général, l'archiduc Charles, mais celui-ci est vaincu à la Piave, au Tagliamento, et l'armée française arrive à Léoben, à trente lieues de Vienne. L'Autriche épuisée signe un armistice, le 18 avril 1797. Hoche et Moreau s'avançaient aussi sur Vienne,

mais leurs opérations militaires étaient éclipsées par la merveilleuse campagne du général de l'armée d'Italie, et c'était bien celui-ci qui dictait les conditions du glorieux traité de Campo-Formio (18 octobre 1797). La Belgique était annexée à la France, l'Autriche reconnaissait la République Cisalpine en Italie et la souveraineté de la France sur la rive gauche du Rhin et sur les îles Ioniennes. Malheureusement Venise était sacrifiée et donnée à l'Autriche.

Le 18 Fructidor. — Pendant la campagne d'Italie le Directoire s'était discrédité par sa faiblesse et par ses actes arbitraires. En 1797 un grand nombre de royalistes furent élus membres des deux conseils, et même un royaliste, Barthélemy, fut élu Directeur. Il y eut alors le coup d'état du 18 Fructidor (4 septembre 1797), par lequel, avec l'aide du général Augereau et d'une armée de douze mille hommes, on condamna à la déportation cinquante-trois députés et deux Directeurs, Barthélemy et Carnot. Ce dernier n'avait fait que protester contre des actes illégaux, et sa disparition et la mort de l'intègre et illustre Hoche laissaient le champ libre à l'ambition de Bonaparte. Celui-ci, cependant, à son retour à Paris, se montra peu en public et sembla s'occuper de ses fonctions de membre de l'Institut bien plus que de projets guerriers. Cette réserve n'était qu'apparente, car nommé général de l'armée d'Angleterre, il persuada au Directoire que le meilleur moyen de vaincre l'Angleterre était de l'attaquer en Égypte et aux Indes. Le Directoire fut heureux d'éloigner Bonaparte de Paris, et l'expédition d'Égypte fut résolue.

Campagne d'Égypte. — Bonaparte partit de Toulon le 19 mai 1798, prit Malte, débarqua à Alexandrie, et vainquit les Mamelucks à la bataille des Pyramides, où il dit à ses

soldats : "Quarante siècles vous regardent !" Il s'empara ensuite du Caire et y fonda l'Institut d'Égypte qui a rendu de si grands services à la science. Tout lui avait réussi et il pensait déjà à la conquête des Indes, quand il apprit la
5 destruction de sa flotte par Nelson, dans la baie d'Aboukir. Cet événement ne découragea pas Bonaparte et il résolut de faire la conquête de la Syrie, sans laquelle aucun conquérant n'a jamais pu conserver l'Égypte. Il prit Gaza et Jaffa, gagna la bataille du Mont-Thabor, mais assiégea en
10 vain Saint-Jean-d'Acre, habilement défendue par Sidney Smith. Il dut retourner en Égypte où il vainquit les janissaires turcs sur la presqu'île d'Aboukir. Il reçut bientôt de mauvaises nouvelles de France et il se décida à quitter l'Égypte. Il laissa le commandement de l'armée à Kléber,
15 réussit à échapper à la flotte de Nelson et débarqua à Fréjus le 9 octobre 1799. Kléber se défendit héroïquement après le départ de son chef, mais il fut assassiné, et l'Égypte fut perdue pour les Français. Bonaparte, néanmoins, avait gagné une immense renommée par cette expé-
20 dition lointaine, et le sort de la France était entre ses mains.

Le 18 Brumaire. — Pendant l'absence de Bonaparte en Égypte une coalition de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, et des gouvernements italiens s'était formée
25 contre la France. Il y avait eu de grands revers, l'Italie avait été perdue, et il avait fallu la victoire de Zurich, gagnée par Masséna sur les Russes, pour sauver la France. Brune avait aussi vaincu les Anglais en Hollande. A son retour Bonaparte trouvait la situation militaire moins cri-
30 tique. Quant à la situation politique elle était déplorable : le gouvernement du Directoire avait plongé le pays dans

l'anarchie et le désordre. Aussi le coup d'état du 18 Brumaire (9 novembre 1799) fut-il reçu avec acclamation par la grande majorité des Français. Bonaparte renversait par la force le gouvernement légal, mais il devait y substituer un pouvoir fort et éclairé. Au Directoire inepte succédait le glorieux Consulat. Le général Bonaparte devenait le Premier Consul et le maître de la France.

Le Consulat. — Marengo. — L'époque du Consulat est la plus belle de la vie de Napoléon. Son gouvernement fut réellement réparateur : il étouffa avec la plus grande vigueur l'insurrection dans l'Ouest, en Vendée, en Bretagne, et en Basse-Normandie, et rétablit l'ordre partout, dans les finances comme dans l'administration. Il écrivit personnellement à Georges III, d'Angleterre, et à l'empereur François II pour les inviter à mettre fin à la guerre, et n'ayant pas reçu de réponse favorable il se prépara à écraser de nouveau l'Autriche, comme dans sa première campagne. Il confia à Masséna la défense du pays entre Nice et Gênes, et donna à Moreau en Allemagne une armée de 110,000 hommes, pour refouler les Autrichiens sur la Bavière. Lui-même devait franchir les Alpes et attaquer Mélas en Italie. Masséna résista à des forces deux fois supérieures aux siennes, puis se renferma dans Gênes et se défendit pendant deux mois contre une immense armée. Moreau battit Kray, le rejeta dans Ulm, et l'empêcha de secourir Mélas. Le Premier Consul trompa l'ennemi sur ses intentions, réunit une armée par petits détachements et traversa les Alpes au Grand Saint-Bernard. Cette entreprise hardie eut un plein succès, et l'armée française pénétra en Italie, sans que le général autrichien se fût douté de l'approche de l'ennemi. Bonaparte entra à Milan et fut bientôt attaqué par Mélas.

Celui-ci fut repoussé à Montebello par Lannes, mais attaqua de nouveau les Français, le 14 juin 1800, à Marengo. Là fut livrée une des batailles les plus décisives dont l'histoire fasse mention. Le matin Lannes et Victor résistèrent plu-
5 sieurs heures à toute l'armée autrichienne ; Bonaparte arriva ensuite avec la garde consulaire et ne put repousser l'ennemi. Mélas se croyait déjà vainqueur, lorsque parut Desaix avec six mille hommes. Ce vaillant homme avait été détaché sur Novi, mais en entendant le canon il avait marché
10 à l'ennemi. La bataille, presque perdue, fut regagnée après une brillante charge de cavalerie de Kellermann. La victoire, malheureusement, avait coûté la vie à Desaix. On a voulu enlever à Napoléon la gloire de la victoire de Marengo, mais, comme le dit si bien Thiers, le véritable vainqueur est
15 celui qui a combiné un plan grandiose et l'a exécuté avec une précision merveilleuse. Il est vrai qu'il fut bien servi par ses lieutenants, mais il savait leur inspirer une audace, un enthousiasme, une énergie, qui leur firent souvent défaut plus tard, lorsqu'ils n'étaient pas dirigés directement par
20 leur chef extraordinaire.

Paix de Lunéville et paix d'Amiens. — La victoire de Marengo fut suivie de celle de Hohenlinden, que gagna Moreau en Allemagne, le 3 décembre 1800. La paix avec l'Autriche fut signée à Lunéville, en février 1801, et avec
25 l'Angleterre, en mars 1801, à Amiens. Le Premier Consul avait su faire la paix aussi bien que la guerre ; la France entière l'acclamait. Il fut nommé Consul pour dix ans, puis Consul à vie ; il sera bientôt l'Empereur Napoléon.

**Sage administration du Premier Consul. — Le Con-
30 cordat.** — L'administration du Premier Consul fut parfois despotique, mais le plus souvent sage et éclairée. Il rédui-

sit la liste des émigrés à ceux qui avaient porté les armes contre la France, et fit rentrer ainsi dans leur pays un grand nombres d'hommes de l'ancien régime, dont la plupart se rallièrent au nouvel ordre de choses. Il protégea les acquéreurs de biens nationaux, mais rendit généralement aux anciens propriétaires les biens qui n'avaient pas été vendus. Il établit une centralisation administrative excessive, qui dure jusqu'à présent, et eut le pouvoir absolu. Ses trois plus grandes institutions sont le Concordat, le Code civil, et la Légion d'honneur. Le Concordat fut conclu, le 15 juillet 1801, avec le pape Pie VII et mit fin à l'anarchie religieuse qui existait depuis plusieurs années. La religion catholique fut reconnue comme étant celle de la grande majorité des Français, "le clergé fut salarié par l'État, les évêques nommés par le chef de l'État et confirmés par le pape, les curés nommés par les évêques." Il y eut un *Te Deum* solennel à Notre-Dame, le 18 avril 1802, pour célébrer la restauration officielle des cérémonies religieuses. Dans cette œuvre de pacification Bonaparte devait être puissamment aidé par Chateaubriand, l'auteur du "Génie du Christianisme." Les principales mesures du Concordat furent étendues aux religions protestante et juive, dont les ministres sont aussi salariés par l'État.

Le Code Civil. — La Légion d'Honneur. — Le Code civil, commencé par la Convention, fut achevé sous le Consulat, grâce à l'énergie de Bonaparte; et quoique des jurisconsultes célèbres y eussent travaillé, on a donné à juste titre à cette grande œuvre le nom de Code Napoléon. L'institution de la Légion d'honneur récompense le mérite dans tous les rangs de la société. C'est une des créations les plus durables de Napoléon.

Expédition à Saint-Domingue. — Le Premier Consul s'occupa de la politique étrangère avec l'énergie qu'il avait déployée pour la guerre et pour l'administration intérieure. Il envoya une expédition à Saint-Domingue pour réprimer
5 l'insurrection des noirs et fit transporter en France et garder dans une dure captivité, Toussaint Louverture, le chef des noirs. Saint-Domingue, néanmoins, fut perdue pour la France et pour la civilisation.

Rupture de la paix d'Amiens. — Exil de Moreau. —
10 L'Angleterre s'inquiéta de la grande extension en Europe de la puissance de la France et refusa de rendre Malte, selon les conditions du traité d'Amiens. La paix fut rompue en 1803 et ne devait plus être rétablie, aussi longtemps que gouvernerait Napoléon. Celui-ci avait vendu en
15 1803 aux États-Unis la belle colonie de la Louisiane, qu'il avait reprise aux Espagnols peu auparavant. Il prévoyait la rupture de la paix d'Amiens et savait qu'il n'aurait pu défendre la Louisiane contre la puissante flotte des Anglais. Pitt lui suscita partout des ennemis, et il eut à déjouer la
20 conspiration royaliste de Cadoudal et de Pichegru. Cadoudal fut exécuté ; quant au vainqueur de la Hollande il n'avait aucune moralité et s'étrangla dans sa prison. Moreau, le vainqueur de Hohenlinden, fut accusé d'avoir trempé dans le complot et fut exilé en Amérique. Bonaparte
25 n'avait eu aucune pitié pour ce grand général, qui n'était pas alors traître, et qui devait terminer sa carrière dans une armée ennemie, frappé par un boulet français.

Exécution du duc d'Enghien. — Cette conspiration des royalistes, ce complot contre sa vie, irrita profondément le
30 Premier Consul et lui fit commettre un acte impolitique et cruel. Pour frapper les royalistes de terreur il fit enlever

le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, du territoire neutre du grand-duché de Bade, et le fit conduire à Vincennes, où il fut jugé et fusillé la même nuit (mars 1804).

L'Empire. — Le 18 mai 1804, le Sénat proclama Napoléon Empereur des Français ; le peuple, par un vote presque unanime, ratifia l'établissement de l'Empire, et le 2 décembre 1804, le pape vint de Rome pour couronner à Notre-Dame le nouveau Charlemagne. Napoléon voulait frapper l'imagination de ses sujets par une fête grandiose, mais il ne voulait tenir sa couronne de personne ; aussi l'arracha-t-il des mains du pape et la posa-t-il lui-même sur sa tête. L'Empereur d'Occident n'était plus le César Germanique ; c'était le soldat de la Révolution qui succédait à Frédéric Barberousse et à Charles-Quint !

Ulm et Austerlitz. — Napoléon s'entoura d'une cour et tâcha d'imiter le faste de l'ancien régime. Il eut de grands dignitaires, aux fonctions honorifiques, mais il n'oublia pas ses anciens compagnons d'armes. Il nomma immédiatement quatorze maréchaux de France et leur fit partager sa gloire et sa fortune. Ses frères et ses sœurs devinrent princes et princesses, son beau-fils, Eugène de Beauharnais, fut vice-roi d'Italie. Il y eut la dynastie des Bonapartes, comme il y avait eu celles des Valois et des Bourbons, mais cette nouvelle dynastie avait été créée par l'épée ; pour qu'elle durât il fallait toujours vaincre. Napoléon conçut le projet d'envahir l'Angleterre et rassembla une grande armée à Boulogne. Il fit des préparatifs immenses pour traverser la Manche, et eût peut-être réussi, sans l'incapacité de l'amiral Villeneuve et le génie de Nelson. Pitt suscita une nouvelle coalition contre la France, et Napoléon dut

quitter Boulogne et se rendre en Allemagne. Les coups qu'il porta aux alliés furent irrésistibles : il détruisit à Ulm l'armée autrichienne de Mack, et le 2 décembre 1805, remporta sur les empereurs de Russie et d'Autriche la brillante victoire d'Austerlitz. Il adressa alors à ses soldats une proclamation célèbre qui se termine par ces paroles grandioses :

"Soldats, lorsque tout ce qui est nécessaire pour assurer le bonheur et la prospérité de votre patrie sera accompli, je vous ramènerai en France ; là vous serez l'objet de mes plus tendres sollicitudes. Mon peuple vous reverra avec joie, et il vous suffira de dire : J'étais à la bataille d'Austerlitz, pour que l'on vous réponde : Voilà un brave."

La Confédération du Rhin. — Après Austerlitz l'empereur d'Autriche ne fut plus empereur d'Allemagne. La Confédération du Rhin fut fondée sous le protectorat de la France, l'Autriche fut entièrement exclue de l'Italie, Joseph Bonaparte devint roi de Naples, Louis, roi de Hollande, et des principautés furent données à Murat, mari de Caroline Bonaparte, à Pauline et à Élisa, les deux autres sœurs de Napoléon.

Iéna. — L'éclatante victoire d'Austerlitz avait fait oublier, jusqu'à un certain point, la bataille de Trafalgar (21 octobre 1805), où Nelson vainquit les flottes combinées de la France et de l'Espagne et mourut au moment du triomphe. Napoléon ne pouvait plus attaquer l'Angleterre chez elle ; il lui fallait vaincre tous les alliés de son ennemie. Ce fut la Prusse qui succomba après l'Autriche. Le Grand Frédéric n'existait plus, et son successeur ne sut pas maintenir la gloire acquise par la guerre de Sept ans. La Prusse joignit la coalition contre la France et fut envahie et vaincue avec

une rapidité incroyable. Napoléon quitta Paris, le 26 septembre 1806, et le 14 octobre il gagna sur le prince de Hohenlohe la grande bataille d'Iéna. Le même jour le maréchal Davout détruisait à Auerstädt l'armée du duc de Brunswick. On ne vit jamais pareil désastre : quinze jours avaient suffi pour renverser la monarchie prussienne. Le roi de Prusse s'enfuit de sa capitale et alla implorer l'aide de l'empereur de Russie.

Le blocus continental. — Friedland, Tilsit. — Napoléon data de Berlin le blocus continental, par lequel il fermait aux marchandises anglaises l'entrée de tous les ports du continent. Cet acte d'un arbitraire inouï amena bien des désastres. Rien, cependant, ne semblait pouvoir résister au génie du conquérant. Il pénétra en Pologne, livra aux Russes la bataille indécise d'Eylau, puis les vainquit complètement à Friedland (14 juin 1807). La paix fut signée à Tilsit (18 juillet 1807). L'empereur Alexandre fut fasciné par le génie de son adversaire et parut disposé à partager le monde avec lui : à Napoléon, l'Occident ; à Alexandre, l'Orient. Le vainqueur d'Austerlitz, d'Iéna, et de Friedland eut, dès lors, une ambition sans bornes et crut pouvoir tout oser. Il traita Frédéric Guillaume de Prusse avec dureté et la belle et malheureuse reine Louise avec indignité. Le sort voulut que ce fût le fils des vaincus de 1806 qui renversa l'empire de Napoléon III en 1870. Étrange inconstance des choses humaines !

Monuments et travaux publics. — L'activité de Napoléon comme admistrateur était, nous l'avons dit, aussi grande que comme capitaine. Il fit faire de beaux et utiles travaux publics, construisit d'admirables monuments et encouragea le commerce et l'industrie. Il fallait la paix pour continuer

ces grandes œuvres, et malheureusement en Napoléon la guerre était incarnée. Son despotisme était servi par un merveilleux génie, et sa puissance paraissait irrésistible.

Guerre d'Espagne. — Le Portugal n'observe pas le blocus
5 continental, l'Empereur envoie Junot, qui prend Lisbonne sans coup férir ; le pape n'est pas docile aux ordres de Napoléon, on lui enlève ses États, dont on fait des départements français ; Charles IV, d'Espagne, se querelle avec son fils Ferdinand, Napoléon intervient, les détrône tous
10 deux et donne la couronne de Philippe II à son frère Joseph. Il place Murat sur le trône de Naples ; il avait déjà donné le royaume de Westphalie à son jeune frère Jérôme. L'audace de cet homme est réellement incroyable, et jusqu'ici son heureuse fortune ne l'est pas moins.
15 C'est à partir de l'affaire d'Espagne en 1808 que commencent les revers. Les Espagnols ne se soumettent pas à un roi imposé par l'étranger et se défendent avec héroïsme. Napoléon pénètre en Espagne et il est partout victorieux, mais il lui faut aller combattre l'Autriche et, en son absence,
20 ses meilleurs lieutenants sont tenus en échec ou vaincus par Arthur Wellesley, si célèbre plus tard sous le nom de duc de Wellington.

Wagram. — Le Roi de Rome. — La campagne de 1809 contre l'Autriche est très belle, mais Napoléon rencontre
25 plus de résistance qu'en 1805. Il a pour adversaire le grand général, l'archiduc Charles, et quoiqu'il gagne la bataille d'Eckmühl et qu'il prenne Vienne, il faut qu'il traverse le Danube et qu'il livre la bataille indécise d'Essling, avant qu'il puisse vaincre à Wagram (6 juillet 1809). Il
30 enlève à l'Autriche une grande portion de son territoire et demande pour femme la petite-fille de Marie-Thérèse. Il

répudie la bonne Josephine et épouse Marie-Louise. Celle-ci lui donne, le 20 mars 1811, un héritier qu'il nomme le roi de Rome, et il croit, et le monde croit que la fortune lui sera encore favorable. L'année 1812 ne répond pas aux promesses de 1811, et un grand désastre viendra ébranler le trône du père et du fils, du grand Empereur et du petit roi de Rome.

Campagne de Russie. — En 1810 Louis Bonaparte, ne pouvant être indépendant dans son royaume, abdiqua, et immédiatement la Hollande fut réunie à la France. Les villes Hanséatiques : Brême, Lübeck, et Hambourg, eurent le même sort, la Galicie fut ajoutée au grand-duché de Varsovie ; le duc d'Oldenbourg, oncle du tzar, fut dépossédé. On ne savait plus quelles seraient les limites de l'Empire Français, et l'Europe entière était inquiète. Le tzar Alexandre n'observa pas strictement le blocus continental et ne le pouvait pas ; alors Napoléon résolut de faire la conquête de la Russie. Il reprit ses rêves d'une expédition aux Indes et se voyait déjà maître de Moscou, de St. Pétersbourg, et de l'Asie. Cette vision lui fit commettre la faute immense d'entreprendre la campagne de Russie, avant d'avoir pacifié l'Espagne. S'il eût consacré toute sa puissance, tout son génie, à cette dernière tâche, il eût infailliblement réussi, mais il crut que ses maréchaux suffiraient. Il rassembla une Grande Armée de plus de six cent mille hommes, dont le tiers étaient des auxiliaires, et traversa le Niémen, le 24 juin 1812. Les Russes firent une résistance opiniâtre à Smolensk, puis retraitèrent en dévastant le pays. Napoléon marcha sur Moscou, qu'il prit après la sanglante bataille de la Moskowa ou de Borodino, gagnée sur Kutusow, et crut qu'Alexandre implorerait la paix. Il vit, ce-

pendant, que la guerre était à outrance, lorsqu'il fut obligé de quitter Moscou, incendiée peu avant l'arrivée des Français par le gouverneur Rostopchine. La Grande Armée, réduite à quatre-vingt mille hommes, commença sa désas-
5 treuse retraite, le 19 octobre 1812. Le froid devint bientôt intense, les provisions manquèrent, et il fallut se défendre à chaque pas contre l'ennemi. A la Bérésina il fallut construire des ponts parmi des blocs de glace et traverser la rivière au milieu de la mitraille ennemie. Les ponts se rompirent,
10 et des milliers d'hommes périrent ou furent faits prisonniers. Le héros de la retraite de Russie fut Ney, *le brave des braves ;* ce fut lui qui sauva les débris de l'armée, car Napoléon avait dû se hâter de retourner à Paris pour prévenir une conspiration. La guerre de Russie avait en réalité brisé sa
15 puissance, mais ce prodigieux athlète devait encore lutter glorieusement avant de tomber.

Campagne de 1813. — Napoléon eut à faire face en 1813 à une sixième coalition des anciens ennemis de la France et sut encore vaincre. Il gagna avec de jeunes conscrits les ba-
20 tailles de Lützen, de Bautzen, et de Dresde, où fut tué Moreau à côté de l'Empereur de Russie ; mais après Leipzig, où il avait tenu en échec, pendant trois jours, une armée bien supérieure en nombre à la sienne, il retraita vers la France. La retraite de Leipzig commença par un désastre :
25 on fit sauter trop tôt le pont sur l'Elster et un grand nombre d'hommes furent noyés ou pris. A Hanau les Bavarois furent écrasés, et Napoléon rentra en France. Il ne s'agissait plus de faire des conquêtes, il fallait maintenant défendre le sol de la patrie envahie par quatre armées.

30 **Campagne de 1814 — Première abdication.** — Dans la campagne de 1814 l'Empereur Napoléon redevint le général

Bonaparte et renouvela les merveilles de 1796. Il tint tête avec soixante mille hommes à trois cent mille et les vainquit partout où il les rencontra : à Saint-Dizier, à Brienne, à Champaubert, à Montmirail. Il fit des prodiges, mais il ne put repousser le flot d'envahisseurs qui pénétraient en France de tous côtés. Les ennemis marchèrent sur Paris, et Napoléon se préparait à frapper un grand coup, quand il apprit que Marmont avait capitulé et que Paris était au pouvoir des alliés. Napoléon signa une abdication à Fontainebleau, le 6 avril 1814, fit ses adieux à sa vieille garde et partit pour l'île d'Elbe. L'Empereur des Français, le maître de la France et de l'Europe, avait maintenant pour royaume une petite île dans la Méditerranée !

Retour de l'île d'Elbe. — Louis XVIII, frère de Louis XVI, fut appelé au trône. C'était un homme intelligent et sensé, mais quoiqu'il eût octroyé une charte au pays, il fut obligé de faire des concessions aux émigrés et de revenir quelque peu aux idées de l'ancien régime. Il fut bientôt très impopulaire, et Napoléon crut qu'il pouvait chasser les Bourbons et remonter sur le trône. Il quitta l'île d'Elbe, le 1er mars 1815, avec une poignée d'hommes, et débarqua près de Cannes. Cette entreprise paraissait insensée, mais l'Empereur ne rencontra aucune opposition : les soldats que Louis XVIII envoya contre lui passèrent de son côté, et les chefs, parmi lesquels Ney et Labédoyère, firent de même. Le 20 mars 1815, Napoléon rentra aux Tuileries et commença son nouveau règne de Cent Jours. Il parut disposé à adopter un système plus libéral de gouvernement, mais n'eut pas le temps de faire voir s'il était sincère. A la nouvelle du rétablissement de Napoléon les alliés résolurent de recommencer la guerre.

Waterloo. — Il y avait en Belgique une armée d'Anglais et de Hollandais sous Wellington et une armée de Prussiens sous Blücher. Napoléon résolut de ne pas attendre l'attaque des alliés, et il conçut le plan d'attaquer Wellington et
5 Blücher, de les séparer l'un de l'autre et de les vaincre l'un après l'autre. Son plan fut admirable et réussit d'abord. Ney maintint Wellington aux Quatre Bras, et Napoléon vainquit Blücher à Ligny et à Fleurus. Grouchy fut chargé de poursuivre Blücher, et Napoléon attaqua Wellington à Water-
10 loo (18 juin 1815). Victor Hugo a donné dans ses "Misérables" une admirable description de la bataille de Waterloo et a dit que Napoléon fut vaincu par la fatalité. Sans vouloir diminuer le mérite de ses ennemis on peut dire qu'il arriva un concours inouï de circonstances malheureuses. Le général
15 Bonaparte les eût peut-être surmontées, l'échappé de l'île d'Elbe ne déploya pas, dit-on, son activité accoutumée, et ne put écraser Wellington avant l'arrivée de Blücher. Celui-ci échappa à Grouchy et rejoignit Wellington, qui ne résistait que par un miracle d'énergie. Ce fut alors une déroute com-
20 plète, malgré l'héroïsme de Ney et de la vieille garde. A Waterloo Napoléon fut vaincu ! Abandonné de tous, comme en 1814, l'Empereur se rendit aux Anglais et, prisonnier de l'Europe, fut envoyé à Sainte-Hélène, au milieu de l'Atlantique.

25 **Sainte-Hélène.** — L'Angleterre ne traita pas son illustre captif avec générosité, et le geôlier, Hudson Lowe, manqua de tact et de grandeur d'âme. Napoléon subit un long martyre à Sainte-Hélène et dicta des Mémoires éloquents sur sa prodigieuse carrière. Il mourut le 5 mai 1821 et a
30 laissé un nom comme capitaine qu'on ne peut comparer qu'à ceux d'Alexandre, d'Annibal et de César. Il fut un grand

destructeur d'hommes, il fut ambitieux, il fut égoïste, il laissa la France plus petite qu'il ne l'avait trouvée, mais aussi il propagea dans toute l'Europe les principes de la Révolution, il créa des institutions qui durent encore et il donna à la France une gloire qui l'a consolée dans ses dé- 5 faites, en lui rappelant que, s'il y a eu Sedan, il y a eu aussi Iéna, après Rosbach.

CHAPITRE XII

LA RESTAURATION, LA MONARCHIE DE JUILLET, ET LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

LOUIS XVIII ET CHARLES X, LOUIS-PHILIPPE, LOUIS-NAPOLÉON

Louis XVIII. — Après Waterloo il y eut une faible tentative pour faire nommer Napoléon II avec un conseil de régence, mais Louis XVIII remonta sur le trône. Le rôle de ce monarque, aux idées modérées et réellement patriote, fut bien plus difficile qu'en 1814. Les alliés étaient exaspérés de la campagne de Waterloo et firent payer cher à la France l'engouement qui l'avait jetée dans les bras de Napoléon, après son retour de l'île d'Elbe. Une indemnité de guerre de plus d'un milliard de francs fut exigée, les œuvres d'art enlevées par Napoléon, des différents pays conquis, furent renvoyées à leurs anciens possesseurs, le territoire fut mutilé, Nice et la Savoie furent perdues, et une armée étrangère devait occuper le sol de la France pendant trois ans. La Belgique et la Hollande formèrent le royaume des Pays-Bas, et toutes les puissances alliées furent agrandies aux dépens de la France.

La Terreur blanche. — Richelieu, Decazes. — A l'intérieur il y eut une réaction terrible contre les hommes de la Révolution et de l'Empire, et des assassinats et de nombreuses exécutions eurent lieu. Le brave Labédoyère fut fusillé, et, crime impardonnable, Ney, *le brave des braves*,

tomba sous des balles françaises. La chambre de 1815 fut plus royaliste que le roi et se livra à de tels excès qu'elle fut dissoute par Louis XVIII. Celui-ci n'approuvait pas la *Terreur blanche*, mais n'eut pas assez de force pour empêcher bien des actes criminels. L'histoire lui sait gré de son administration généralement sage et éclairée, mais ne peut lui pardonner le meurtre du maréchal Ney. Un de ses ministres, le duc de Richelieu, obtint du tzar Alexandre que les troupes étrangères fussent retirées du territoire français, et un autre ministre, Decazes, fut un homme aux idées libérales. Malheureusement, le 13 février 1820, le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, frère du roi, fut assassiné. Le fils aîné du comte d'Artois, le duc d'Angoulême, avait épousé la fille de Louis XVI et n'avait pas d'enfant. En tuant le duc de Berry l'assassin avait cru anéantir la race des Bourbons, mais la duchesse de Berry donna naissance à un fils qui fut nommé duc de Bordeaux, et plus tard, comte de Chambord.

Guerre d'Espagne en 1823. — Mort de Louis XVIII. — Decazes tomba et eut pour successeur Richelieu, qui ne fut pas aussi libéral qu'en 1815. Puis avec Villèle vint le triomphe des ultra-royalistes jusqu'à la fin du règne de Louis XVIII. Le roi ne résista que faiblement à un grand nombre de mesures d'oppression, dont la plus étrange fut la guerre d'Espagne, en 1823. Ferdinand VII s'était montré un monstre de cruauté, et ses sujets s'étaient révoltés pour obtenir de lui un gouvernement constitutionnel. La France joua le triste rôle d'aider un roi à opprimer son peuple. Une armée, commandée par le duc d'Angoulême, ne rencontra presque pas de résistance en Espagne, excepté à la prise du Trocadéro, près de Cadix, et Ferdinand VII

fut rétabli sur son trône. Louis XVIII mourut l'année suivante, le 16 septembre 1824. Il est le seul souvrain qui soit mort en France depuis la chute de Louis XVI. Comme Charles II d'Angleterre il était las de voyager et avait
5 réussi à mourir roi. Son frère, Charles X, ne fut que trop comme Jacques II, et, comme le dernier des Stuarts, fut chassé de son royaume et mourut dans l'exil.

Charles X. — Le nouveau roi avait soixante-sept ans; c'était un homme peu intelligent et à l'esprit étroit. Il se
10 fit sacrer à Reims en grande pompe, et pendant tout son règne tâcha de revenir aux principes de l'ancienne monarchie. Malgré l'opposition de libéraux tels que le général Foy et autres hommes éclairés, beaucoup de lois réactionnaires furent passées, entre autres l'indemnité d'un milliard
15 aux émigrés. Une action glorieuse, la victoire de Navarin (16 octobre 1827), gagnée par les escadres de la France, de l'Angleterre et de la Russie, sur la flotte turque, donna un moment de popularité au gouvernement de Charles X. La France fut heureuse de voir la Grèce acquérir son indé-
20 pendance. Néanmoins Villèle tomba en 1828 et fut remplacé par Martignac, qui essaya en vain de revenir à des idées libérales. En août 1829, Charles X forma un ministère où entrèrent l'émigré Polignac, et Bourmont qui avait trahi Napoléon et la France à Waterloo. Les Bour-
25 bons marchaient à la ruine et semblaient avoir oublié les terribles leçons de la Révolution. Charles X profita de la nouvelle de la glorieuse prise d'Alger par la flotte française, envoyée pour venger une insulte faite au consul français par le dey, et, le 26 juillet 1830, parurent les ordonnances
30 qui ramenaient la France en grande partie aux institutions de l'ancien régime : " 1° dissolution de la chambre des dé-

putés; 2° modification des conditions électorales; 3° suppression de la liberté de la presse."

La Révolution de Juillet 1830. — Dès que furent publiées les ordonnances de Charles X l'insurrection commença à Paris et devint une Révolution. Il y eut trois jours de combats, 27, 28 et 29 juillet; le roi et son fils furent faibles et indécis et le maréchal Marmont ne sut pas les défendre; l'Hôtel de Ville et le Louvre furent pris, la garde nationale fut rétablie sous le commandement de La Fayette, et quoique Charles X eût abdiqué en faveur du duc de Bordeaux, il fut obligé de consentir à quitter la France. Le malheureux roi s'embarqua à Cherbourg pour l'Angleterre. Il avait voulu être roi de droit divin comme son ancêtre, Louis XIV, et n'était pas de son temps. Son petit-fils fut appelé Henri V, mais il ne régna jamais sur la France et fut toute sa vie un Prétendant honnête et consciencieux.

"Hernani."— La chute de Charles X termine cette période de l'histoire qu'on appelle la Restauration. Ce fut une époque pleine de luttes politiques, mais qui fut brillante au point de vue littéraire. Il y eut une vraie renaissance en littérature, et Lamartine et Victor Hugo écrivirent d'admirables poèmes. L'année 1830, qui marque la chute des Bourbons, vit paraître ce beau drame de l'école romantique, "Hernani," digne d'être comparé à l'immortel "Cid" par les vers forts et harmonieux et le sentiment chevaleresque.

Louis-Philippe. — Le trône ayant été déclaré vacant par l'abdication de Charles X, le duc d'Orléans fut élu roi par la chambre des députés, "non *parce que* Bourbon, mais *quoique* Bourbon." Le roi accepta une charte plus libérale

que celle de Louis XVIII et prit le nom de Louis-Philippe Ier, roi des Français. Il admettait qu'il tenait ses droits du peuple, et la monarchie de droit divin fut dès lors impossible en France. Le gouvernement de Juillet fut une
5 monarchie constitutionnelle où, selon le mot de Thiers, "le roi règne et ne gouverne pas." Louis-Philippe ne put se résigner à ce rôle passif, et trop souvent il essaya de gouverner sous le nom de ses ministres. Il était un homme habile et avait de grandes vertus domestiques. Il éleva ses
10 fils dans les lycées publics et ils devinrent tous des hommes de mérite.

Casimir Périer. — La duchesse de Berry. — La Révolution de Juillet eut un immense retentissement en Europe : la Belgique se sépara de la Hollande, la Pologne se révolta
15 contre la Russie, les libéraux s'agitèrent en Italie, et il y eut une réforme électorale en Angleterre. Louis-Philippe soutint l'indépendance de la Belgique et refusa l'annexion de ce pays à la France et la couronne de Belgique pour un de ses fils. Il voulut la paix avec l'Europe, presque à tout
20 prix, et humilia parfois la France pour atteindre son but. Après le ministère Dupont et le ministère Laffitte, Casimir Périer devint président du conseil, en 1831. C'était un homme d'une grande capacité et d'une grande énergie et il ne permit pas au roi de gouverner. Il réprima d'une main
25 ferme tous les troubles à l'intérieur, et son administration des affaires étrangères fut habile et digne. Il mourut malheureusement du choléra en 1832. Cette même année la duchesse de Berry pénétra en Vendée pour organiser une insurrection en faveur de son fils. Elle déploya beaucoup
30 d'héroïsme mais n'eut pas de succès. En 1832 aussi mourut le fils de Napoléon, que son père avait nommé roi de Rome

à sa naissance et qui fut duc de Reichstadt en Autriche. Cette mort enlevait un compétiteur qui eût pu être redoutable à Louis-Philippe.

Thiers et Guizot. — Pendant plusieurs années les principaux ministres de la monarchie de Juillet furent le maréchal Soult, le duc de Broglie, Molé, Guizot, et Thiers. Ce dernier fit ramener en France en 1840 les restes de Napoléon et ranima la légende impériale. On érigea au grand Empereur un admirable mausolée sous le dôme des Invalides.

La Révolution de Février 1848. — En 1840 l'Angleterre, de concert avec la Russie, l'Autriche et la Prusse, força Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte, à rendre la Syrie à la Turquie. La France n'avait pas été consultée, et Thiers fit des préparatifs de guerre. Louis-Philippe voulut la paix, et Thiers fut remplacé par Guizot. Ce grand historien ne fut pas un grand homme d'État, et son administration, de 1840 à 1848, fut souvent anti-libérale et faible à l'extérieur. Le duc d'Orléans, fils aîné de Louis-Philippe, un patriote sincère, un homme brave et éclairé, périt par un accident de voiture en 1842. Sa mort était un grand malheur et laissait héritier du trône un enfant de quatre ans, le comte de Paris. En 1848 l'opposition contre Guizot et contre le roi devint très vive, et l'on organisa dans les différents arrondissements des banquets populaires où l'on attaquait le gouvernement. Le 22 février 1848 un banquet, qui devait avoir lieu dans le douzième arrondissement, fut défendu. Une insurrection éclata : on se battit le 23 et le 24, et le roi abdiqua, le 24 à midi, en faveur du comte de Paris. Ce fut en vain, cependant, que la duchesse d'Orléans alla à la Chambre des députés pour revendiquer les droits de son

fils, un gouvernement provisoire fut formé et la République fut proclamée à l'Hôtel de Ville. Louis-Philippe tomba avec moins de dignité que Charles X et, comme celui-ci, se réfugia en Angleterre.

5 **La Conquête de l'Algérie.** — L'événement le plus important et le plus glorieux du règne de Louis-Philippe fut la conquête presque complète de l'Algérie. Après la prise d'Alger, en 1830, le gouvernement français résolut de conquérir toute l'Algérie. Un gouverneur général fut nommé 10 et la conquête fut poussée avec énergie. La ville de Constantine fut prise et l'on fit une rude guerre au brave et habile émir Abd-el-Kader. Celui-ci remporta souvent des succès sur les Français, mais le général Bugeaud, ayant été nommé gouverneur général, s'occupa de la colonisation aussi bien 15 que de la guerre. Le duc d'Aumale, fils de Louis-Philippe, enleva la *smalah*, la famille et les troupeaux d'Abd-el-Kader, en 1843, et l'émir s'enfuit dans le Maroc qu'il souleva contre les Français. Bugeaud gagna en 1844 sur l'empereur du Maroc la bataille d'Isly, et Abd-el-Kader fut fait prisonnier 20 en 1848 par le général Lamoricière. Il fut libéré en 1852 et fut depuis un ami sincère de la France. La conquête de l'Algérie fut complétée en 1857 par le maréchal Randon, qui soumit la grande et la petite Kabylie. L'Algérie est divisée aujourd'hui en trois départements : Alger, Oran, et 25 Constantine, et envoie des représentants à la Chambre des députés et au Sénat.

Lamartine et le drapeau tricolore. — Le gouvernement provisoire, nommé après l'abdication de Louis-Philippe, était composé de Lamartine, Dupont de l'Eure, Arago, 30 Marie, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin et Crémieux. Ce fut Lamartine qui fut le héros de la Révolution de 1848. Au

milieu de l'émeute à l'Hôtel de Ville il fit écarter le drapeau rouge et remplacer le drapeau blanc des Bourbons par le drapeau tricolore. Ses paroles furent réellement grandioses : "Je repousserai jusqu'à la mort ce drapeau de sang . . . Le drapeau rouge n'a jamais fait que le tour du Champ de Mars, traîné dans le sang du peuple en 91 : le drapeau tricolore a fait le tour du monde, avec le nom, la gloire et la liberté de la Patrie."

Le suffrage universel. — Une des principales mesures du gouvernement provisoire fut l'établissement du suffrage universel. Tous les Français âgés de vingt et un ans devenaient électeurs. La France n'était pas prête pour un pareil ordre de choses et il y eut de grands troubles en 1848. On voulut assurer le travail à l'ouvrier et l'on ouvrit des ateliers nationaux, où l'on donnait un salaire d'un franc par jour. Cent mille ouvriers se présentèrent, et l'utopie des ateliers nationaux dut être abandonnée, ainsi que bien d'autres projets chimériques.

Le général Cavaignac. — Le 4 mai eut lieu l'ouverture de l'Assemblée Constituante, élue en avril par le suffrage universel. Le pouvoir exécutif fut confié par l'Assemblée à Lamartine, Arago, Garnier-Pagès, Marie, et Ledru-Rollin, mais après une émeute, le 15 mai, et une insurrection, le 23 juin, la dictature fut confiée, le 24 juin, au général Cavaignac. Il y eut des combats terribles à Paris pendant quatre jours, mais Cavaignac réussit à vaincre les insurgés. Pendant l'insurrection Monseigneur Affre, archevêque de Paris, fut tué en portant des paroles de paix aux insurgés. Les journées de juin 1848 furent parmi les plus terribles de l'histoire des révolutions en France et furent d'un triste présage pour la nouvelle République.

La Deuxième République. — Cavaignac maintint l'ordre jusqu'à ce que la nouvelle constitution eût été proclamée, le 12 novembre 1848, et jusqu'à l'élection présidentielle du 10 décembre. La constitution était des plus défectueuses et
5 devait amener un conflit entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Il y avait une seule Assemblée, nommée directement par le suffrage universel pour trois ans et indissoluble. Il devait y avoir aussi un Conseil d'État, élu par l'Assemblée pour six ans. Le Président était élu,
10 comme l'Assemblée, par le suffrage universel. Il devait rester en fonctions quatre ans et n'était rééligible qu'après un intervalle de quatre ans. Il était responsable, et ses ministres nommés par lui l'étaient aussi. La revision de la constitution était rendue si difficile qu'elle était presque im-
15 possible. Avec Cavaignac pour Président le pays eût été assuré contre un coup d'État, mais au lieu de ce républicain sincère et intègre, de cet homme loyal et patriote, ce fut Louis-Napoléon Bonaparte qui fut élu Président de la République par une immense majorité. Lamartine, si populaire
20 en février, n'eut que quelques milliers de voix.

Louis-Napoléon Bonaparte. — Le nouveau chef de la nation, le *Prince-Président*, était fils de Louis Bonaparte et d'Hortense de Beauharnais. Dans sa jeunesse il avait combattu en faveur de l'indépendance italienne, et en
25 1836, à Strasbourg, et en 1840, à Boulogne, il avait essayé de renverser Louis-Philippe. Ces deux entreprises étaient insensées, et il avait été enfermé en 1840 au château de Ham. Il s'évada six ans après et alla vivre en Angleterre. Après la Révolution de Février il avait été élu membre de
30 l'Assemblée Constituante. Il dut son élection à la présidence à la légende napoléonienne, ranimée en partie par

les chansons de Béranger et par les vers vraiment épiques que consacra Victor Hugo à la mémoire du grand vaincu de Waterloo. Le nom de Napoléon représentait aussi aux yeux du peuple un principe d'autorité et d'ordre, et, après l'insurrection de juin, on voulut d'un gouvernement fort. 5

Affaires d'Italie. — Le premier ministère de Louis-Napoléon fut présidé par Odilon Barrot, un homme de mérite, mais il n'y eut guère d'accord entre le Président et l'Assemblée Constituante, dont le mandat n'était pas encore expiré. Les affaires d'Italie excitaient un grand 10 intérêt en France. La Révolution de 1848 avait eu encore plus d'influence en Europe que celle de 1830. Les États italiens sujets à l'Autriche avaient tâché de se libérer, et Charles-Albert, roi de Piémont, était venu à leur secours. L'Autriche fut victorieuse, et Charles-Albert abdiqua en 15 faveur de son fils Victor Emmanuel, qui devait, longtemps après, réaliser les projets de son père et rendre l'Italie indépendante, grâce à l'aide qu'il reçut de la France. A Rome le pape Pie IX fut renversé et une république proclamée sous le fameux Mazzini. La France intervint, Rome fut 20 prise par le général Oudinot et Pie IX rétabli, à condition qu'il accorderait des réformes à son peuple. Le pouvoir temporel du pape dura jusqu'à la chute de l'empire de Napoléon III.

Le Coup d'État du Deux Décembre. — L'Assemblée 25 Législative, qui succéda à l'Assemblée Constituante, fut composée, en grande partie, de monarchistes et fut bientôt en désaccord complet avec le Président. Celui-ci voulut obtenir une revision de la constitution, pour qu'il pût être réélu après l'expiration de son mandat de quatre ans. 30 N'ayant pas réussi dans son projet de revision, Louis-

Napoléon pensa à se faire nommer empereur, tandis que la majorité de l'Assemblée voulait le rétablissement de la monarchie sous le comte de Chambord ou le comte de Paris. Le Prince-Président enleva au général Changarnier le commandement de l'armée de Paris, et, le 2 décembre 1851, il fit arrêter les députés qui lui étaient hostiles et déclara l'Assemblée dissoute. Il réprima toute résistance et fit tirer dans les rues de Paris sur le peuple insurgé. Par un plébiscite il fit fixer ses pouvoirs à dix ans, et, le 2 décembre 1852, il fut proclamé empereur. Le peuple avait approuvé par son vote le Coup d'État de 1851. Louis-Napoléon avait voulu imiter le 18 Brumaire, mais il fut bien plus coupable que le général Bonaparte. Celui-ci n'avait pas juré de maintenir le gouvernement qu'il renversait, et la France avait besoin de son merveilleux génie. La déloyauté apparente des membres de l'Assemblée, en 1851, n'excusait pas le parjure du Prince-Président. Il était de son devoir de s'opposer à une restauration monarchique et de défendre la République. L'homme vraiment loyal est fidèle à son serment, quoi qu'il arrive.

CHAPITRE XIII

LE SECOND EMPIRE

NAPOLÉON III

Le Second Empire. — Dans un discours célèbre, prononcé à Bordeaux, le 7 octobre 1851, Louis-Napoléon avait dit : "Certaines personnes se disent : *l'Empire, c'est la guerre !* — Moi, je dis : *l'Empire, c'est la paix !* — C'est la paix ; car la France la désire, et, lorsque la France est satisfaite, le monde est tranquille." Ce fut une étrange paix que cette période de l'Empire, pendant laquelle il y eut quatre grandes guerres, et qui se termina par la défaite.

Mariage de l'Empereur. — Peu après la proclamation de l'Empire Napoléon III épousa une Espagnole d'une grande beauté, Mlle Eugénie de Montijo. En 1856 un fils lui naquit ; ce fut le Prince Impérial né, comme le roi de Rome, héritier d'un grand Empire, mais destiné à une fin bien plus tragique que le fils de Napoléon Ier.

La guerre de Russie. — Le nouvel Empereur fut reconnu par tous les gouvernements de l'Europe, mais avec mauvaise grâce par Nicolas Ier, tzar de Russie. Ce fut un présage de la rupture qui éclata en 1854 entre la France et la Russie. Nicolas voulut exercer un protectorat sur les chrétiens d'Orient et menaça Constantinople. Napoléon III eut donc un excellent prétexte pour déclarer la guerre

à la Russie, c'était de reprendre la politique traditionnelle de la France, empêcher les grands États d'absorber ou d'opprimer les plus faibles. L'Angleterre, non plus, ne pouvait permettre l'extension de la puissance du tzar en Turquie, et l'on vit un fait étrange en 1854, le neveu de Napoléon Ier, le conquérant, et l'adversaire implacable de l'Angleterre, devenir le champion du maintien du système d'équilibre en Europe et l'allié de l'Angleterre. Le principal théâtre de la guerre fut la Crimée, où se trouve la forte ville de Sébastopol. L'armée des alliés était commandée par le maréchal de Saint-Arnaud et, en cas de mort de celui-ci, devait être sous le commandement de lord Raglan. Les Russes furent vaincus à la bataille de l'Alma, le 14 septembre 1854, et les alliés assiégèrent Sébastopol. Cette forteresse fut admirablement défendue par le grand ingénieur Todleben et résista toute une année aux attaques des alliés. Saint-Arnaud mourut du choléra, quinze jours après la victoire de l'Alma, et le général Canrobert devint le chef de l'armée française.

Balaklava et Inkermann. — Ce fut pendant la guerre de Crimée qu'une brigade de cavalerie légère anglaise attaqua seule à Balaklava un corps d'armée russe. Tout le monde connaît le beau poème où le grand poète Tennyson célèbre l'héroïque charge de la brigade anglaise. A Inkermann les Anglais soutinrent bravement une attaque de forces supérieures, et l'arrivée du général Bosquet et des Français donna la victoire aux alliés. Malgré ces succès les armées assiégeantes souffrirent beaucoup des rigueurs de l'hiver sur le plateau de Chersonèse, et les souffrances des Russes furent aussi horribles. Néanmoins le grand Todleben résistait à toutes les attaques, quoique les alliés

eussent reçu pour auxiliaires une armée de 15,000 Piémontais. Cavour, l'habile ministre de Victor-Emmanuel, avait compris de quelle importance il était pour son pays d'entrer dans le concert européen.

Prise de Sébastopol. — En février 1855 Omer-Pacha, général des Turcs, débarqua à Eupatoria et repoussa une attaque des Russes. Peu après cet événement (2 mars 1855) l'empereur Nicolas mourut, brisé par ses défaites. Son successeur, Alexandre II, continua la guerre, et le siège de Sébastopol parut interminable. Canrobert, le général en chef des Français, donna sa démission et resta simple général de division, tandis que Pélissier devenait général en chef. Lord Raglan mourut du choléra en juin et eut pour successeur le général Simpson. Les Russes furent vaincus par les Français et les Piémontais au combat de Traktir, et le 8 septembre, après un furieux assaut, Sébastopol fut évacué et la flotte russe détruite. Ce fut le commencement de la brillante fortune du général de MacMahon. Cet officier s'était distingué dans les guerres d'Afrique, mais à la prise de Sébastopol il fut héroïque. S'étant emparé de Malakof, on vint lui dire que la tour était minée; il répondit: "J'y suis, j'y reste."

Le traité de Paris de 1856. — Le traité de Paris (30 mars 1856) mit fin à la guerre dite de Crimée. La Russie perdit la Bessarabie, la navigation du Danube fut libre et la mer Noire fut neutralisée. La France avait joué un rôle glorieux dans cette guerre, mais s'était acquis pour bien des années l'hostilité de la Russie, qui, au moment du désastre de 1870, assista impassible au démembrement de son ancienne ennemie de 1854 et de 1855. Heureusement que le souvenir de Sébastopol s'est effacé depuis.

L'isthme de Suez. — Le nouveau Paris. — L'année du traité de Paris (1856) marqua le commencement d'une grande œuvre, le percement de l'isthme de Suez entrepris par Ferdinand de Lesseps et accompli à travers mille obstacles en 1867. En 1855 avait eu lieu une exposition universelle, et la France paraissait glorieuse et prospère sous le second Empire. Napoléon III, avec l'aide du baron Hausmann, préfet de la Seine, fit un nouveau et admirable Paris en abattant les maisons dans les rues étroites et en traçant de grands boulevards et des avenues superbes. On doit, cependant, regretter la disparition, en grande partie, du Paris historique et pittoresque.

La campagne d'Italie. — Magenta et Solférino. — Depuis les traités de 1815 l'Autriche dominait en Italie, où elle possédait la Lombardie et la Vénétie. Le Piémont avait essayé en 1848 de s'opposer à l'influence autrichienne, mais avait été vaincu. Après la guerre de Crimée le ministre Cavour crut que le moment était venu de résister encore une fois à l'Autriche et il fit conclure un traité secret entre la France et le Piémont. Le 3 mai 1859 Napoléon III lança une proclamation où il disait : "L'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique." Ces paroles de l'Empereur électrisèrent les patriotes italiens et furent applaudies par les libéraux français, mais la promesse que faisait Napoléon III à l'Italie n'était pas facile à tenir. La guerre, cependant, fut heureuse dès le commencement. Il y eut des combats glorieux à Montebello et à Palestro et deux grandes victoires, à Magenta et à Solférino. On s'attendait à l'indépendance de toute l'Italie, lorsque Napoléon III, qui s'était trouvé

sur les champs de bataille ainsi que Victor-Emmanuel, signa à Villafranca des préliminaires de paix, suivis du traité de Zurich (10 novembre 1859). La Lombardie était cédée au Piémont mais la Vénétie restait autrichienne, et Nice et la Savoie étaient annexées à la France, si le peuple de ces provinces témoignait de leur adhésion par un plébiscite. Napoléon III avait dû arrêter la marche de son armée en Italie, car l' Allemagne s'agitait et il craignait des complications européennes. Les Italiens en voulurent à la France de n'avoir pas complètement écrasé l'Autriche ; ils auraient dû se rappeler que sans Magenta et Solférino il n'y aurait jamais eu de royaume d'Italie. Pendant la campagne de 1859 le général de MacMahon, le héros de Malakof, acquit une grande renommée et fut fait maréchal et duc de Magenta.

Annexion de Nice et de la Savoie. — Garibaldi. — En avril 1860 il y eut des élections à Nice et en Savoie pour décider de la réunion à la France, et le vote fut affirmatif à une immense majorité. Ces deux provinces étaient françaises d'origine, de langue et d'inclination. De même que Nice et la Savoie s'étaient données à la France, les duchés de Parme et de Modène, la Toscane et la Romagne voulurent être annexés au Piémont pour fonder l'unité italienne. Le plus grand artisan de l'unité, après Victor Emmanuel et Cavour, fut le général Garibaldi. Avec les célèbres *Mille* volontaires il envahit la Sicile en 1860, remporta la victoire de Marsala et prit Palerme. Il fit ensuite la conquête de la ville de Naples, et aidé du général piémontais Cialdini, il s'empara de tout le royaume des Deux Siciles, qui fut réuni au nouveau royaume d'Italie, dont la capitale fut Florence. A part Venise et Rome Victor Emmanuel était

roi de toute d'Italie. Il acquit Venise après la défaite de l'Autriche par la Prusse en 1866 à Sadowa, malgré la défaite des Italiens à Custozza et à Lissa. Quant à Rome Garibaldi tâcha de s'en emparer et fut vaincu à Mentana
5 par une armée française. Ce ne fut que le 20 septembre 1870 que Victor Emmanuel s'empara de Rome, après la chute de Napoléon III, et en fit la capitale du nouveau royaume d'Italie. Cavour ne vit pas ce grand événement; il mourut en 1861.

10 **La Chine, la Cochinchine, le Mexique.** — En novembre 1860 Napoléon III fit reparaître, selon l'expression d'Henri Martin, un "*lambeau* du régime parlementaire" en accordant au Sénat et au Corps législatif le droit de voter une adresse annuelle, en réponse au discours de la Couronne, et
15 en permettant la publication des débats dans le journal officiel. L'opposition au gouvernement se faisait sentir davantage, quoique en apparence toutes les entreprises de l'Empereur eussent réussi. Il eut encore un grand succès dans une guerre contre la Chine, par laquelle les ports chi-
20 nois furent ouverts au commerce européen. La conquête de la Cochinchine fut aussi commencée vers cette époque. Jusqu'ici toutes les guerres du second Empire avaient eu un but que des hommes raisonnables pouvaient approuver, mais la guerre du Mexique en 1862 fut une entreprise in-
25 sensée. Elle commença par une expédition que firent l'Angleterre, la France, et l'Espagne à Vera Cruz pour obtenir des réparations pour des exactions commises envers les négociants étrangers. Napoléon III conçut alors l'idée d'établir au Mexique un empire latin et offrit ce trône
30 chancelant à Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche. Le chef de la république mexicaine était Benito Juarez, de

race indienne. Il résista avec énergie à l'invasion des Français, mais ceux-ci, commandés par les généraux Forey et Bazaine, prirent Puebla et bientôt Mexico. Il y eut une Assemblée Constituante à Mexico, par laquelle Maximilien fut élu empereur. Il était, en realité, imposé aux Mexicains 5 par l'armée française et ne pouvait rester sur le trône qu'à l'aide de celle-ci. Ces événements avaient lieu pendant la grande guerre civile aux États-Unis entre le Nord et le Sud de la république américaine. Lorsque la paix fut rétablie aux États-Unis, en 1865, le gouvernement américain fit savoir, 10 en 1866, à Napoléon III que, d'après la doctrine Monroe, on ne pouvait permettre au Mexique l'établissement d'une monarchie sous l'influence d'un gouvernement européen. C'eût été la pire des folies que d'entreprendre une guerre contre les États-Unis pour maintenir l'illusoire empire mexi- 15 cain. L'armée française fut retirée et Maximilien fut livré à ses seules ressources. Le malheureux empereur fut fait prisonnier à Queretaro et fusillé avec deux de ses généraux, le 19 juin 1867. Sa femme, Charlotte, devint folle.

L'Empire libéral. — L'issue désastreuse de la guerre du 20 Mexique ranima les adversaires de l'Empire. Depuis plusieurs années déjà il y avait à la Chambre les fameux Cinq, c'est-à-dire cinq républicains, dont les plus connus sont Ernest Picard, Jules Favre et Émile Ollivier. Aux élections de 1863 Thiers et Berryer furent élus membres de la 25 Chambre ou Corps Législatif. L'Empereur nomma Rouher président du Conseil d'État et donna le ministère de l'instruction publique à Victor Duruy, le célèbre historien, qui fit faire de grands progrès à la cause de l'éducation. Rappelons ici qu'avant Rouher le principal conseiller de Na- 30 poléon III avait été Morny, un des auteurs du Coup d'État

du 2 Décembre. L'Empereur fit encore des concessions en 1867 à l'opinion publique, qui demandait un gouvernement plus libéral, et en 1869, il abdiqua le pouvoir despotique qu'il avait exercé depuis 1851 et établit l'Empire Libéral dont, chose étrange, Émile Ollivier, l'ancien républican, fut le premier ministre. Les élections de 1869 avaient fait entrer à la Chambre Garnier-Pagès et trois hommes qui jouèrent depuis un grand rôle : Gambetta, Jules Simon et Jules Ferry.

Le plébiscite de 1870. — Ce fut le 2 janvier 1870 qu'Émile Ollivier forma le premier cabinet de l'Empire Libéral, et le 8 mai 1870, un plébiscite fut soumis au peuple pour "approuver les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur." Le plébiscite fut voté à une immense majorité et l'Empire sembla consolidé. Il touchait, cependant, à sa fin. L'Exposition Universelle de 1867 avait été très belle, la France était prospère et paraissait satisfaite de ses institutions politiques, et Napoléon III eût pu mourir sur le trône et son fils eût pu lui succéder, sans la terrible guerre de 1870, amenée par les fautes du gouvernement impérial.

Aveuglement de Napoléon III. — Napoléon III avait été aussi aveugle en 1866 que Frédéric-Guillaume de Prusse en 1806. Celui-ci avait laissé vaincre l'Autriche et la Russie à Austerlitz en 1805, puis avait déclaré la guerre en 1806 et avait été écrasé. Napoléon III avait laissé enlever le Sleswig-Holstein au Danemark par la Prusse et l'Autriche et avait laissé écraser l'Autriche à Sadowa en 1866. Lorsque la Prusse fut devenue une grande puissance militaire et eut écarté l'Autriche de l'Allemagne, ce fut alors que la France, sans alliés, déclara la guerre à la Prusse.

Causes de la guerre de 1870. — Il y avait longtemps que la Prusse attendait l'occasion qui lui fut offerte en 1870. Elle avait à cette époque un roi sage, Guillaume Ier, un grand tacticien, Moltke, un ministre de génie, Bismarck, et une armée nombreuse et bien disciplinée. La France, au contraire, était gouvernée par un homme malade et visionnaire et n'était nullement préparée pour une grande guerre. Napoléon III, cependant, eût dû s'attendre à un conflit avec la Prusse, car dès 1867 cette dernière puissance avait empêché la France de faire l'acquisition du Luxembourg, à laquelle consentait le roi de Hollande. En juillet 1870 la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne fut posée par le député aux Cortès, Salazar, et par le maréchal Prim. Le ministre des affaires étrangères, le duc de Gramont, dit à l'ambassadeur prussien à Paris que la France ne pourrait tolérer sur le trône d'Espagne un prince de la famille de Hohenzollern. L'opinion fut unanime à ce sujet à Paris, et partout en Europe on comprit que la France avait raison, mais Gramont agit avec un tel manque de tact que bientôt le bon droit parut être du côté de la Prusse. L'ambassadeur français, Benedetti, reçut ordre de voir le roi Guillaume à Ems pour obtenir de lui "qu'il conseillât au prince de Hohenzollern de revenir sur son acceptation." Le roi répondit qu'il avait fait savoir au prince que s'il retirait son acceptation il l'approuverait. Le 12 juillet, trois jours après l'entrevue de l'ambassadeur français et du roi de Prusse, la candidature du prince Léopold fut retirée par une dépêche de son père au maréchal Prim. L'incident eût dû être terminé, mais Gramont, dans sa folie, "télégraphia, le soir, à Benedetti de demander au roi l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau la candidature."

Le 13 juillet l'ambassadeur français eut une audience du roi Guillaume, et celui-ci refusa l'assurance demandée. Il devait revoir Benedetti le soir ; sur ses entrefaites il reçut de l'ambassadeur prussien à Paris des nouvelles qui le froissèrent, et il fit dire à Benedetti "qu'il donnait son approbation entière et sans réserve au désistement du prince Léopold ; qu'il ne pouvait faire davantage." Le roi refusa le même jour d'accorder une nouvelle audience à Benedetti, en disant "qu'il était obligé de refuser absolument d'entrer dans de nouvelles négociations sur l'objet en question." La situation était grave, mais il n'y avait pas encore de rupture irréparable. Bismarck, alors, qui désirait la guerre, fit publier qu'il y avait eu des rapports offensants entre le roi et l'ambassadeur. Gramont le crut ou feignit de le croire, et le bruit courut à Paris que le roi Guillaume avait insulté Benedetti. Il y eut partout une grande excitation, surtout à la Chambre, où Thiers parla en vain en faveur de la paix, et le 20 juillet la déclaration de guerre fut lue par Émile Ollivier devant le Corps législatif. Napoléon III avait compté sur l'aide de l'Autriche et des États de l'Allemagne du Sud ou, au moins, sur la neutralité de ceux-ci. Il n'en fut rien, et la France seule eut à faire face à l'Allemagne entière unie contre elle.

La France mal préparée pour la guerre. — Jamais la France n'avait été aussi mal préparée pour la guerre qu'elle ne le fut en 1870. Le maréchal Niel avait commencé la réorganisation de l'armée, mais il était mort avant d'avoir pu mettre son système en pratique, et le maréchal Lebœuf, ministre de la guerre en 1870, n'avait rien fait, quoiqu'il eût déclaré que le pays était prêt pour le conflit avec la Prusse. Il y avait une armée sur le papier ; en réalité il n'y eut que deux cent mille hommes de disponibles au com-

mencement des hostilités. L'état dans lequel se trouvait la France était inexcusable, vu la richesse du pays et l'esprit d'un peuple essentiellement guerrier. Le gouvernement de l'Empire était bien blâmable ; il avait été despotique et avait tenu le peuple dans l'ignorance des affaires du pays. On croyait qu'il y avait une armée nombreuse et bien équipée, et l'on criait : " à Berlin ! " à Paris pendant qu'une armée allemande de près d'un million d'hommes était prête à franchir la frontière.

L'Empereur se rend à l'armée. — L'Empereur partit de Saint-Cloud, le 28 juillet, pour se rendre à l'armée et confia la régence à l'Impératrice. Il ne devait plus jamais revoir Paris. Il avait avec lui son fils, le Prince Impérial, âgé de quatorze ans, à qui on voulait donner le baptême du feu. Napoléon III ne manquait pas de courage personnel, mais il n'avait pas de génie militaire et sa santé était très mauvaise en 1870. Sa présence à l'armée ne pouvait être que nuisible.

Premières hostilités. — Les hostilités commencèrent le 2 août par une escarmouche à Sarrebruck ; le 4, le général Abel Douai fut vaincu et tué à Wissembourg ; le 6, Mac-Mahon fut défait en Alsace, à Wörth, par le Prince Royal de Prusse. Ce fut à cette journée qu'eut lieu la fameuse charge des cuirassiers, à Reichshoffen. Cette vaillante cavalerie fut anéantie par l'artillerie prussienne. Le jour même de la bataille de Wörth, ou de Froeschviller, le général Frossard fut défait à Spicheren, ou Forbach, par l'armée de Steinmetz. Le commencement de la campagne avait été désastreux pour les Français ; ceux-ci avaient combattu partout avec héroïsme, mais avaient été écrasés par le nombre.

Sedan. — La nouvelle des désastres du 4 et du 6 août fit tomber le ministère d'Émile Ollivier. Aucun change-

ment d'administration ne pouvait, cependant, arrêter l'invasion. MacMahon retraita sur Châlons, où l'Empereur vint le rejoindre ; et Bazaine, à la tête de 190,000 hommes, la seule armée réelle qui restât à la France, essaya de franchir
5 la Moselle pour se replier aussi sur Châlons par la route de Verdun. Il fut repoussé sur Metz par la grande armée du prince Frédéric Charles, après les terribles batailles de Borny, de Gravelotte, de Rezonville, de Mars-la-Tour, et de Saint-Privat. MacMahon reforma une armée au camp de Châlons,
10 et, au lieu de retraiter vers Paris pour défendre la capitale, il fut résolu d'aller au secours de Bazaine enfermé dans Metz. A Sedan le roi Guillaume, avec des forces plus que doubles, attaqua les Français le 1er septembre. MacMahon fut blessé au commencement de l'action, et le commande-
15 ment passa au général Wimpffen, arrivé la veille d'Algérie. L'armée française résista vaillamment mais fut complètement défaite, et le 2 septembre, une capitulation fut signée par laquelle l'armée entière (104,000 hommes) fut faite prisonnière de guerre. Napoléon III fut envoyé en captivité à
20 Wilhelmshöhe, ancien château de son oncle, Jérôme, roi de Westphalie.

Chute de l'Empire. — Lorsqu'on apprit à Paris la nouvelle de Sedan le gouvernement impérial fut renversé, le 4 septembre ; un gouvernement provisoire fut formé, et la Ré-
25 publique fut proclamée à l'Hôtel de Ville, comme en 1848. La situation était, cependant, autrement grave qu'après la chute de Louis-Philippe. L'Empire était tombé et il fallait maintenant combattre pour sauver la France envahie et défaite. Le gouvernement provisoire ne put vaincre, mais
30 il sauva l'honneur du pays, et l'honneur, c'est ce qu'il y a de plus précieux, pour les nations comme pour les individus !

BORMAY & CO., ENGR'S, N.Y.

CHAPITRE XIV

LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

GAMBETTA, THIERS, ET SADI CARNOT

Gouvernement de la Défense nationale. — Le gouvernement qui succéda à l'Empire s'appela "gouvernement de la Défense nationale." Il était présidé par le général Trochu et composé des membres de la députation de Paris: Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Ernest Picard, Jules Simon et Henri Rochefort. Dans la prévision du siège de Paris une délégation fut envoyée à Tours et, le 7 octobre 1870, Gambetta partit en ballon et se rendit aussi à Tours. Il devint bientôt l'âme de la défense nationale. Toute la France était animée de l'esprit de Jules Favre, qui avait dit: "Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses." Il aurait fallu, cependant, l'intervention de l'Europe pour arrêter les succès des Prussiens, et Thiers alla en vain dans toutes les cours pour solliciter l'aide des grandes puissances. Paris fut investi le 19 septembre, Strasbourg capitula le 28 septembre, et Metz le 27 octobre. Le maréchal Bazaine livra une armée de 110,000 hommes, le matériel de guerre et les drapeaux. Il n'avait pas fait tout ce que l'honneur lui conseillait de faire, et il fut plus tard

accusé de trahison et condamné par une cour martiale. La reddition de Metz avait déjoué les grands projets de Gambetta. Cet homme énergique avait su créer une armée et il espérait venir au secours de Paris assiégé. Le général
5 Trochu ferait une sortie, et l'armée prussienne se trouverait prise entre deux feux. La capitulation de Metz permettait à Frédéric Charles de joindre son armée aux troupes qui assiégeaient Paris, ou de s'avancer vers la Loire ; dès lors il n'y eut plus d'espoir pour la grande ville.

10 **Gambetta.** — Les proclamations que lança Gambetta furent d'une éloquence extraordinaire, et on ne saurait trop admirer son enthousiasme patriotique. Il dit un jour à l'armée : "Vous êtes la jeunesse française, l'espoir armé de la patrie ; vous vaincrez ! et, après avoir rendu à la
15 France son rang dans le monde, vous resterez les citoyens d'une république paisible, libre et respectée." Il y eut de rares victoires, d'Aurelle de Paladines à Coulmiers, de Garibaldi à Châtillon et à Autun, de Faidherbe à Bapaume ; il y eut une glorieuse retraite de Chanzy sur Le Mans ; il y eut
20 l'héroïque résistance de Belfort ; partout ailleurs ce furent des défaites, et les braves armées organisées par l'énergie de Gambetta furent détruites ou réduites à l'impuissance.

Le siège de Paris. — Le siège de Paris dura quatre mois et demi et il se livra autour de la ville des combats acharnés :
25 à Champigny, au Bourget, à Buzenval. Paris souffrit du bombardement, du froid et de la famine, et il fallut capituler, le 28 janvier 1871. Un armistice de trois semaines fut signé pour permettre l'élection d'une Assemblée Nationale. Gambetta ne voulait pas que l'on permît à ceux qui
30 avaient servi l'Empire d'être éligibles, et n'étant pas d'accord avec ses collègues de la Défense nationale, il donna sa

démission. Il avait été presque dictateur pendant six mois et avait rendu d'immenses services à son pays. Il fut bientôt rappelé sur la scène politique.

Thiers "chef du pouvoir exécutif de la république française." — Les élections eurent lieu le 8 février 1871; l'Assemblée se réunit le 12 à Bordeaux, et le 13 le gouvernement de la Défense nationale cessa d'exister. Jules Grévy fut élu président de l'Assemblée, et Thiers "chef du pouvoir exécutif de la république française." Ce grand patriote avait été élu dans vingt-six départements; Gambetta dans neuf. Victor Hugo, Louis Blanc et Edgar Quinet furent élus à Paris. L'armistice ayant été prolongé jusqu'au 26 février, Thiers signa ce jour-là même les préliminaires de paix. Les conditions du vainqueur étaient bien dures: cinq milliards de francs d'indemnité; l'Alsace, moins Belfort; une partie de la Lorraine, avec Metz et Thionville; occupation du territoire jusqu'au paiement de l'indemnité. On pouvait croire que la France ne se relèverait jamais d'un pareil désastre, mais tel ne fut pas le cas; le 5 septembre 1873, l'indemnité avait été totalement payée et les Prussiens avaient quitté le sol de la France. On donna à Thiers le titre glorieux de "Libérateur du territoire."

Traité de Frankfort. — Les préliminaires de paix avaient été ratifiés par l'Assemblée, et le traité définitif fut signé à Frankfort, le 10 mai 1871. La Prusse était triomphante. Déjà le roi Guillaume avait été proclamé empereur d'Allemagne, à Versailles, le 18 janvier 1871.

L'insurrection de la Commune de Paris. — L'Assemblée Nationale transporta le siège du gouvernement à Versailles, le 20 mars. Le 18 mars avait éclaté la terrible in-

surrection de la Commune de Paris. Thiers agit avec une grande vigueur : le 6 avril le siège de Paris commença ; le 28 mai, les troupes du gouvernement, commandées par MacMahon, entrèrent dans la ville. Pendant le siège les
5 insurgés avaient fusillé l'archevêque de Paris, Monseigneur Darboy, et autres ôtages, avaient renversé la colonne Vendôme et avaient brûlé les Tuileries, l'Hôtel de Ville et d'autres édifices publics. Citons à ce sujet les paroles suivantes de M. Pierre de Coubertin : "Malgré les tenta-
10 tives qui ont été faites depuis pour donner à ce mouvement un caractère socialiste et humanitaire qu'il n'eut jamais, le temps, qui atténue tant de choses, n'a rien enlevé de leur horreur aux sombres souvenirs de 1871. L'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas, le second siège de
15 Paris, les orgies et les bouffonneries de la Commune, le massacre des derniers jours et cette fin immonde et bestiale dans le sang et dans le pétrole, passèrent sur la France comme un cauchemar."

Tentative de restauration monarchiste. — L'Assemblée
20 de 1871 était composée en majorité de monarchistes et eut de fréquents démêlés avec Thiers, qui avait adopté franchement la République. Cet homme d'État fit preuve d'une activité extraordinaire et prononça des discours pleins de sagesse devant l'Assemblée. Celle-ci s'était déclarée *Cons-*
25 *tituante*, le 28 août 1871, et avait donné au chef du pouvoir exécutif le titre de *Président de la République*. Ce n'était pas par amour pour la République que l'Assemblée avait adopté le décret du 28 août 1871. Elle tâchait de ramener la monarchie en faisant une fusion entre les légitimistes et les
30 Orléanistes, entre les partisans du comte de Chambord et ceux du comte de Paris. *Henri V*, cependant, refusa

d'abandonner le drapeau blanc et le droit divin, et préféra ses principes à la royauté. La restauration royaliste fut ajournée, mais les monarchistes voulurent mettre Thiers de côté, et, le 24 mai 1873, le premier Président de la Troisième République donna sa démission, après un vote hostile de l'Assemblée. Thiers fut remplacé par le maréchal de MacMahon. L'Assemblée Nationale avait été ingrate envers Thiers et n'eût pas dû oublier qu'il avait sauvé Belfort, qu'il avait libéré le territoire et que, sous son administration, le premier emprunt de cinq milliards de francs avait été atteint et le second emprunt de trois milliards et demi couvert quinze fois.

Le comte de Chambord. — En renversant Thiers le but de la majorité de l'Assemblée avait été de rétablir la monarchie, mais le maréchal de MacMahon n'aida pas directement le parti royaliste. Le Prétendant, d'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, fut le principal obstacle à la restauration de la royauté. Le 5 juillet 1873, le comte de Paris alla à Frohsdorf saluer le chef de la Maison de Bourbon, et la réconciliation de la branche aînée et de la branche cadette fut effectuée. On avait tout préparé pour l'entrée du *roi* à Paris, lorsque celui-ci fit savoir, le 27 octobre 1873, qu'il ne retrancherait rien de ses précédentes déclarations. "Pas de conditions, pas de garanties," disait-il. "Je suis le pilote nécessaire, le seul capable de conduire le navire au port, parce que j'ai mission et autorité pour cela." Le comte de Chambord ne régna jamais et mourut en 1883. Le comte de Paris devint l'héritier des droits de son cousin, mais *Philippe VII* n'eut pas toujours la sagesse d'*Henri V.*

Le Septennat. — Le 19 novembre 1873 le Septennat fut voté, par lequel les pouvoirs de MacMahon furent prorogés

pour sept ans. La République se consolidait, malgré les royalistes, et par leur aide involontaire. Il était évident que le gouvernement républicain était le seul possible, le seul offrant des garanties de stabilité. Aussi, en 1875, des
5 lois constitutionnelles furent votées et formèrent ce qu'on a appelé la constitution de 1875, qui, avec peu de changements, dure encore.

La constitution de 1875. — "Le pouvoir législatif est donné à deux chambres : la Chambre des députés et le Sénat.
10 "La Chambre des députés est élue pour quatre ans par le suffrage universel direct.

"Le Sénat se compose de trois cents membres, dont soixante-quinze inamovibles sont élus par le Sénat lui-même. Les deux cent vingt-cinq autres sénateurs sont élus dans les
15 départements par les députés, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissement et un délégué de chaque conseil municipal. Ils sont élus pour neuf ans, et renouvelables par tiers tous les trois ans.

"Le pouvoir exécutif est confié à un président de la
20 République.

"Le président est élu pour sept ans par les deux Chambres réunies en congrès. La constitution est *revisable*, c'est-à-dire qu'elle peut être modifiée par les deux Chambres réunies en congrès." [1]

25 Le président est rééligible ; il peut dissoudre la Chambre des députés avec le consentement du Sénat. Les ministres sont responsables. Le nombre des députés est d'environ six cents.

Depuis 1884 il n'y a plus de sénateurs inamovibles ; les
30 successeurs des soixante-quinze inamovibles, élus par le

[1] *Cours Complet d'Histoire de France*, par Blanchet et Pinard.

Sénat en 1875, sont maintenant élus de la même manière que les autres sénateurs.

Le 16 Mai 1877. — Le 8 mars 1876 les pouvoirs de l'Assemblée Nationale de 1871 prirent fin, et il y eut un Parlement composé de deux Chambres. Les monarchistes n'avaient plus la majorité à la Chambre des députés, dont le président fut Jules Grévy. Jules Simon était président du conseil des ministres, le 16 mai 1877, lorsque MacMahon lui signifia brusquement qu'il lui retirait sa confiance. Le Président nomma un royaliste, le duc de Broglie à la place de Jules Simon, et la Chambre fut dissoute. Il y eut une grande agitation dans le pays, et le peuple, aux élections du 14 octobre, blâma "le coup d'État *moral*"[1] du 16 mai, en envoyant encore à la Chambre une majorité républicaine. Le maréchal se soumit à la volonté du peuple et "rentra dans la vérité parlementaire, dans la pratique assurée des institutions." Le pays se calma, et l'Exposition universelle de 1878 fut un grand succès. Cependant, en 1879, les républicains ayant obtenu la majorité au Sénat, MacMahon se démit de ses fonctions de président, le 30 janvier 1879. M. de Coubertin a dit de lui: "Il fit le 16 mai, parce qu'on l'amena à croire à un danger imaginaire que courait la France. Mal conseillé, il tomba dans le piège qu'on lui tendait et ne redevint lui-même qu'après avoir 'déchiré ce voile d'arguments passionnés qu'on tendait devant ses yeux.' En réalité il était 'obsédé par le souci de la légalité,' et le destin ironique condamna sa mémoire à porter le poids de mesures arbitraires dont il fut à peine responsable." C'est de MacMahon qu'on a dit qu'il devait "se soumettre ou se démettre."

[1] Pierre de Coubertin, *L'Évolution Française sous la Troisième République.*

Jules Grévy. — Jules Grévy fut élu Président quelques heures après qu'on eut reçu la démission de MacMahon. La transmission des pouvoirs sous la République se faisait sans révolution.

5 **Le Grand Ministère.** — Gambetta fut élu président de la Chambre des députés ; il était le seul homme en France qui eût toute la confiance des différents groupes républicains : gauche, centre-gauche, extrême gauche, et il eût dû être appelé à former un Cabinet. Ce ne fut qu'en no-
10 vembre 1881 qu'il devint président du conseil et qu'il forma le *grand ministère*. Malheureusement on crut encore voir en lui le dictateur de 1871, et il fut renversé, après être resté au pouvoir seulement deux mois et demi. Ce grand citoyen mourut, le 31 décembre 1882, dans toute la
15 plénitude de ses remarquables facultés d'homme d'État, et on lui fit des funérailles splendides.

Événements importants sous la présidence de Jules Grévy. — Sous la présidence de Jules Grévy les événements importants furent :

20 "Au dedans : la réorganisation de l'enseignement supérieur ; la réforme de l'enseignement secondaire ; la création de l'enseignement des jeunes filles ; les lois scolaires établissant l'obligation de l'enseignement primaire, ainsi que la gratuité et la laïcité des écoles publiques.

25 "Au dehors : l'occupation de la Tunisie (1881) ; l'exclusion de la France des affaires de l'Égypte, conséquence d'un vote de la Chambre (1882) ; l'expédition de Hué par le vice-amiral Courbet qui oblige les Annamites à reconnaître la suzeraineté de la France (1883) ; la guerre de Chine et la conquête
30 du Tonkin, ainsi que l'établissement du protectorat français à Madagascar et de la domination française au Congo (1885).

"Tout cela a été en grande partie l'œuvre de Jules Ferry (mort en 1893)." [1]

Mort du Prince Impérial. — Le Prince Impérial, fils de Napoléon III, fut tué par les Zoulous en Afrique en 1879. Cette mort jeta le désarroi parmi les bonapartistes, dont quelques-uns reconnurent pour chef le prince Napoléon, et d'autres le fils de celui-ci, le prince Victor. Depuis la mort du prince Napoléon, c'est Victor qui est maintenant *l'empereur* pour ses partisans, de même que le duc d'Orléans est le *roi*, depuis la mort de son père, le comte de Paris, en 1895.

Sadi Carnot. — Jules Grévy fut réélu Président de la République, le 28 décembre 1885. Malheureusement, son gendre ayant trempé dans des affaires véreuses, le Président parut vouloir le protéger et perdit la confiance du pays. Il fut obligé de donner sa démission, le 2 décembre 1887, et eut pour successeur Sadi Carnot, petit-fils de *l'organisateur de la victoire.*

Le général Boulanger. — La seconde présidence de Jules Grévy avait été marquée par le commencement de l'étrange carrière du général Boulanger. Il devint ministre de la guerre dans le cabinet Freycinet en janvier 1886 et fut tout de suite très populaire. C'est à cette époque que furent expulsés du pays les chefs des familles ayant régné sur la France, et que le duc de Chartres et le duc d'Aumale furent rayés des cadres de l'armée. Le duc d'Aumale, ayant protesté contre cette mesure, fut expulsé de France. Il fit connaître alors une clause de son testament par laquelle il léguait à l'Institut le beau château de Chantilly et le musée qui s'y trouve. Le général Boulanger joua un vilain rôle

[1] P. Foncin, *Le Pays de France.*

dans cette affaire et fut convaincu de duplicité. Il resta, cependant, au ministère de la guerre jusqu'au 17 mai 1887. Il avait été très tapageur et semblait animé uniquement de l'idée de la revanche. Nommé chef d'un corps d'armée à
5 Clermont-Ferrand, il commença des manœuvres électorales et reçut de nombreuses voix pour la députation. Il vint même à Paris trois fois sous un déguisement. Il fut mis à la retraite et fit alors une propagande politique extraordinaire. Appuyé par les républicains mécontents du gouver-
10 nement, aussi bien que par les monarchistes, il fut élu en 1888 à la Chambre des députés par plusieurs départements, et, en janvier 1889, à Paris, à une immense majorité. Il semblait marcher à la dictature, mais en avril 1889, il fut mis en accusation devant le Sénat siégeant en qualité de
15 Haute Cour de justice. Il s'enfuit de France, et, en son absence, fut condamné à l'emprisonnement perpétuel pour attentat contre la République. Boulanger se suicida deux ans plus tard. Il avait trouvé moyen de faire entrer le comte de Paris dans son étrange conspiration, et cette alli-
20 ance avec un aventurier déconsidéra beaucoup le parti royaliste.

L'Exposition Universelle de 1889. — L'Exposition Universelle de 1889 fit voir les immenses progrès que la France avait faits sous la Troisième République, et conso-
25 lida cette forme de gouvernement. Le Président Sadi Carnot contribua aussi à ce résultat par son patriotisme, son tact et son jugement droit et sain.

Cronstadt et Toulon. — Deux grands événement vinrent indiquer les caractères définitifs de la République : l'accord
30 franco-russe et l'appui donné au gouvernement républicain par l'église catholique. Isolée en Europe depuis la guerre

de 1870 et la formation de la Triple Alliance, œuvre de Bismarck, entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, la France se tourna vers la Russie. La flotte française fut reçue en 1891 à Cronstadt avec grande solemnité par le tzar Alexandre III, et le 13 octobre 1893, le Président Carnot alla à Toulon recevoir la flotte russe. Il était évident qu'une alliance existait entre la France et la Russie et que l'isolement en Europe de la République Française avait cessé.

Le cardinal Lavigerie. — Les lois contre les congrégations religieuses avaient éloigné beaucoup de catholiques du gouvernement républicain. "Le 8 février 1884, le pape Léon XIII, qui, depuis six ans déjà, avait remplacé Pie IX sur le siège apostolique, adressa aux évêques français une première lettre de conciliation, les exhortant à ne pas se montrer hostiles au gouvernement."[1] "Le 12 novembre 1890, le cardinal Lavigerie, archevêque de Carthage et d'Alger, primat d'Afrique, recevait en son palais épiscopal, l'amiral Charles Duperré et les officiers de son escadre. A l'issue du dîner qu'il offrit à ses hôtes, il prit la parole, et en quelques mots brefs et résolus il stigmatisa la conduite des soi-disant conservateurs qui 'donnent aux ennemis qui nous observent le spectacle de nos ambitions et de nos haines et jettent dans le cœur de la France, le découragement, précurseur des dernières catastrophes.' Pour mieux dégager le sens des paroles du prélat, la musique des Pères Blancs joua la *Marseillaise*."

Encyclique de Léon XIII. — Le pape approuva l'attitude du cardinal Lavigerie, et le 19 février 1892, Léon XIII adressa aux catholiques de France une lettre encyclique par

[1] P. de Coubertin, *L'Évolution Française sous la Troisième République.*

laquelle il leur enjoignait d'adhérer à la République. Le 16 février 1892, le pape avait fait une admirable réponse à un réquisitoire des cardinaux français contre les institutions républicaines : "Acceptez la République, c'est-à-dire le pouvoir constitué et existant parmi vous ; respectez-le ; soyez-lui soumis comme représentant le pouvoir venant de Dieu. . . . En politique, plus qu'ailleurs, surviennent des changements inattendus . . . ces changements sont loin d'être toujours légitimes à l'origine ; il est même difficile qu'ils le soient. Pourtant le *criterium* suprême du bien commun et la tranquillité publique imposent l'acceptation de ces nouveaux gouvernements, établis en fait à la place des gouvernements antérieurs qui ne sont plus. Ainsi se trouvent suspendues les règles ordinaires de la transmission des pouvoirs, et il peut se faire même qu'avec le temps elles se trouvent abolies."

Prospérité de la France sous le gouvernement républicain. — Jamais la France ne s'était trouvée si prospère que sous le gouvernement républicain. En 1891 la Banque de France avait consenti à un prêt de soixante-quinze millions de francs en or à la Banque d'Angleterre, et en 1892, le pays soutint le choc de la faillite de la compagnie de Panama. Des sommes énormes furent perdues et la petite épargne souffrit cruellement. Certains hommes politiques furent reconnus coupables de corruption et beaucoup d'autres furent accusés. Le scandale fut grand ; néanmoins, les institutions républicaines ne furent pas atteintes.

Attentats des anarchistes. — En 1893 les républicains obtinrent aux élections une majorité écrasante. Un certain nombre de socialistes furent élus à la Chambre, et les anarchistes continuèrent les attentats commencés en 1892. Le

9 décembre 1893, une bombe fut lancée dans la salle des séances de la Chambre des députés et blessa plusieurs personnes. Charles Dupuy, président de la Chambre, fit preuve d'un sang-froid, d'un courage, comparable à celui de Boissy d'Anglas en 1795. Il rétablit immédiatement l'ordre en disant avec calme : "Messieurs, la séance continue. . ."

Le Dahomey et Madagascar. — En 1894 le Dahomey fut conquis, et en 1895 Madagascar devint une colonie française.

Assassinat du Président Carnot. — Le 24 juin 1894, le Président Carnot fut assassiné à Lyon par un anarchiste italien. La mort de ce grand patriote causa des regrets unanimes, mais nul n'a consacré à sa mémoire un plus bel hommage que M. Pierre de Coubertin dans son livre "L'Évolution Française sous la Troisième République." Nous citons cette page éloquente tout entière, car on ne saurait trop appeler l'attention sur la vie et le caractère d'hommes comme Sadi Carnot :

Éloge du Président Carnot. — "Ses amis et ses ennemis ont dit de lui qu'il était honnête ; mais ce mot-là ne devrait pas avoir pour lui le même sens que pour les autres : il était honnête, en effet, d'une honnêteté exquise et rare qui s'étendait à toutes les minutes de son existence et à toutes les manifestations de sa pensée, d'une honnêteté si pure, si droite, si absolue que la France oublia parfois de s'en apercevoir, comme si elle eût trouvé tout naturel d'avoir pour chef le plus vertueux de ses fils.

"L'histoire détaillera les services rendus par le Président Carnot à son pays, le prestige dont il sut entourer ses fonctions, l'influence discrète, mais efficace, qu'il exerça sur ses ministres, son amour de la paix, son souci d'encourager les

initiatives, ses sympathies pour la jeunesse, sa confiance sereine dans les jours difficiles et sa foi invincible aux destinées de la patrie. Elle dira surtout qu'il a mérité de servir son pays par delà la mort, car son sang a empourpré les
5 sommets de la République. Les hommes aux humbles origines qui l'ont faite ont tous été grandis par le poignard de Caserio, et la vieille Gaule a senti, assemblée autour de ce tombeau, que ses destinées nouvelles et ses libres institutions venaient de recevoir le baptême aux yeux des peuples
10 et des rois."

Casimir Périer. — Félix Faure. — Le 27 juin 1894, Casimir Périer, petit-fils du fameux ministre de Louis-Philippe, fut élu Président de la République. Dès son accession il fut violemment attaqué par les radicaux et les
15 socialistes, et il donna sa démission en janvier 1895. Il eut Félix Faure pour successeur.

L'alliance franco-russe. — Le Président Faure acquit toute la confiance du pays. Sous son administration l'alliance franco-russe a été officiellement déclarée. Le tzar
20 Nicolas II est venu à Paris avec la tzarine en 1896, et M. Faure a été en Russie en 1897 lui rendre sa visite. Ces deux événements ont excité en France un enthousiasme extraordinaire.

L'affaire Dreyfus. — Une malheureuse affaire cause de-
25 puis quatre ans une grande agitation à Paris et dans toute la France. En 1894, le capitaine Alfred Dreyfus fut jugé par un tribunal militaire, et condamné pour trahison à la dégradation et à l'emprisonnement perpétuel à l'Ile du Diable dans la Guyane française. Des personnes honorables crurent que
30 le jugement était entaché d'irrégularité, et la revision fut demandée. Le gouvernement refusa longtemps de revenir sur

la *chose jugée*, mais depuis la découverte d'un faux, commis par un des témoins qui avaient comparu devant le tribunal militaire, la revision a été accordée par le cabinet Brisson, malgré l'opposition et la démission de deux ministres de la guerre. Citons ici quelques mots bien sensés d'un article du *Journal des Débats*, du 10 septembre 1898 : "On s'accorde à penser qu'il importe de faire une lumière complète et de dégager toutes les responsabilités qui ont été encourues dans cette malheureuse histoire. . . Mais, répétons-le, quoi qu'il arrive, l'honneur de l'armée n'est pas et ne saurait être en cause. Dans tous les corps organisés, dans toutes les agrégations d'hommes se rencontrent des malheureux. Il y en a dans l'armée moins qu'ailleurs, parce que l'état militaire porte à l'observation plus stricte du devoir, au dévouement et au sacrifice ; toutefois, il y en a. L'armée ne saurait être exempte d'un mal qui est inhérent à l'espèce humaine. La responsabilité de ceux qui introduisent le mensonge et la fraude dans ce monde de la loyauté et de la bonne foi n'en est que plus infamante ; mais elle leur reste personnelle."

Mort de Félix Faure. — M. Émile Loubet. — Le 16 février 1899, le Président Félix Faure est mort subitement, et, le 18 février, M. Émile Loubet, président du Sénat, a été élu Président de la République.

La France extérieure. — Nous ne pouvons terminer cette histoire sans jeter un coup d'œil sur la France extérieure. Nous empruntons à M. P. Foncin, "Le Pays de France," les renseignements suivants.

En Amérique. — De toutes ses possessions en Amérique la France n'a gardé que les petits îlots de Saint-Pierre et de Miquelon près du banc de Terre-Neuve ; dans les Antilles,

la Guadeloupe et la Martinique, et dans l'Amérique du Sud, la Guyane française.

En Océanie. — En Océanie les possessions de la France sont la Nouvelle-Calédonie, Tahiti, et quelques archipels, 5 tels que les Gambier et les Marquises, en tout 116 îles.

En Asie. — Dans l'Inde la France n'a plus que cinq petits territoires et la ville de Pondichéry, mais dans l'Indo-Chine elle a la Cochinchine, avec le protectorat du Cambodge, de l'Annam et du Tonkin.

10 **Dans l'Océan Indien.** — Dans l'Océan Indien la France a perdu l'Ile de France (maintenant Maurice), mais elle a gardé l'Ile de la Réunion (autrefois Bourbon), et a fait la conquête de Madagascar, et l'archipel des Comores est sous son protectorat. Elle a aussi Obock dans le golfe d'Aden.

15 **En Afrique.** — En Afrique il y a le Gabon, et le Congo français relié par le lac Tchad au Soudan français ; le Dahomey ; des comptoirs sur le golfe de Benin et sur la côte d'Ivoire ; enfin l'importante et ancienne colonie du Sénégal.

L'Algérie et la Tunisie. — L'Algérie et la Tunisie font 20 de grands progrès sous la domination française ; la ville d'Alger a 100,000 habitants, et Tunis, située près des ruines de Carthage, a 125,000 habitants.

La Corse. — La Corse appartient à la France depuis 1768 et lui est très attachée. Elle est célèbre pour avoir 25 donné naissance à Napoléon.

L'agriculture, l'industrie, et le commerce.— La France est admirablement située au point de vue du climat, et l'agriculture y est remarquablement développée. On y cultive surtout les céréales et la vigne, mais aussi la betterave de 30 sucre, l'olivier, et le tabac, ainsi que les arbres fruitiers. Les forêts sont nombreuses et bien entretenues, de même

que les prairies et pâturages. L'élevage du bétail est important, et l'industrie et le commerce très florissants. Le commerce extérieur, d'après M. Foncin, dépasse 9 milliards de francs. Les routes de terre sont magnifiques, et le pays est sillonné en tous sens de canaux et de réseaux de chemins de fer.

L'Exposition Universelle de 1900. — Nous ne parlerons pas ici de la géographie de la France, de ses chaînes de montagnes, de ses nombreuses rivières, de ses grandes et belles villes, de ses lacs pittoresques. Nous ne dirons rien de Paris et de ses admirables monuments, de Versailles, de Fontainebleau, de tant de places historiques. Il faut voir toutes ces choses pour bien les comprendre. C'est à l'Exposition Universelle de 1900 qu'on pourra apprécier la France contemporaine, la France de Thiers, de Gambetta, et de Carnot.

Conclusion. — En étudiant l'histoire de France on voit des erreurs et même des crimes, mais aussi de grandes actions et de nobles sentiments, et l'on peut dire que le peuple français inspire la sympathie et l'admiration. Il est brave et spirituel, il a du bon sens et de la raison, il est généreux, il est doué d'une faculté extraordinaire de se relever de ses désastres. Il marche de pair avec les nations les plus favorisées, pour les lettres, les sciences et les arts, et il a fait faire de grands progrès à la civilisation. Espérons que ce noble peuple de 38,000,000 d'hommes aura un avenir digne de son glorieux passé.

NOTES.

NOTES

Page 1. — **lines 11, 12. époque quaternaire.** The quaternary period follows the tertiary and is the epoch when man appears.

l. 12. **troglodytes,** inhabitants of caverns.

l. 15. **mammouth,** the *mammoth*, an extinct species of elephant.

Page 2. — **line 9. peulvans,** etc. The *peulvans* and the *menhirs* are blocks of stone erected perpendicularly; the *dolmens* consist of flat stones placed horizontally on perpendicular blocks; the *cromlechs* are blocks planted around a higher one.

l. 28. **Phocée,** a city of Asia Minor, of the Ionian confederation.

Page 3. — **line 10. Étrusques,** the inhabitants of ancient Etruria, now Tuscany.

l. 21. **Aquitaine,** known later as *Guyenne.*

Page 4. — **line 14. Helvétiens,** name of the early inhabitants of Switzerland.

Page 5. — **line 13. Arvernes,** the ancient inhabitants of Auvergne.

l. 23. **Vercingétorix.** The campaign of Cæsar against Vercingetorix is related in the seventh book of the *Commentaries.*

l. 24. **Gergovie.** The town was situated near the site of the present town of Clermont-Ferrand in Auvergne.

l. 30. **Alésia,** probably now Alise-Sainte-Reine, in Côte-d'Or.

Page 7. — **line 5. Francs,** the *brave men.* The principal tribes of the Franks were the Salian Franks who lived on the banks of the Sala (Yssel), and the Riparian Franks who lived on the banks of the Weser and the Rhine.

l. 18. **Ariens,** from Arius, who founded a sect of heretics who denied the divinity of Christ and did not believe in the Trinity.

Page 8. — **line 6. Mérovingiens,** the first dynasty of the kings of the Franks, from Mérovée.

l. 28. **Paris,** also called Lutetia in Latin, Lutèce in French.

Page 9. — **line 2. Austrasie,** kingdom of the East; the capital was Metz. — **Neustrie.** West of Austrasia, between the Loire and the Meuse; it became later part of the duchy of Normandy.

l. 25. **rois fainéants,** *the sluggard kings.*

Page 10. — **line 15. oint,** *anointed.*

Page 12. — **line 6. Lotharingie,** now Lorraine.

l. 10. **Northmans,** name given to the Normans before they settled in France and became civilized.

Page 13. — **line 1. Rolf le Marcheur,** Gang Rolf or Rollo, the first duke of Normandy.

l. 15. **"Dernier des Barons,"** "The Last of the Barons," a novel by Bulwer, of which the hero is the celebrated Earl Warwick, of the 15th century.

Page 14. — **line 16. l'Auguste.** All the Roman Emperors took the title of Augustus. At the time of Diocletian, the title of Augustus was given to the reigning Emperor, that of Cæsar to the heir presumptive. Freeman means that Otto was superior in rank to Louis d'Outre-mer.

Page 15. — **line 10. Reims.** It was in the cathedral of Reims that the kings of France were crowned and anointed with the sacred oil from the holy vial, the *Sainte-Ampoule.*

Page 17. — **lines 22, 23. cycle de Charlemagne,** the epic poems known as *chansons de geste,* of which the "Chanson de Roland" is the most celebrated. — **cycle d'Arthur.** The Arthurian romances, of which the best are by Chrétien de Troyes. Tristan and Yseult are the most popular personages.

Page 18. — **line 25. Robert Guiscard,** one of the sons of Tancrède de Hauteville, a Norman nobleman. He was a shrewd and valiant warrior, conquered Calabria in Italy and defeated the Emperor of the East, Alexius Comnenus; died 1085.

l. 26. **Hildebrand,** Pope Gregory VII, who wished to liberate the papacy from the thraldom of the German Emperors. His great opponent was the Emperor Henry IV.

Page 21. — **line 2. Jérusalem.** After the conquest by the Romans under Titus, Jerusalem was captured by the Persians, then by the Saracens, and later by the Turks.

l. 22. **l'islamisme,** the religion of the Moslems.

Page 22. — **line 19. le Tasse,** Torquato Tasso (1544–1595), a great Italian poet, author of "Jerusalem Delivered."

l. 30. **Alexis.** There is an interesting account of the Emperor Alexius Comnenus in Walter Scott's "Count Robert of Paris."

Page 23. — **line 8. emblèmes,** the beginning of heraldry.

Page 24. — **line 14. bourgeois,** generally taken to designate the people of the middle class in France; here it refers to the inhabitants of a town.

Page 25. — **line 18. cens et taille,** different kinds of taxes.

l. 21. **corvées,** gratuitous labor exacted by the lord.

Page 26. — **line 17. Berry,** name of an ancient province, near the centre of France.

Page 27. — **line 16. Saladin,** sultan of Egypt, a brave and chivalric prince.

l. 26. **Bertrand de Born,** a celebrated poet and warrior of the 12th century. He was a *troubadour*, that is to say, wrote in the language of the south of France, *la langue d'oc*. The *trouvères* wrote in the language of the north, *la langue d'oïl*, of which French is one of the dialects.

l. 31. **Frédéric Barberousse.** The greatest German emperor of the Middle Ages. (1121–1190.)

Page 29. — **lines 16, 17. cour des pairs.** Philip Augustus fixed the number of peers at twelve: six secular: the dukes of Normandy, of Burgundy, of Guyenne, the counts of Flanders, of Toulouse, of Champagne; six ecclesiastical: the archbishop of Reims, the bishops of Laon, Langres, Beauvais, Châlons, and Noyon.

Page 30. — **line 17. Albigeois,** from the town of Alby, name given to the heretics of the south of France.

Page 31. — **line 7. le provençal,** the principal dialect of *la langue d'oc*, revived as a literary language principally by Frédéric Mistral, the author of "Mireille."

l. 28. **Thibaut de Champagne,** a charming poet of the 13th century. He became King of Navarre.

Page 32. — **line 25. Joinville.** His "Life of Saint Louis" is a delightful and trustworthy narrative.

l. 31. **Aigues-Mortes.** The town is no longer a seaport.

Page 33. — **line 20. pastoureaux,** *shepherds.*

Page 34. — **line 1. Établissements de Saint-Louis,** *the laws of Saint Louis.*

Page 35. — **line 7. vilain,** *peasant*, not noble.

l. 26. **Vêpres Siciliennes.** The massacre began when the vespers were sounded.

Page 36. — line 16. Avignon, on the Rhône. The popes resided there from 1309 to 1376. There is a beautiful palace of the popes.

Page 37. — line 23. le Hutin = *mutin, quarrelsome, stubborn.*

l. 26. serfs de la glèbe, serfs attached to the soil and transferred with it.

Page 40. — line 22. mignons. The effeminate favorites and courtiers of Henry III were called *mignons.*

Page 41. — line 14. la vierge de Domrémy, Joan of Arc.

l. 16. Écorcheurs, name given to bands of bandits and adventurers in the fifteenth century.

Page 42. — line 6. fleurs de lis, pronounced *li;* emblem of the Kings of France.

Page 44. — line 3. Prince Noir, called the Black Prince from the color of his armor.

ll. 17, 18. Jacques Bonhomme, a name given to the common people, to all that were not noble; hence *Jacquerie* means an insurrection of the lower classes.

Page 45. — line 3. Ponthieu, a county in Picardy, northern part of France.

l. 16. Carnot. Lazare Carnot, a patriot at the time of the French Revolution, called the *organizer of victory.*

Page 46. — line 5. connétable, *comes stabuli.* The chief officer in the French army. The office was abolished by Richelieu.

l. 25. Jean le Bon. Bon meant *brave,* not *good.*

Page 47. — line 16. Armagnacs. The count d'Armagnac was the chief of the party of the young duke of Orleans, son of the duke murdered by John of Burgundy.

Page 48. — line 11. Barante (1782–1866), author of a most interesting "Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois."

l. 12. Montjoie. "Montjoie, Saint-Denis" was the war-cry of the French in the Middle Ages. *Mont-joie* means a heap of stones placed to indicate the road or as a signal of victory; therefore the war-cry is said to have meant to follow to victory the sacred banner, the *oriflamme* of Saint-Denis.

Page 49. — line 5. Harengs, so called on account of the herrings, the provisions captured by the English and destined for the besieged town.

l. 14. dauphin. The oldest son of the King of France was called *dauphin* after Dauphiné was annexed to the crown by Philip VI. Until the

King was crowned at Reims he was still the dauphin in the eyes of the people and not yet the "Lord's anointed."

Page 50. — line 2. relapse, *a relapser*, one who has fallen back into error after recanting.

l. 4. **Michelet** (1798–1874), author of the most eloquent and vivid History of France, though not the most impartial. His chapter on Joan of Arc is admirable.

ll. 26, 27. **Constantinople**. The fall of Constantinople (1453) is generally taken to mark the end of the Middle Ages, which begin in 476, fall of Rome and the Western Empire.

l. 31. **roi de Bourges,** a name given in derision to Charles VII by the English.

Page 54. — line 26. Plessis-lez-Tours. *Lez* means *near*, from *latus*.

Page 59. — line 10. Éperons, "battle of the spurs," on account of the hurried flight of the French.

Page 60. — line 1. fabliaux or **fableaux,** tales in verse, generally witty and coarse.

l. 2. **soties,** comic and satirical plays of the Middle Ages.

l. 4. **Charles d'Orléans,** for twenty-five years a prisoner in England, after Azincourt, a graceful poet of the 15th century, father of Louis XII. — **Villon,** the greatest poet of the Middle Ages; his works have great force and tender melancholy.

Page 63. — line 20. Chambord, a beautiful castle near Blois, built by Francis I.

Page 66. — lines 4, 5. huguenots. "Properly a diminutive of Hugues. The name is probably derived from the Christian name (*Huguenot*) of some person conspicuous as a reformer." — *Webster*.

l. 23. **Antoine de Bourbon** married Jeanne d'Albret, queen of Navarre, and was the father of the great King, Henry IV.

Page 67. — line 8. Pays-Bas. The Netherlands were, at that time, resisting the horrible cruelty of Philip II of Spain.

l. 12. **Marguerite de Valois.** There were three princesses by that name: Marguerite, queen of Navarre, sister of Francis I, author of the "Heptameron" and of some charming poems; Marguerite, duchess of Savoy, daughter of Francis I, and like her father, protectress of arts and letters; Marguerite, daughter of Henry II and first wife of Henry IV, a beautiful and learned woman, author of curious "Memoirs." Her conduct was not without reproach and she was repudiated by her husband.

Page 68. — line 13. Pologne. The crown of Poland was elective, and this was the principal cause of the ruin of this once large and powerful kingdom.

Page 69. — line 17. les Quarante-cinq. Alexandre Dumas wrote three interesting and so-called historical novels of the times of the Valois: "La Reine Margot," "la Dame de Montsoreau" and "les Quarante-cinq."

Page 70. — line 27. le Béarnais, a name given to Henry IV, who was born at Pau in Béarn (pronounced *Béar*).

Page 71. — line 2. Seize quarteniers. The quarteniers were municipal officers of the city of Paris. They sided with the League against Henry III and Henry IV, and their party was called "parti des Seize."

Page 72. — line 21. hauts-justiciers, the nobles who had the right to administer justice. There were *hauts-justiciers*, *moyens-justiciers* and *bas-justiciers*. The first ones alone could inflict capital punishment. In the 16th century the prerogatives of the *hauts-justiciers* were nominal, as the justice of the king prevailed everywhere.

l. 22. **bailliage, sénéchaussée,** extent of the jurisdiction of the officers of justice, *bailli* and *sénéchal*.

Page 73. — lines 12, 13. croquants, a scornful name given to the peasants.

Page 74. — line 5. grand roi de France. Henry IV wished to establish in Europe "one great republic, having a supreme council of deputies from all the states, whose duty should be to prevent encroachments and collisions." — *Duruy*.

Page 77. — line 11. Richelieu. His name was Armand Jean Du Plessis, cardinal and duke de Richelieu. He was for some time bishop of Luçon.

Page 78. — line 5. une digue. This work may be compared with the dyke made by Alexander at the siege of Tyre.

l. 31. **Cinq-Mars.** Alfred de Vigny wrote "Cinq-Mars," one of the best historical novels in French literature.

Page 79. — line 26. Pas de Suze. There is a beautiful description of this expedition in one of George Sand's most interesting novels, "Les Beaux Messieurs de Bois-Doré."

Page 81. — line 13. La Fronde. The party opposed to Mazarin were called *frondeurs*, as it was said that they could not be arrested any more than the boys who fought in the streets with slings.

Page 82. — **line 3. Retz,** author of celebrated "Memoirs."

l. 5. **La Rochefoucauld,** author of the "Maxims."

ll. 10, 11. **Mlle de Montpensier.** Her marriage to Lauzun was the subject of one of Mme de Sévigné's best known letters.

Page 84. — **line 12. eût le pas,** *should have precedence.*

Page 85. — **line 31. "Tartuffe."** Public representation of Molière's great play was forbidden for five years. Condé protected both Molière and Racine.

Page 87. — **line 30. la Hogue,** one of the greatest naval victories of the English. Tourville engaged the fight against his judgment and by the direct order of Louis XIV.

Page 93. — **line 11. Turcaret.** Le Sage, the author of "Gil Blas," wrote also a comedy, "Turcaret," in which he creates the type of the shrewd, coarse and insolent financier.

Page 95. — **line 1. Charles-Édouard.** The "Pretender" is a favorite character in novels and dramas. One of the most beautiful works in which he appears is "Les Jacobites," by François Coppée.

Page 98. — **line 17. Turgot.** It was Turgot who said of Franklin: "*Eripuit cœlo fulmen, sceptrumque tyrannis.*"

Page 103. — **line 11. Invalides,** an admirable building erected by Louis XIV as a home for old soldiers. The remains of Napoleon were buried there in 1840.

Page 105. — **line 10. biens nationaux.** Paper money, called *assignats,* was issued, based on the value of the *biens nationaux.* The *assignats* soon depreciated and were worth very little.

Page 106. — **line 2. Panthéon.** President Carnot was buried in the Panthéon, and the remains of Rousseau and Voltaire are there also. The monument bears the inscription: "Aux grands hommes la patrie reconnaissante."

Page 107. — **line 8. départements.** France is divided at present into 86 departments, including Corsica, and one territory, Belfort, saved from the department of Haut Rhin ceded to Germany in 1871.

Before the Revolution there were 33 provinces: la Guyenne-et-Gascogne, le Languedoc, la Bretagne, la Champagne, la Normandie, la Bourgogne, la Lorraine, la Provence, l'Orléanais, le Poitou, le Dauphiné, l'Ile-de-France, la Franche-Comté, le Berry, l'Auvergne, la Picardie, l'Angoumois-et-Saintonge, le Limousin, le Maine-et-Perche, l'Anjou, la Corse, le Bour-

bonnais, le Lyonnais, l'Alsace, la Touraine, le Béarn, le Nivernais, la Flandre, la Marche, l'Artois, le Comté de Foix, le Roussillon, le Comtat-Venaissin.

l. 13. **jurandes et maîtrises,** the *jurande* was a jury charged with the care of the statutes and regulations of the guilds; the *maîtrise* was the position held by the master-workman, the head of the guild.

l. 25. **Montagnards,** name given to the Jacobins, because they sat on the highest seats in the assembly.

Page 111. — **line 19. Vendée.** The principal chiefs of the royalists were Lescure, Bouchamp, d'Elbée, Stofflet, Cathelineau, Larochejaquelein, and Charette.

Page 113. — **line 16. Condorcet** (1743–1794), a philosopher and mathematician. — **Lavoisier** (1743–1794), a great chemist.

l. 17. **André Chénier** (1762–1794), the only great French poet of the 18th century.

Page 114. — **line 5. Hoche** (1768–1799), the greatest general of the Revolutionary period, a man of a humane and noble disposition.

Page 117. — **line 14. Joséphine** (1763–1814). She was born at Martinique and was the daughter of count Tascher de la Pagerie.

Page 120. — **line 2. l'Institut.** It is composed of five academies: l'Académie française, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts, l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Page 124. — **line 19. Pitt** (1759–1806), a great English minister, son of Wm. Pitt, Lord Chatham.

Page 125. — **line 20. maréchaux de France.** The marshals first appointed were Jourdan, Masséna, Augereau, Brune, Berthier, Lannes, Ney Murat, Bessière, Moncey, Mortier, Soult, Davout, and Bernadotte.

Page 129. — **line 3. roi de Rome** (1811–1832). The son of the great Emperor was brought up by his grandfather, the Emperor of Austria, and made by him duke of Reichstadt.

Page 131. — **line 27. Cent Jours,** March 20, 1815 to June 28.

Page 135. — **line 19. Comte de Chambord** (1820–1883), called *Henri V* by the royalists, a high-minded Pretender, who preferred his principles to a kingdom.

Page 137. — **line 19. Hernani,** a beautiful drama by Victor Hugo, played on February 25, 1830.

Page 138. — lines 9, 10. ses fils. They were the duke d'Orléans, father of the Count de Paris and of the duke de Chatres; the duke de Nemours; the prince de Joinville; the duke d'Aumale; the duke de Montpensier.

Page 144. — line 9. plébiscite. Among the Romans it was a decree submitted to the people for approval, a vote expressing the will of the entire nation.

Page 147. — line 2. Cavour (1810–1861), one of the principal founders of Italian unity.

Page 149. — line 16. Garibaldi (1807–1882), the conqueror of Sicily and Naples. He was born at Nice.

Page 153. — line 23. Hohenzollern, the name of the royal house of Prussia.

Page 155. — lines 21, 22. Prince Royal de Prusse. He became the Emperor Frederick III of Germany and died shortly after his accession to the throne. He was a man of a noble disposition.

Page 156. — line 7. Frédéric Charles, a distinguished Prussian general, a nephew of Emperor William I.

Page 157. — line 6. Gambetta (1838–1882), a celebrated orator and statesman.

Page 158. — lines 18, 19. Faidherbe and **Chanzy** were the best generals of the French in the war of 1870.

Page 159. — line 4. Thiers. The great historian and statesman was born at Marseilles in 1797 and died at Saint-Germain in 1877.

Page 160. — line 26. Président de la République. He receives a salary of 600,000 francs, 300,000 francs for traveling expenses, and 300,000 francs for incidental expenses.

Page 171. — line 27. M. P. Foncin, a distinguished geographer, the principal founder of *l'Alliance française.*

Page 173. — line 26. la civilisation. Guizot has said (*Histoire de la Civilisation en Europe*): "Il n'est presque aucune grande idée, aucun grand principe de civilisation qui, pour se répandre partout, n'ait passé d'abord par la France."

THE GROWTH OF THE FRENCH NATION.

By GEORGE BURTON ADAMS, *Professor of History in Yale University.* Cloth, 12mo. Price, $1.25.

EDUCATIONAL REVIEW. "Mr. Adams has dealt in a fascinating way with the chief features of the Middle Age, and his book is rendered the more attractive by some excellent illustrations. He traces the history of France from the Conquests by the Romans and Franks down to the presidency of M. Felix Faure, and has always something to say that is clear and to the point; Mr. Adams seems to us to have seized the salient features of the *growth* of the French nation, and to have fulfilled the promise of his title."

EUROPEAN HISTORY: An Outline of Its Development.

By GEORGE BURTON ADAMS, *Yale University.* Half Leather. Price, $1.40.

PROF. U. G. WEATHERLY, *University of Indiana.* "Those who know Professor Adams' admirable '*Growth of the French Nation*' will find here the same lucidity and correctness of grasp. It is becoming more difficult to write a general history, but I believe that Professor Adams has constructed the best one that is now in existence within the same scope. The references, maps and topics make it possible to use this work as a basis for the intensive study of periods, a thing that can hardly be said of other general histories."

HISTORY OF GREECE. For High Schools and Academies.

By GEORGE WILLIS BOTSFORD, Ph.D., *Instructor in the History of Greece and Rome in Harvard University.* 8vo. Half Leather. Price $1.10.

W. DAWSON JOHNSTON, Instructor in History and English, *High School, Fall River, Mass.* "It is a miracle in these days of machines. It contains feeling and ideas as well as facts. To other writers Greece has always seemed to be a foreign country; but you have made it yours and ours. It is superb."

RECENT TEXT-BOOKS ON HISTORY.

STUDENTS' HISTORY OF THE UNITED STATES.

By EDWARD CHANNING, *Professor of History in Harvard University;* with Suggestions to Teachers by ANNA BOYNTON THOMPSON, *Thayer Academy, South Braintree, Mass.* 8vo. Half Leather. Price, $1.40.

PROF. W. C. WILCOX, *University of Iowa.* "It is the most complete history of the United States in one volume for high-school use. I shall recommend it to the high schools in this State. It ought to be in all the preparatory schools either as a text-book or as a work of reference. It will serve equally well as either. The book-references, the topical studies, and the completeness of the treatment especially commend it to me."

TOPICS ON GREEK AND ROMAN HISTORY.

By ARTHUR L. GOODRICH, *Principal of Free Academy, Utica, N.Y.* Cloth, 12mo. 60 cents.

Greek History, 25 cents. Roman History, 35 cents.

FORTHCOMING BOOKS.

ADAMS, G. B., and STEPHENS, H. MORSE. Documents Illustrative of English History.

COMAN, K., and KENDALL, E. English History for High Schools.

HART, A. B. Source Book of American History.

MACDONALD, WILLIAM. Select Documents of United States History. 1606-1776.

REPORT ON TEACHING HISTORY. By Committee of Seven.

STEPHENS, H. M. Syllabus of European History.

THOMPSON, ANNA B. Sources of Greek History.

THE MACMILLAN COMPANY

New York Boston Chicago San Francisco

APR 17 1899

LIBRARY OF CONGRESS
0 030 242 197 3